

LA REVUE DE LA MRIE

NOVEMBRE

2019

AURA **mr**ie
Exclusion & Connaître pour Agir

Hors-série des Dossiers de la MRIE N°1 | novembre 2019

PREMIÈRE PARTIE

Faire équipe avec les personnes
en situation de pauvreté

LA DÉMARCHE PARTICIPATIVE
À L'ASSOCIATION BAGAGE'RUE

RETOURS D'EXPÉRIENCE 5

QUAND DES PARENTS EN INSERTION ET DES
PROFESSIONNELS FONT DES PROPOSITIONS
CONCRÈTES POUR ACCÉDER PLUS ET MIEUX AUX
MODES D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS :
L'EXPÉRIENCE DU TERRITOIRE DE TARARE

TRAVAUX DE LA MRIE 13

COMMENT PRODUIRE COLLECTIVEMENT DU SAVOIR
SUR L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE ?

RETOURS D'EXPÉRIENCE 18

PRODUIRE DU CHANGEMENT EN ACCOMPAGNANT LE
DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL PAIR

RETOURS D'EXPÉRIENCE 24

CO-CONSTRUIRE DES FORMATIONS AVEC DES
PERSONNES ACCOMPAGNÉES : RETOUR D'EXPÉRIENCE
DU COLLECTIF SOIF DE CONNAISSANCES

RETOURS D'EXPÉRIENCE 30

À LA MAISON DES FAMILLES, LES PROJETS SONT
CONSTRUITS PAR ET AVEC LES PARENTS

RÉCIT 40

ACCÈS A L'HYGIÈNE ET CONTINUITÉ DES SOINS POUR
LES PERSONNES A LA RUE
SUR LA MÉTROPOLE LYONNAISE

PROPOSTIONS 43

DEUXIÈME PARTIE

Faire rimer jeunesse avec possibles
plutôt qu'avec galère

S'ENGAGER EN SERVICE CIVIQUE
DANS SON ACCUEIL DE JOUR

RETOURS D'EXPÉRIENCE 50

EMPLOI DES JEUNES : ET SI NOUS NOUS METTIIONS
ENSEMBLE, JEUNES, PROFESSIONNELS, ENTREPRISES,
POUR TROUVER DE NOUVELLES IDÉES ?

TRAVAUX DE LA MRIE 59

LES EMPLOIS D'AVENIR À VILLEURBANNE, RELECTURES
D'EXPÉRIENCES PAR DES JEUNES EN POSTE

ETUDE DE LA MRIE 62

L'INFORMATION JEUNESSE EN MILIEU RURAL,
METTRE DES VALEURS EN ACTION

RETOURS D'EXPÉRIENCE 63

L'ENGAGEMENT CHEZ LES JEUNES EN PRÉCARITÉ
ÉCONOMIQUE EN TERRITOIRES RURAUX :
QUE METTENT-ILS EN GAGE ?

ETUDE DE LA MRIE 71

GRANDIR DANS UN QUARTIER POPULAIRE : QUAND
L'ACCÈS AUX DROITS PARAÎT PERDU D'AVANCE...

RÉFLEXION-ACTION 72

TROISIÈME PARTIE

Conjuguer écologie et solidarité

L'AUTO RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE
AVEC LES HABITANTS DES QUARTIERS
DITS SENSIBLES DE VALENCE

RÉCIT 80

VIVRE EN SITUATION DE PAUVRETÉ, SUBIR UNE
ALIMENTATION SOUS CONTRAINTE ?

TRAVAUX DE LA MRIE 84

RÉFLEXIONS SUR L'ÉNERGIE À PARTIR
DU VÉCU DES PLUS PRÉCAIRES

TRAVAUX DE LA MRIE 93

LES NOUVEAUX EMPLOIS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT,
UNE CHANCE POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE...
À QUELLES CONDITIONS ?

RETOURS D'EXPÉRIENCE 103

**Vous pouvez accéder aux
articles en cliquant sur
les titres.**

Bonne lecture !

INTRODUCTION



Comme beaucoup d'associations, la M^RIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion) a connu ces dernières années des baisses importantes de financements, notamment de ceux qui permettaient la réalisation de son dossier emblématique, annuel d'abord, biennal depuis 2012... La sortie et la présentation du Dossier de la M^RIE étaient devenues un rendez-vous incontournable pour nous comme pour beaucoup d'entre vous... en 2018 nous avons été privés de notre rendez-vous !

Alors que faire ? Regretter le temps d'avant ou faire autrement ? Les deux peut-être... Il se trouve qu'à la M^RIE nous avons collectivement choisi de ne pas nous battre pour notre survie mais contre la pauvreté, et c'est ce que nous continuons de faire malgré les péripéties récurrentes que nous connaissons maintenant depuis plusieurs années. Nous avons donc poursuivi notre action, et nous avons accumulé une matière passionnante au cours de ces deux dernières années. Nous n'avons pas les moyens d'en faire un dossier, mais nous ne voulions pas nous résoudre à garder tout ça pour nous...

Cette année nous ne retrouvons pas notre rendez-vous... mais nous avons décidé de partager une partie de ce que nous avons appris d'une autre manière, selon un format nouveau, plus léger diront certains, plus faisable diront d'autres. Nous avons choisi d'appeler ce nouveau format "La revue de la M^RIE" c'est un hors-série du dossier de la M^RIE parce que nous ne désespérons pas de retrouver notre rendez-vous un jour, et de reprendre la série de nos dossiers... Nous l'avons aussi intitulé "revue" parce que contrairement à nos dossiers, il ne s'agit pas d'un tour d'horizon panoramique, ni d'un reflet exhaustif de nos derniers travaux, mais plutôt de quelques flashes au fil de l'eau.

Cette première revue, hors-série du dossier - nous espérons qu'il y en aura d'autres... - s'organise autour de 3 thématiques, que nous avons beaucoup travaillées ces derniers temps :

- L'association des personnes qui vivent la pauvreté à l'action contre la précarité
- Le défi de la jeunesse en galère
- L'enjeu écologique quand on subit la précarité

Dans chaque thématique, vous trouverez :

- Des retours d'expériences, des récits d'aventures, des propositions, des réflexions, écrits par des partenaires de la M^RIE,
- Des focales sur nos travaux, écrits par nous.

Toute l'équipe vous souhaite une bonne lecture. Nous avons perdu notre rendez-vous, mais nous pouvons continuer de nous laisser des messages...

N'hésitez pas à nous faire des retours, à nous faire partager vos expériences, vos projets, ils nous intéressent, et nous continuerons de les faire connaître pour qu'ils servent à d'autres et qu'ils fassent avancer l'action contre la pauvreté.

Réalisée par

Annaïg ABJEAN, directrice

Pauline BEAUDET, chargée de mission

Élie CHOSSON, chargé de mission

Élisa HERMAN, chargée de mission

Laurence POTIÉ, chargée de mission

I.

FAIRE ÉQUIPE

AVEC LES PERSONNES

EN SITUATION

DE PAUVRETÉ

Comment donner à voir des actions dans lesquelles les personnes en situation de pauvreté contribuent effectivement ? Alors que ces actions existent bel et bien, souvent les mots banalisent ou minimisent la réalité vécue, quand il convient au contraire de la valoriser.

Nous avons donc choisi de nous délester d'un vocabulaire convenu : participation, association des personnes concernées, "faire avec"... autant d'expressions qui, à force d'être trop largement utilisées, finissent par dire bien peu de choses. Nous parlons ici de "faire équipe" avec les personnes en situation de pauvreté :

- parce qu'il s'agit de "faire ensemble quelque chose de concret",
- parce qu'il s'agit de s'engager en tant que personne, de se mouiller,
- parce qu'il s'agit de produire du changement social.

LA DÉMARCHE PARTICIPATIVE À L'ASSOCIATION BAGAGE'RUE

RETOURS D'EXPÉRIENCE 5

QUAND DES PARENTS EN INSERTION ET DES
PROFESSIONNELS FONT DES PROPOSITIONS
CONCRÈTES POUR ACCÉDER PLUS ET MIEUX AUX
MODES D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS :
L'EXPÉRIENCE DU TERRITOIRE DE TARARE

TRAVAUX DE LA MRIE 13

COMMENT PRODUIRE COLLECTIVEMENT DU
SAVOIR SUR L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE ?

RETOURS D'EXPÉRIENCE 18

PRODUIRE DU CHANGEMENT EN
ACCOMPAGNANT LE DÉVELOPPEMENT
DU TRAVAIL PAIR

RETOURS D'EXPÉRIENCE 24

CO-CONSTRUIRE DES FORMATIONS AVEC DES
PERSONNES ACCOMPAGNÉES : RETOUR
D'EXPÉRIENCE DU COLLECTIF SOIF DE
CONNAISSANCES

RETOURS D'EXPÉRIENCE 30

À LA MAISON DES FAMILLES, LES PROJETS SONT
CONSTRUITS PAR ET AVEC LES PARENTS

RÉCIT 40

ACCÈS A L'HYGIÈNE ET CONTINUITÉ DES SOINS
POUR LES PERSONNES A LA RUE
SUR LA MÉTROPOLE LYONNAISE

PROPOSTIONS 43



LA DÉMARCHE PARTICIPATIVE À L'ASSOCIATION BAGAGE'RUE

Pierre-Antoine Comparat et Maya Simon-Wandscheer
Avec la **participation** de Brigitte Bertron, Constance Lenglard,
Jérôme Garcera, Elise Ladeveze et Héloïse Soulu

Contact : contact@bagagerue.org – Site internet : <http://bagagerue.org>

L'idée de créer une bagagerie sociale sur Lyon a émergée en mars 2016, suite aux constats de professionnel.le.s du secteur social ayant pointé l'absence de ce service basique mais pourtant essentiel pour les personnes vivant dans la rue. Plutôt que de créer un dispositif social de plus, le projet d'un lieu où il serait possible de conserver en toute sécurité les bagages des personnes sans domicile est d'emblée envisagé comme une initiative citoyenne, associant toute personne sensible à la question de l'exclusion ou la vivant d'une manière ou d'une autre. En effet, il semblait humainement bien plus riche, cohérent et juste d'abolir les barrières entre service et "usager" en favorisant une réflexion collective et horizontale. Une démarche

participative est donc instaurée, dans l'idée que chacun puisse s'exprimer et participer à l'élaboration du projet puis au fonctionnement de la future bagagerie.

Au-delà des mots, de la volonté et de l'état d'esprit, l'association Bagage'Rue s'est appliquée à mettre en œuvre différents leviers afin d'impulser, faire vivre et développer cette démarche. De la phase de la naissance du projet à l'ouverture du service en juin 2018, plusieurs manières ont été expérimentées, aux effets plus ou moins réussis mais démontrant à quel point il est possible voire nécessaire de construire avec et par les personnes concernées, sans cloisonnement.

1^{ère} phase de mars 2016 à avril 2017 : Imaginer ensemble une bagagerie sociale à partir d'expériences vécues

L'enquête de terrain

Afin de rendre compte au mieux de la nécessité d'un service de bagagerie sur le territoire lyonnais, les membres de ce projet naissant décident d'initier en juin 2016 une enquête de terrain, juste après l'Assemblée Générale constitutive qui a vu naître l'association Bagage'Rue.

La volonté est alors de quantifier et qualifier au mieux les besoins ressentis, et surtout d'associer dès les prémices du projet les personnes vivant ou ayant vécu la rue, les aidants salariés ou bénévoles du tissu partenarial, et toute autre personne souhaitant participer à ce travail d'investigation sociologique.

Accompagnés sur le volet méthodologique par un sociologue¹ et une ethnologue², les enquêteurs en herbe façonnent une grille d'entretien semi-directif, permettant à chaque personne interrogée d'imaginer la "bagagerie idéale", dans l'idée de travailler à une restitution qui prenne en compte le plus grand nombre possible d'idées recensées. À chaque rencontre, les membres bénévoles du groupe "enquête de terrain" proposent à la personne interrogée de laisser ses coordonnées, afin d'être informée des avancées du projet et invitée aux réunions collectives de structuration du projet global.

Articulée à plusieurs réunions collectives permettant d'enrichir ses différentes étapes et résultats, cette enquête a permis de recueillir non seulement les réalités de vie et souhaits au plus près du quotidien des personnes vivant la rue, mais aussi d'avoir leur "photographie" de la bagagerie telle qu'elles l'imaginaient. Agrémentée de témoignages des aidants, offrant des éléments de compréhension et autres idées complémentaires, cette démarche d'investigation s'est déroulée sur six mois. Ainsi, ce travail dont la

restitution s'est tenue le 14 décembre 2016, a permis de rencontrer sur l'espace public et dans différents accueils de jour, trente personnes vivant la rue et une vingtaine d'aidants salariés ou bénévoles, bien entendu invités à ce temps de présentation. Différents partenaires institutionnels locaux ont par ailleurs participé à cette enquête, permettant aussi au projet d'être connu du réseau.

La finalisation du projet associatif

Forte du fourmillement des idées recueillies lors de l'enquête de terrain et des autres groupes de travail menés en parallèle (groupe de travail "juridique" et groupe de travail "structuration de la gouvernance associative"), l'association initie alors trois réunions collectives entre décembre 2016 et avril 2017, afin d'échafauder collectivement son projet associatif, ainsi que les moyens et étapes nécessaires pour aboutir à sa concrétisation. Tentant de s'adapter aux moyens de communication de chacun.e, allant du bouche à oreille à l'espace numérique collaboratif, jusqu'aux manières de réguler les prises de parole lors de moments collectifs où il n'est pas forcément aisé de "se mettre en avant" face à d'autres, les membres de l'association gardent en tête le fait de favoriser l'expression et le pouvoir d'agir de tou.te.s. Comment harmoniser la prise de parole pour que chacun.e puisse avoir son mot à dire, se connaître mutuellement pour se sentir à l'aise face à l'autre, créer un moment éphémère mais convivial pour faire groupe autour d'un projet ? Différentes techniques d'animation issues de l'éducation populaire sont éprouvées pour susciter et pérenniser l'envie de

1. Gabriel URIBELARREA,
Centre Max Weber,
Université de
Saint-Étienne

2. Élodie JOUVE, MRIE
Lyon

chaque participant d'être associé à la démarche de Bagage'Rue : présentation ludique de chacun, débat mouvant, travail en sous-groupe...

La présentation officielle du projet associatif de Bagage'Rue a lieu le 6 avril 2017 dans les locaux de la MRIE. L'association n'a pas en tête de présenter des résultats et un projet définitifs : elle estime que la matière produite depuis les prémices du projet se doit d'être enrichie par les participants durant cette présentation. Les adhérent.e.s sont bien évidemment présent.e.s, mais aussi toutes les personnes associées au projet depuis ses débuts : les personnes vivant ou ayant vécu la rue, les partenaires du secteur social comme la Fondation Abbé Pierre* et Alynéa*; la Ville de Lyon* ; la Métropole ; la DRDJSCS du Rhône* (Direction

Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale) ; l'Agence Régionale de Santé; ainsi qu'un député. Après un premier temps de présentation "verticale", un temps d'intelligence collective est proposé en répartissant plusieurs espaces de travail, permettant à chaque participant.e de dessiner la bagagerie rêvée à l'aide d'un croquis, d'imaginer des services complémentaires, de donner des premières pistes de fonctionnement du lieu... Ainsi, tous ensemble, les bases du futur lieu de bagagerie sociale sont posées grâce à la richesse et à la variété des personnes en présence ce jour-là.

* Partenaires financiers de la Bagage'Rue

2^e phase de juin 2017 à février 2018 : La participation à l'épreuve de la concrétisation du projet

Participation et gouvernance

La deuxième Assemblée générale annuelle en juin fut l'occasion de renouveler ou de consolider le Conseil d'Administration (CA)

et d'en réorganiser la gouvernance avec ses instances et groupes de travail.

Heureuse de ce point d'aboutissement sur papier du projet, l'association organise alors une Assemblée générale festive dans un café partenaire. En

effet, la célébration fait aussi partie de ses principes participatifs ! De beaux moments musicaux sont au programme avec les Récupercus de LAHSo, groupe de percussions faites de matériel recyclé et composé de musiciens vivant en centre d'hébergement, et de Commandant Coustou, orchestre lyonnais proposant des rythmes chaloupés et chaleureux.

Le projet de bagagerie ficelé collectivement, l'association et son conseil d'administration de 9 personnes peuvent dès lors s'organiser et engager les recherches de financements, d'un local adapté et se lancer dans l'embauche d'un.e coordinateur.trice salarié.e.

Mais avant de festoyer, l'Assemblée "officielle" doit avoir lieu, avec rapports moral, d'activité, financier, puis élection du nouveau CA. Un mail a été envoyé au préalable à tous les adhérent.e.s, invitant ceux qui le souhaitent à intégrer le CA ou à renouveler leur mandat. Une pré-liste est alors établie. La réunion se déroule dans un format classique : les adhérent.e.s sont assis, les membres du CA debout exposent leurs rapports et remerciements, puis un appel à candidature est lancé oralement mais ne reçoit pas beaucoup de succès. C'est à ce moment-là que José*, adhérent de la première heure ayant connu la rue, arrive, essoufflé.

Un vote à main levée est proposé. Les personnes de la pré-liste se manifestent, les absent.e.s sont cité.e.s, la liste des membres du CA est élue, place à la fête ! Mais un peu plus tard, José avoue être venu pour se présenter au CA mais étant arrivé en retard, il n'a pas osé s'exprimer devant l'assemblée...

Ce schéma de réunion qui semblait

classique et simple, respectant les statuts et procédures nécessaires à la tenue d'une assemblée générale dans une association Loi 1901, n'a pourtant pas permis à cette personne de se sentir suffisamment à l'aise pour se porter candidat. Peut-être que d'autres n'ont pas osé non plus se manifester. Et les statuts d'une association loi 1901 ne permettent pas d'intégrer des membres au CA hors assemblée générale. Cet épisode incite alors à plus de vigilance dans la manière d'inclure toutes et tous qui le souhaitent, avec une meilleure créativité dans la proposition de techniques d'animation, ouvertes et accessibles.

* Les noms ont été modifiés

Participation et tâches administratives

La phase suivante s'avère également complexe dans la mise en pratique de cette démarche participative. Le CA d'une dizaine de personnes se réorganise autour de différentes commissions et groupes de travail : recherche de financement,

recrutement d'un.e coordinateur.trice, recherche d'un local... La commission "vie associative" est également créée, en vue de faire vivre cette démarche participative et d'associer au développement du projet toute personne ayant connu ou non la rue. Mais quelle co-construction possible autour d'un dossier de financement ? Quelle participation possible autour d'un processus aussi délicat qu'un entretien d'embauche ? À quoi bon gérer à plusieurs les difficultés liées aux fausses pistes pour le local, alors que les personnes vivant dans la rue interrogent régulièrement sur la date d'ouverture du service ? ... La démarche participative au sens large est de fait mise entre parenthèses, et le CA se concentre sur son propre fonctionnement. Un coordinateur rejoint l'aventure en novembre mais il faut attendre janvier 2018 et la mise à disposition d'un local par le Foyer Notre Dame des Sans-Abri (FNDSA), pour que de nouveaux chantiers et groupes de travail s'ouvrent à tou.te.s, dont celui des chantiers participatifs pour l'aménagement du local.

3^{ème} phase de février à juillet 2018 : Enfin du concret ! Des chantiers participatifs à l'ouverture du service

L'année 2018 débute avec l'aboutissement des recherches de financements et d'un local bien situé. Dès lors, un groupe de travail "aménagement du local" est créé, réunissant le FNDSA (Foyer Notre Dame des Sans Abri), des adhérents et des membres du CA. En quelques réunions, alliant connaissances et compétences de chacun.e, les travaux d'aménagement, de mise aux normes et d'ameublement sont planifiés. L'embellissement fera l'objet de chantiers participatifs. L'association bénéficiera également de soutiens en nature et en espèce de la part de plusieurs entreprises du bâtiment, pour mener à bien les différents travaux du local.

Participation active, pinceau à la main

Un samedi du mois de mars, c'est le printemps, et la maison "Bagage'Rue Cluzan" a commencé sa rénovation. Débarrassage, nettoyage, papier peint enlevé, peintures colorées. L'association bénéficie d'experts en bâtiment, en logistique, en décoration... et en cuisine pour restaurer délicieusement les participants ! La page Facebook de l'association voit exploser le nombre de ses "suiveurs", le projet se concrétise et les bonnes volontés sont au rendez-vous. C'est l'occasion, le pinceau à la main,

tu.te.s en habits de travail quel que soit son parcours de vie, de faire connaissance, d'échanger sur les bonnes pratiques de bricolage, et de s'approprier ce lieu pour que chacun en fasse sien et le respecte. En trois week-ends, la bagagerie prend forme, puis se dote de casiers, d'étagères et d'une banque d'accueil fabriqués par une entreprise d'insertion, ainsi que de mobilier négociés à Emmaüs. Reste à mobiliser les bénévoles pour tenir les permanences pour l'ouverture en juin ! Les bricoleurs et bricoleuses du dimanche en font déjà partie.

L'inclusion des nouveaux bénévoles

De nombreux adhérents attendaient l'ouverture du local pour passer à l'action. Les réunions d'information, la communication médiatique ainsi que différentes rencontres permettent d'obtenir un nombre suffisant de bénévoles, dénommés alors "bagagistes" pour envisager l'ouverture du service matin et soir, trois jours par semaine dans un premier temps. Afin que tous aient une culture et des pratiques communes, une "Form'Action" est organisée sur une journée. Elle s'articule avec l'intervention le matin du Collectif Soif de Connaissances³, avec qui la Bagage'Rue partage de nombreuses valeurs. Deux personnes ayant connu la rue associées à deux professionnels du secteur social y interviennent autour du concept de précarité ; Et l'après-midi avec la Compagnie du Quart de Seconde⁴ afin d'imaginer des solutions à des situations concrètes via l'outil du théâtre forum. Les échanges avec les futurs bagagistes, dont certains ayant aussi connu la rue, sont riches et percutants. Les intervenants du Collectif Soif prennent aussitôt leur adhésion à Bagage'Rue. La bagagerie représente un espace concret de mise en pratique de la démarche participative avec et par ceux qui ont l'expérience de vie dans la rue... et tous les autres !

L'ouverture du service : pas "usager" ou "bénéficiaire" mais adhérent.e

L'association s'est longuement questionnée sur le statut de chacun.e en amont de l'ouverture du service. "Bagageurs" et "bagagistes" sont des termes qui ont vu le jour pour tenter de gommer la barrière lexicale entre "usagers" et "accueillants". Pour aller encore plus en avant sur les possibilités de participation de chacun.e et partant du principe que la bagagerie allait être un espace dont chacun.e pouvait se saisir, l'association a posé le choix de l'adhésion demandée à tous.tes. De bagageur à bagagiste, de simple sympathisant à bénévole actif, ce statut permet de participer aux assemblées générales, d'être élu.e au Conseil d'Administration, d'exprimer sa voix aux décisions guidant les lignes d'action. L'association compte aujourd'hui plus de 180 adhérent.e.s.

L'AG qui s'est tenue en juin 2018 a élu un Conseil d'Administration composé de 14 membres, dont 4 personnes qui vivent ou qui ont vécu la rue. Pour cette troisième Assemblée générale, un déroulement et des méthodes d'animation particulières ont été proposés en vue d'encourager la participation de tous et toutes et de favoriser la diversité des administrateurs, en tenant compte de l'écueil de l'année précédente. D'abord, une communication orale et écrite a été réalisée en amont du jour J afin d'informer tu.te.s les adhérent.e.s qu'ils pouvaient se présenter au CA, sans cacher la fatigue naissante chez les administrateurs.trices ayant donné beaucoup d'énergie ces premières années. Les personnes ont donc été appelées à venir renforcer l'association par leur énergie et compétences nouvelles.

3. Collectif Soif de Connaissances : <http://www.collectif-soif.fr/>

4. Compagnie du Quart de Seconde : <http://www.quartdeseconde.fr/>

Le jour de l'AG, une attention particulière a été portée à la présentation de chacun.e via une rencontre avec son voisin (de préférence une personne que l'on ne connaissait pas). La consigne est de trouver en moins de 3 minutes un point commun. Cela a permis à chacun.e d'entrer d'abord en relation avec l'autre, avant de se présenter à l'ensemble du groupe en donnant son point commun trouvé.

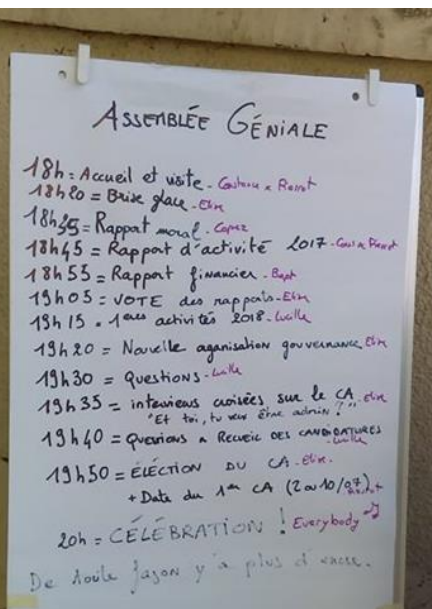
Une fois les rapports présentés et approuvés, les difficultés de gouvernance que l'association avait rencontrées ont été exposées : épuisement des membres du bureau et difficulté à sauvegarder la démarche participative autour des tâches un peu plus "technocratiques" ... Une

nouvelle organisation a été proposée, afin de mieux partager les responsabilités et délimiter les mandats de chacun.e. En effet, rien de tel pour s'épuiser que d'avoir à donner son avis sur tout et tout le temps !

Puis les adhérent.e.s présents ont été invités à échanger entre eux (interviews mutuelles) pendant 5 minutes autour de la question « *Et toi, est-ce que tu voudrais être administrateur.trice de la Bagage'Rue ? Oui ? Non ? Pourquoi ? As-tu des interrogations qui t'empêchent de te lancer ?* ». Les questions ont été recueillies et les réponses données. L'appel à candidature est alors lancé. Ô surprise, puisque ce sont 14 personnes dont 10 nouvelles qui se sont présentées au Conseil d'Administration, et ont été élues.

▼ Les pouvoirs des adhérents sont matérialisés par des papiers de couleurs, pour les votes





Aujourd'hui, le service de bagagerie est ouvert depuis plusieurs mois. La dimension participative d'un lieu qui prend vie progressivement dans le quotidien des bagageurs et des bagagistes, s'opère au carrefour de différentes instances :

- ▶ Les réunions bagagistes : elles permettent aux bénévoles tenant des permanences de faire groupe pour acquérir une posture qui évolue progressivement, de contribuer à l'amélioration du service grâce à des retours d'expériences individuelles et collectives.
- ▶ Les réunions bagageurs : conviant toutes celles et ceux qui viennent poser leurs bagages, elles amènent ces acteurs de la vie du service à avancer leurs pistes d'amélioration, à se saisir de la bagagerie comme un lieu où il est possible de faire vivre son pouvoir d'agir. Et là encore, tout s'appuie sur le collectif.

En projet, des réunions régulières d'analyse de la pratique seront proposées aux bénévoles. Co-construites entre un professionnel de l'analyse de la pratique professionnelle du travail social et les membres du bureau, la coordinatrice de la Bagage'Rue, et les bagagistes, cette instance permettra aux bénévoles de s'exprimer sur la manière dont ils vivent les permanences et sur toutes les questions sous-jacentes que ces moments soulèvent. En y trouvant un éclairage, une écoute, un soutien, la démarche participative en sera renforcée de par l'intérêt que

◀ Le déroulement est affiché, tout le monde sait où on en est et qui fait quoi. Cela permet de tenir ensemble le timing !

l'association porte aux ressentis chacun.e, s'appuyant sur ces éléments pour repenser sans cesse l'évolution de cette démarche.

Depuis l'ouverture du service, cinq bagageurs sont devenus bagagistes. Le nombre de bénévoles est suffisant aujourd'hui pour tenir les huit temps de permanences hebdomadaires. Peut-être un premier indicateur positif de la démarche participative que Bagage'Rue tente de mettre en place ?

Pour conclure :

La démarche participative est certainement la voie la plus riche pour la construction et le développement d'une mission comme celle de la Bagage'Rue. Elle nécessite une réflexion et une vigilance continues pour lui permettre d'être effective. Et lorsqu'elle "prend", elle implique de pouvoir transformer tout ce matériau recueilli et proposé en des actions concrètes et articulées, sous peine de voir les énergies investies s'essouffler si la parole est vaine ou peu entendue. Le rôle du coordinateur.trice salarié.e est en ce sens primordial dans la régulation et l'organisation des actions qui découlent de cette intelligence collective.

Mais quels seront les effets de ces différents choix ? De nombreux défis restent encore à relever à la Bagage'Rue :

Au niveau de la gouvernance, comment penser de

nouvelles manières de décider en veillant à ce que chacun.e ait le même niveau d'information ?

De bagageur à bagagiste : quel processus afin d'avoir cette double posture ?

Comment faire pour harmoniser les postures des bénévoles tout en s'appuyant sur leur diversité ? Acquérir une culture et des valeurs communes à tous.tes ?

Quels nouveaux outils utiliser afin de promouvoir l'expression de tous.tes ?...

L'association ne le sait pas encore, mais espère que ces réflexions en action permettront de faire du service un moteur de changement de situation pour tou.te.s, bagageurs comme bagagistes. De la bagagerie naîtra peut-être un jour d'autres initiatives, porteuses d'idées nouvelles...

3 témoignages sur le ressenti de la démarche participative Bagage'Rue :

Paroles de bagagistes

« Ce que j'ai aimé à la Bagage'Rue, c'est que c'est du concret. Un service qui répond vraiment à un besoin. Il y a aussi la possibilité de participer aux réunions, de partager, d'échanger. J'apprends beaucoup sur la réalité des gens et leur vie dans la rue, en discutant avec les bagageurs ou avec les bagagistes qui ont connu la rue. »

Brigitte,
retraîtée, 67 ans

« A la Bagage'Rue, les bagageurs peuvent devenir bagagiste et ça change tout dans la relation. Ce n'est plus une relation hiérarchique entre aidant et aidé comme dans mon travail. On est tous au même niveau. La relation est plus simple, plus sereine. »

Héloïse,
administratrice suppléante
Ressources Humaines,
éducatrice spécialisée,
27 ans

« J'étais soulagé de pouvoir déposer mon gros sac. J'ai été bien accueilli, les bénévoles sont jeunes, ouverts. J'ai eu envie de me rendre utile. Ce n'est pas comme dans les autres associations où il y a des professionnels. A la Bagage'Rue, c'est une équipe, on est collègues. C'est plus spontané, plus chaleureux. Et on est actif ».

Jérôme,
bagageur et administrateur
suppléant logistique, 40 ans

Une permanence à la Bagage'Rue Cluzan

Il est 7h15 du matin, ce lundi d'été. Léo*, bagageur bagagiste de permanence ce-jour-là, bavarde dans la cour avec Frédéric et Moussa. On fume une cigarette en buvant un café, on échange les bons plans sur les maraudes alimentaires ou les endroits pour laver son linge. Les bagageurs arrivent peu à peu. Antoine attache son chien à l'anneau prévu à cet effet. À l'intérieur, c'est Ousmane, bagageur habitué qui a préparé le café et fait chauffer l'eau pour le thé. Sophie, autre bagagiste, accueille chaque bagageur par son prénom ou surnom, celui qu'ils ont souhaité donner, leur identité officielle n'étant pas exigée. Elle prend de leurs nouvelles.

Sur le mur, un grand panneau d'expression sur 3 colonnes :

"Envie de donner un coup de main ?" et on s'inscrit. Lucille la coordinatrice les contactera.

"Une idée, une remarque ? Partagez-les !" où l'on peut lire le souhait d'ouvrir la bagagerie plus que trois fois par semaine.

Et enfin "Ça se passe à la Bagage'Rue" annonçant l'aménagement à l'étage d'un nouvel espace de stockage. En effet, la bagagerie est déjà complète, moins de trois mois après son ouverture.

Au fond du local, c'est Nadia qui se tient derrière la banque d'accueil, et reçoit un à un les bagageurs, sur présentation de leur carte

d'adhérent. Georges vient pour récupérer quelques habits dans son sac stocké sur de grandes étagères. Il va se changer dans les vestiaires. Ainsi, habillé de propre, il pourra poursuivre ses démarches. Antoine, lui, souhaite récupérer quelques documents dans son petit casier en libre-service. Il en profite pour laisser ses affaires de couchage et repart avec son cartable.

Youri arrive timidement accompagné de sa femme Eva et de leur jeune fils. C'est la première fois qu'ils viennent. Sophie leur explique le fonctionnement du service, l'adhésion à prix libre et la possibilité de participer à l'association selon leurs disponibilités, leurs envies, leurs compétences. Georges complète l'explication en anglais car Youri et Eva sont peu francophones. Il leur montre ensuite les différentes pièces du local, et les confie à Nadia qui finalise l'inscription et stocke leur grande valise.

8H30, il est l'heure de fermer. Chacun repart à sa journée. Ils pourront revenir ce soir à la permanence, après-demain, dans 15 jours ou dans un mois. Ils se délestent au moins du poids de leurs affaires, en l'attente d'une place en centre d'hébergement ou de demandeurs d'asile, ou encore de leur propre logement. En attendant... ■

*Tous les prénoms ont été modifiés



QUAND DES PARENTS EN INSERTION ET DES PROFESSIONNELLS FONT DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR ACCÉDER PLUS ET MIEUX AUX MODES D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS : L'EXPÉRIENCE DU TERRITOIRE DE TARARE



Coordination : Laurence Potié, Pauline Beudet, MRIE.

Cet article est la synthèse d'un travail téléchargeable gratuitement :

Favoriser un meilleur accès aux modes d'accueil pour les parents en insertion

Une réflexion parents-professionnels à Tarare portée

par le Conseil Départemental du Rhône et la Caf du Rhône, animée par la MRIE

<http://www.mrie.org/etudes-thematiques.html>

* QUELQUES DONNÉES SUR LE TERRITOIRE DE TARARE

(CAF, 2017)

→ Dans le canton, la commune de Tarare concentre la précarité sociale. Ainsi, presque le quart des enfants de moins de 3 ans (22,1%) sont dans une famille bénéficiant de minima sociaux, contre 4,1% des enfants de moins de 3 ans dans le reste du territoire.

→ Il y a presque deux fois plus d'enfants de moins de 3 ans que de places, en crèche ou chez les assistants maternels, sur le canton.

→ Les places de garde offertes sur le canton le sont principalement par des assistantes maternelles (354 places). Les places en crèches, qu'elles soient dans le champ PSU (117) ou dans le champ EAJE (estimation : 50), sont nettement moins nombreuses.

En 2018, le département et la CAF du Rhône ont demandé à la MRIE de formuler des propositions pour améliorer l'accès des parents en insertion aux modes d'accueil : crèches, assistants maternels. Nous avons choisi d'animer une réflexion dans un territoire restreint, celui du canton Tarare*, afin de pouvoir associer plus facilement toutes les personnes concernées à la réflexion, et d'avoir un champ de vision moins élargi mais plus focalisé, à l'échelle du temps imparté.

La démarche : Croiser les réflexions des parents et professionnels

Des retours de parents :

- *Vous nous avez mis à l'aise.
Quand c'est froid on n'ose pas parler.*
- *C'est agréable de partager des connaissances*

Des retours de professionnels :

- *On n'a pas pris assez le temps d'échanger sur ce que fait chacun professionnellement*
- *On accompagnerait mieux si on croisait plus souvent ?*
- *Ce qui nous a plu : l'échange et la connaissance des partenaires, comprendre comment ça fonctionne*
- *On a la volonté de trouver des solutions ensemble*
- *Les outils proposés par la Mrie nous aident à réfléchir*

Quelques retours du croisement :

- *C'est frustrant de ne pas avoir plus travaillé ensemble les propositions*
- *Ça donne envie de travailler des choses, d'expérimenter*
- *Ça rassure de connaître quelqu'un (ma référente)*
- *Un temps où on s'est mélangé : une richesse*
- *On est tous réunis, c'était agréable*
- *Il y a des solutions qui peuvent se mettre en place assez simplement. Au début j'avais peur qu'on soit sur des propositions irréalisables.*

Des réunions entre pairs, pour faire connaissance, partager des analyses

Nous avons animé d'abord quatre rencontres entre pairs : les parents d'un côté, les professionnels de l'autre. Notre but était d'identifier ce qui posait problème sur ce territoire précis et de rendre visible ce qui fonctionnait. D'un côté, des parents accompagnés par Atre, structure d'insertion à Tarare, se sont donc réunis. La Mrie n'étant pas directement en lien avec ces parents, une professionnelle d'Atre a pris le temps de les intéresser à la démarche pour les inviter à participer. De l'autre côté, des professionnels se sont réunis, issus de la petite enfance (relai d'assistants maternels, crèches, crèche familiale), de la PMI, et de l'insertion (CAF, structures d'insertion). Ces réunions entre pairs ont été utiles pour faire connaissance, se faire confiance, analyser ses propres expériences, parentales ou professionnelles. Le point de départ des discussions est toujours l'expérience concrète des personnes, plutôt que des propos généraux. Des outils nous ont servi à travailler nos représentations (photolangage), approfondir nos analyses ("d'accord ou pas d'accord" avec des affirmations), identifier les freins et leviers dans l'action (qu'est-ce qui a aidé, qu'est-ce qui a bloqué ou manqué, dans des situations concrètes).

Une réunion de "croisement", pour associer les points de vue complémentaires, reconnaître les apports de chacun, et travailler les propositions finales

Ce jour-là, après une présentation croisée des expériences concrètes de chaque groupe, nous avons réfléchi ensemble autour de quelques propositions d'action, adaptées aux manques et aux ressources locales, et en faisant en sorte que chacun soit impliqué.

Le résultat de ce travail entre parents et professionnels :

A partir des constats (🔒 et 🔑)

9 propositions d'action pour développer l'accès aux modes d'accueil



Communiquer tôt sur les bienfaits de la garde d'enfants

... les bienfaits pour leurs enfants plutôt que pour les parents eux-mêmes



À quels problèmes cela répond :

- **Culpabilité, jugements**
- **Des idées fausses.** Pas d'anticipation, besoin "tout de suite".
- Difficultés à **confier son enfant à un professionnel.**
- Culture professionnelle petite enfance : la relation aux parents n'est pas la priorité.



Sur quoi on s'appuie :

- Les ressorts pour faire garder son enfant sont multiples
- Dans l'insertion, l'argument de pouvoir travailler est survalorisé.
- Les parents ont la volonté de **faire le mieux pour leur enfant.**
- Mobiliser d'autres arguments, notamment ceux qui ont trait au développement de l'enfant et à la réussite scolaire.

▶ Que faire concrètement ?

- **Dire les bienfaits de l'accueil des enfants :** pour son développement psychomoteur ; la préparation à l'école ; la meilleure acquisition des apprentissages.
- Pour mobiliser les parents, il est important de dire "ce que vous faites est bon pour vos enfants" et pas seulement "ce que vous faites est bon pour vous, pour chercher du travail".
- Continuer de dire aux parents ces bienfaits lorsque les enfants sont gardés, afin de maintenir le lien de confiance.



Améliorer les échanges

entre professionnels de l'insertion et de la petite enfance



À quels problèmes cela répond :

- Les professionnels de l'insertion et de la petite enfance **ont apprécié de se rencontrer, d'échanger.**
- Mauvaise connaissance de leurs dispositifs respectifs, pas toujours d'interlocuteurs.
- Coordination assurée par les parents.



Sur quoi on s'appuie :

- Ces professionnels connaissent les mêmes familles, notamment les mêmes situations complexes.
- La même institution gère les deux "silos" : insertion et petite enfance.
- Des expériences montrent que le maillage petite enfance et insertion peut fonctionner très bien.

▶ Que faire concrètement ?

- Identifier une personne ressource côté petite enfance pour les professionnels de l'insertion ainsi qu'une personne ressource côté insertion pour les professionnels de la petite enfance.
- Pour les situations bloquées : réunir les professionnels des deux côtés une fois par trimestre pour débloquer les situations complexes.



Ouvrir des alternatives aux modes d'accueil "classique"

(en termes de modalités d'accueil et de publics prioritaires)



À quels problèmes cela répond :

- Des difficultés pour la garde des enfants de + de 3 ans.
- Des emplois éloignés, ou des horaires atypiques.
- Injonction paradoxale : devoir se rendre disponible pour la recherche d'emploi / ne pas laisser les enfants seuls ni les amener avec soi.
- Entreprises : un turn-over important notamment du fait de difficultés de garde.



Sur quoi on s'appuie :

- La garde des enfants peut aussi constituer un service à échanger entre habitants (cf. Accorderie de Chambéry).
- Valorisation des contributions bénévoles d'allocataires du RSA comme des contributions citoyennes dans de plus en plus de départements (Ardèche, Isère, Tarn).

▶ Que faire concrètement ?

- Mobiliser avec les parents des modes d'accueil différents et complémentaires.
- Favoriser la spécialisation des assistants maternels en horaires atypiques → cf. proposition E.
- Créer la possibilité d'échanges de services entre habitants (Accorderie, Système d'échange local, ou autre).
- Améliorer la coordination entre les professionnels des deux secteurs → cf. proposition B.
- Inventer des ponts entre entreprises et insertion autour de la question des modes de garde (à creuser selon les ressources du territoire).

en priorité aux familles en précarité



D

**À quels problèmes cela répond :**

- Personnes en précarité : accès plus difficile aux modes d'accueil.
- Garde par un assistant maternel : plus coûteuse que l'accueil en crèche.
- Être employeur d'un assistant maternel : compétences de gestion administrative nécessaires (→ cf. proposition E).
- Très peu de parents allocataires du RSA bénéficient d'une place en crèche.

**Sur quoi on s'appuie :**

- Parents non précaires : une orientation plus facile vers des assistants maternels.
- Dans les crèches où plus de la moitié des parents sont en insertion, les parents participent beaucoup plus (la participation des parents est un enjeu de "parentalité").

▶ Que faire concrètement ?

- Réserver l'accès aux crèches en priorité aux familles les plus précaires.
- Si des places manquent, orienter les familles les plus aisées vers des assistants maternels.
- Les parents en insertion peuvent avoir davantage de besoins de garde en temps partiel, même si cela suppose pour les crèches un effort de gestion des plannings.



E

Sécuriser le rôle d'employeur d'un assistant maternel, notamment financièrement

**À quels problèmes cela répond :**

- Incertitude sur les revenus.
- Beaucoup d'assistants maternels sont aujourd'hui sous employé.
- Être employeur est administrativement lourd et impacte la relation parent-professionnel.

**Sur quoi on s'appuie :**

- Les actions menées dans le logement avec les baux glissants pour sécuriser le statut de locataire.
- Étude MRE 2014 : 32% des parents ne savent pas ce que leur coûte réellement la garde de leurs enfants (après aides).

▶ Que faire concrètement ?

- Mettre en place un fonds de garantie pour suppléer les défauts de paiement :
 - l'assistant maternel est sûr d'être payé,
 - la famille est sécurisée.
- **Expérimenter des contrats d'employeur "glissants"** : une structure porte le contrat, puis quand la famille est prête à assumer la fonction d'employeur c'est elle qui reprend la main et devient employeur (Cf. le modèle des baux glissants).



La réforme de la PAJE ne résout pas le problème du contrat, de la relation d'employeur, de la solvabilité des parents.



F

Améliorer le capital confiance des parents envers les assistants maternels

**À quels problèmes cela répond :**

- Beaucoup d'assistants maternels, peu de places en EAJE.
- Peu de recours aux assistants maternels. Un certain manque de confiance de parents.
- Crèche familiale : difficultés à recruter des assistants maternels.
- Les parents reçoivent une liste de modes de garde/d'assistants maternels, et doivent se débrouiller.

**Sur quoi on s'appuie :**

- Les parents disent avoir besoin de savoir comment est contrôlée la personne qui s'occupe de l'enfant.
- C'est important pour eux d'avoir un interlocuteur autre que l'assistant maternel

▶ Que faire concrètement ?

- Obliger les assistants maternels à être rattachés à des structures comme le RAM ou à défaut indiquer sur les listes le rattachement ou non de chaque ass. mat. au RAM
- Favoriser et accompagner la rencontre parents-assistants maternels :
 - Orienter les familles en précarité vers les ass. mat. rattachées à des RAM.
 - Dire aux ass. mat. quels sont les besoins non couverts du territoire.



Le RSA en tant que prestation est une prestation de couple

Le RSA en tant qu'accompagnement devrait être un accompagnement de couple



À quels problèmes cela répond :

- Couple au RSA : un sur les deux est plus spécifiquement accompagné vers l'emploi (ne correspond pas toujours aux aspirations du couple).
- Dans tous les milieux (précaires ou pas) ce sont majoritairement les femmes qui se chargent d'organiser la garde.
- Généralement en cas de cumul de précarités, plus d'injonctions et de contraintes, moins de marges de manœuvre.



Sur quoi on s'appuie :

- Les parents sont les 1ers en charge d'assurer la garde de leur enfant, et le recours ultime quand il n'y a pas de solution.
- L'essentiel pour eux est d'avoir une garde qu'ils considèrent sécurisée pour leur enfant.
- La mise en œuvre de cette proposition atténuerait l'urgence liée à la pénurie de modes d'accueil.
- Dans un couple c'est souvent la femme qui est allocataire principale.

▶ Que faire concrètement ?

- Quand la garde d'enfant est identifiée comme un frein pour l'accès à l'emploi, considérer le conjoint comme une option pour lever ce frein.
- Penser l'accompagnement avec le couple : décider ensemble (à 3) qui sera accompagné en priorité vers l'emploi et qui a en priorité la responsabilité des enfants.
- Cela permet de recentrer les efforts sur la réduction des freins à l'accès aux modes de garde des familles monoparentales.



Prendre l'initiative d'un accompagnement plus soutenu en cas de rupture

(séparation, deuil, mais aussi maladie, déménagement, instabilité de couple...)



À quels problèmes cela répond :

- Pour l'instant, c'est à l'initiative de la personne suite à la réception d'un courrier CAF.
- Courrier : souvent peu efficace avec les personnes en précarité.
- Temps de réaction CAF trop longs.
- Les personnes accompagnées doivent faire la preuve de leur motivation.
- En cas de changement soudain de situation, c'est important de sécuriser tout l'accompagnement fait auparavant.



Sur quoi on s'appuie :

- S'inspirer des pratiques d'accompagnement social développées dans le cadre de l'aide aux victimes / du rétablissement.
- Si on fait un calcul coût/avantage, l'accompagnement renforcé est plus intéressant : le RSA pour une personne seule coûte entre 8 000 et 10 000 euros par an à la collectivité.

▶ Que faire concrètement ?

- Transformer l'accompagnement : définir avec la personne le domaine dans lequel elle va s'investir, par exemple l'emploi, et les professionnels se chargent des autres domaines. Objectif : ne pas être sur tous les fronts à la fois. En accord avec la personne.
- **Au-delà d'un courrier, prendre l'initiative très rapidement :** Appeler les personnes, contacter les référents, pour qu'ils puissent aller vers et adapter l'accompagnement (+ cf. proposition B).



Proposer une aide conditionnée aux ressources

pour les enfants de 6 à 9 ans



À quels problèmes cela répond :

- Jusqu'à 9-10 ans, les enfants ne sont pas autonomes.
- Il est difficile d'organiser des modes d'accueil pour les enfants plus grands (+ de 3 ans !).
- Une aide existe seulement jusqu'à 6 ans.
- Le périscolaire coûte.



Sur quoi on s'appuie :

- Cf. le modèle de l'allocation de rentrée scolaire.

▶ Que faire concrètement ?

- Au niveau local : installer une instance pour coordonner les efforts des différentes institutions ou collectivités pour un certain nombre de parents (en lien avec la proposition B) en mettant des moyens en commun, du type "bourses" (cf. ville de Tassin).



COMMENT PRODUIRE COLLECTIVEMENT DU SAVOIR SUR L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE ? EXPÉRIMENTATION AUTOUR D'UN ATELIER RADIOPHONIQUE

Rédaction : Karine Gatelier et Séréna Naudin

Avec Justin Beavogui, Teresa De Sousa Afonso, Daniel Kassa-Minguedi et Bob Nzuzileya

Ecoutez-nous : <https://audioblog.arteradio.com/blog/98862>

L'atelier radiophonique *A plus d'une voix* a été créé en 2016 et se déroule dans le plus avancé des cours de français de l'association Accueil Demandeurs d'Asile (ADA) à Grenoble. Il propose à ses participant.es d'échanger sur des sujets de leur choix à travers des débats entre eux et des interviews avec des invité.es. Ces échanges sont enregistrés puis montés et présentés sous la forme de documentaires et promenades sonores ou dans des émissions sur Radio Campus Grenoble (90.8). Ils sont animés par Karine Gatelier et Séréna Naudin, salariées de l'association Modus Operandi. Elles font de la recherche en sciences sociales et conduisent une réflexion sur les méthodologies de la recherche, particulièrement sur le sujet de l'asile et de la migration.

L'atelier radiophonique est un espace qui permet de produire des connaissances au sujet de l'expérience migratoire en France à partir d'un croisement des points de vue. Nous proposons de présenter cette démarche en plusieurs temps. D'abord, Karine et Séréna présentent les enjeux de la construction de l'atelier radiophonique qui se veut être un espace de parole pour être reconnu comme un sujet pensant et agissant. Ensuite, Bob, Teresa et Justin donnent leur point de vue sur ce que permet cet atelier. Enfin, Daniel questionne Karine et Séréna sous la forme d'un entretien sur leur pratique de la recherche et l'implication des personnes de l'atelier radiophonique.

Produire de la connaissance ensemble

Les participants des ateliers savent que nous effectuons un travail de recherche et que nous pensons les ateliers comme une configuration permettant la construction collective d'analyses et de connaissances. A ce sujet, Daniel nous a longuement interrogé car il a noté dans un article que nous avons écrit que nous nous présentions d'abord comme bénévoles dans des associations/collectifs avant de se dire chercheuses.

Daniel : Ces mots "les chercheurs en anthropologie" pour moi doit apparaître en premier dans votre texte de présentation de votre travail, vous mettez d'abord le bénévolat à l'ADA, pourquoi ? Et, qu'est-ce que vous allez faire avec ces informations recueillies dans l'atelier ?

Karine : La première réponse est qu'en réalité il n'y a pas vraiment de différence pour moi parce qu'être bénévole c'est une façon de faire de l'anthropologie donc le lien est fort entre les deux. Habituellement, les anthropologues vont loin, ils sont occidentaux et ils vont étudier des sociétés qu'ils voient comme exotiques. Mais nous, ce qui nous intéresse c'est notre propre société : la société française. L'intérêt qu'on a de travailler et de vous écouter, c'est de comprendre comment notre société vous accueille, ou ne vous accueille pas en l'occurrence parce qu'on sait combien elle le fait mal et combien les politiques sont en ce moment très hostiles à cela. Donc, ce qui nous intéresse, c'est votre regard et vos expériences dans cette société pour la comprendre aussi de votre point de vue.

Daniel : Et il faut avoir des contacts avec les gens pour mettre en pratique votre métier. Sans travail avec les gens c'est compliqué...

Séréna : (...) Il y a des débats sur la façon dont on fabrique la connaissance dans nos domaines de recherche. Quand

l'anthropologie s'est construite, sans revenir sur toute l'histoire, il y avait le chercheur qui va sur son terrain dans un pays loin, il fait ce qu'on appelle de l'*observation-participante*, c'est-à-dire qu'il vit avec les gens dans leur maison, il les observe, il prend des notes, il discute avec eux, il fait des entretiens. Et après, il rentre chez lui, il reprend toutes ces notes et tous ces entretiens, il procède à des analyses. Mais du coup, ça donne l'impression que le chercheur arrive sur le terrain, vient chercher des données et s'en va. Quand j'ai découvert cette discipline lors de mes études, je me suis retrouvée dans des associations à accompagner des gens, par exemple à la préfecture pour faire une demande de titre de séjour, et en fait je ne voyais pas à quel moment j'allais les interroger sur leur vie. Je trouvais que c'était complètement déplacé parce que j'allais poser des questions personnelles aux gens et qu'ils allaient se sentir complètement contraints de répondre car je les avais aidés. [...]

Karine : Si on se dit chercheur, on revendique le fait qu'on produit de la connaissance, du savoir ; c'est intimidant et c'est assez prétentieux. On se pose la question : soyons plus modestes et réfléchissons à comment est-ce qu'on produit du savoir. On est persuadées qu'on ne peut pas produire du savoir seul ; il est important de reconnaître que le savoir se produit à plusieurs. Ça veut dire qu'il y a plusieurs types de savoirs, plusieurs formes et qu'on apporte tous des savoirs différents. Ce qui nous intéresse au niveau de la méthode, c'est comment se donner les chances d'entendre les différentes sortes de savoirs et comment arriver à les faire se rencontrer pour faire un savoir qui serait la combinaison de tous ceux-ci. Ça a été inventé par des universitaires avant nous, mais ils sont encore minoritaires. Ils ont développé le nom de savoirs

situés. *Situés* ça veut dire que chacun est à une position différente. C'est pourquoi c'est important de rendre transparent et d'avoir conscience de notre position : comprendre comment on se positionne car cela se construit. La science est politique parce qu'elle n'est pas neutre : le scientifique ne peut pas produire un savoir neutre parce qu'il a plusieurs positions dans la société. (...) Le

positionnement est aussi l'expérience, on reconnaît l'expérience elle aussi comme un réservoir pour produire du savoir.

Séréna : On ne voit pas les choses à partir du même endroit, les points de vue sont imbriqués et non pas opposés. C'est ce qu'on veut défendre avec l'atelier radio, chacun va prendre la parole à partir de sa position, de la situation qu'il vit. ■

Un espace de parole pour être reconnu comme sujet politique

L'expérience migratoire aujourd'hui en Europe place généralement les personnes qui la vivent dans une position de victime ou de fraudeur. Qu'elles soient victimisées ou suspectes d'usurper un statut et les droits afférents, ces personnes ne sont pas entendues, voire privées de parole. Dans les discours politiques et médiatiques, c'est le fait de fuir son pays en raison de persécutions politiques ou religieuses qui justifie de venir en France ; les migrations dites "économiques" ne sont pas perçues comme légitimes. Cela réduit la complexité des situations et des prises de décision. Dans la procédure d'asile, il est attendu que les personnes fassent état de leurs craintes en termes de persécutions, menaces et tortures ; ce qui réduit donc la personne à construire un récit victimaire. Or, la victime n'existe que par le biais d'une position passive, une personne qui subit des dommages et qui nécessite d'être aidé. Il ne reste pas de place pour les autres facettes qui la constituent. Étant entendu que la parole est un acte, elle en est ainsi privée. Aussi, de divers éléments parlent à la place de la victime dans la procédure d'asile. Le contexte et les connaissances géopolitiques qui instituent le cadre et les attentes en termes des motifs de crainte. La médiatisation construit les représentations de qui sont ces personnes. Les syriens sont d'emblée

perçus comme des réfugiés, ce qui n'est pas le cas des guinéens par exemple. Les certificats médicaux pour attester de la véracité des tortures font que les corps et les experts médicaux qui les examinent parlent à la place des personnes qui font la demande d'asile. En outre, la parole des personnes qui demandent l'asile est mise à l'épreuve de la crédibilité. « *Mais le problème, c'est quoi ? Tu demandes à quelqu'un son histoire et tu ne le crois pas.* ». Avec cette phrase, Justin pointe cette difficulté en disant combien la mise en doute de sa parole est une violence symbolique. Le soupçon de mentir sur leur histoire pour bénéficier d'un système de protection ou d'aides sociales, rend la parole des demandeurs d'asile non-fiable. Ces personnes se trouvent également sous le coup de règlements qui criminalisent les situations qu'elles vivent.

Dès lors pour pouvoir travailler avec les personnes migrantes, et s'appuyer sur leur point de vue, il est nécessaire de créer les conditions pour leur libre expression, dégagée des mécanismes de domination dans lesquels leur situation les a mis. Cela pour assurer qu'elles ne seront vues ni comme victimes, ni comme fraudeuses. L'atelier radio *A plus d'une voix* cherche à créer ces conditions, c'est pourquoi nous le pensons comme un espace de parole.

L'atelier radio nous aide parce que lorsque nous arrivons ici, nous avons l'impression d'être isolé, qu'on est seul, et en venant à l'atelier radio on sort un peu de cet isolement et on sort vraiment de notre cage. Ça nous fait quand même du bien parce que tu rencontres beaucoup de gens alors qu'auparavant tu n'avais pas l'opportunité de t'entourer de gens et de parler. Parce qu'on s'entourait de gens mais peut-être à la préfecture : vous ne vous parlez pas et vous attendez que chacun passe ; mais là on se met autour d'une table et puis on parle, on s'échange beaucoup de choses, beaucoup de sujets, donc ça m'a beaucoup soulagé sur ce point. Sortir de l'isolement... Parler avec les gens, se détendre... Si tu es seul tu risques, si tu n'as pas un mental fort, tu risques vraiment de

tomber dans la dépression... Tu risques de tomber dans la dépression parce que les cas diffèrent... [...] En étant ensemble dans le cours de français, en partageant lors de l'atelier radio avec ceux qui ont maintenant leur statut ça me motive, ça me rassure, ça fait penser que "non ! il faut tenir ça va aller" et donc se préparer par rapport aux expériences des autres. Les plus expérimentés permettent aussi aux moins expérimentés de se préparer. Lorsque je venais d'arriver, par exemple, j'étais mal à l'aise mais en voyant que Justin et Daniel qui ont vécu la même expérience étaient sereins, à l'aise, ça m'a donné l'assurance que moi aussi je peux m'en sortir et cette assurance là aussi permet de transmettre à ceux qui viennent après moi... (...) Les échanges autour de

l'échec permettent de relativiser et d'en rire. Dans l'atelier radio, on rencontre des gens qui ont des expériences plus compliquées que nous, ils les banalisent même. Je trouve ça anormal mais c'est aussi une consolation pour moi de me dire que (...) lui ça n'avait pas marché mais il est là, il vit toujours, il cherche par tous les moyens de s'en sortir. C'est aussi l'un des moyens de s'intégrer parce qu'on n'est pas toujours des migrants, on n'est pas toujours des Africains, on partage aussi avec des Français, en partageant avec des Français, on parle de diverses choses et (...) la palette est tellement grande, ça permet de comprendre que les Français vivent de telle ou telle manière...

Bob Nzuzileya

L'atelier radio se veut être cet espace protégé où les participants rencontrent des alliés avec lesquels ils acquièrent progressivement la confiance de pouvoir s'exprimer librement, sans un cadre qui contraint à un type de parole. Les expériences communes, le partage des opinions et des analyses du traitement des demandeurs d'asile en France participent à ce que chacun forge sa capacité à prendre la parole dans le groupe, ensuite avec les personnes invitées à échanger dans l'atelier, puis à l'antenne lors des émissions. Il s'agit de construire collectivement une parole,

par les questions qui se posent, les interprétations et les analyses des expériences partagées, en cherchant à produire une analyse partagée ; non pas de procéder à un simple témoignage. Pour éviter ces écueils et atteindre ces objectifs, l'atelier radio se forge autour de certains principes. D'une part, chacun, dans l'atelier, participe à égalité avec une distribution tournante des rôles : intervieweurs et interviewés alternent. Les participant.es sont formés à la prise de son et aux techniques d'interviews pour pouvoir s'interviewer mutuellement et recevoir des invités.

5. Brièvement, le règlement Dublin stipule que les personnes doivent effectuer leur procédure d'asile dans le premier pays de l'Union Européenne par lequel elles sont passées. Cela engendre une procédure spécifique où il n'est pas possible d'enregistrer la demande d'asile dans l'attente le temps de la négociation entre le pays responsable de cette procédure et celui dans lequel se trouve le demandeur. Durant, cette période, en France, les personnes peuvent être assignées à résidence jusqu'à 45 jours, placées en fuite si elles ne respectent pas les obligations légales ce qui empêche de demander l'asile pendant 18 mois ...

Les sujets sont choisis collectivement et pas focalisés sur le thème de la migration. De fait, ce sujet est longuement abordé par ces personnes. Il peut arriver que nous proposons un cadre comme en 2016-17 où nous avons donné l'idée de travailler sur la ville. Les personnes s'en étaient emparé en questionnant l'accueil, la façon de faire des rencontres, la politique municipale en particulier et, plus généralement, la politique nationale. *A contrario*, en 2017-18 se sont les participant.es qui ont déterminé les axes de travail en souhaitant parler de la procédure Dublin⁵, des mots utilisés pour désigner les étrangers, des connaissances des français sur leurs pays d'origine, des rêves et de la culture. Toutefois, nous remarquons que certains sujets qui les concernent directement réapparaissent avec différents groupes. La question des mots est récurrente, notamment l'usage du terme "migrant" utilisé dans les discours dominants et le langage courant pour les désigner. Cette question se décline sous différentes formes mais concerne toujours le même problème : la frontière symbolique entre ceux qui sont appelés les migrants, les réfugiés, les accueillis, les exilés et nous. L'accueil est

aussi un sujet qui ressurgit au fil de temps. Les invité.es sont choisis en fonction des opportunités et c'est généralement nous qui les invitons. Nous cherchons à créer des liens et des situations originales en ciblant des personnes dans différents milieux en invitant des étudiants ou des chercheurs – habitués à poser des questions et à prendre la parole –, des lycéens – peu questionnés ou peu habitués à parler. Mais nous sollicitons aussi des personnes sans les cibler en raison de leur appartenance à une catégorie spécifique, en sollicitant nos connaissances ou des personnes rencontrées dans le cadre de notre travail. Il arrive, plus rarement car cela ne permet pas de faire de longs échanges, que nous allions à la rencontre de personnes dans l'espace public. De plus, les règles de l'interview ne sont pas toujours fixes, il s'agit d'un prétexte pour créer de l'échange et du débat avec des personnes extérieures au groupe. L'enregistrement a du sens puisque c'est ce qui permet de valoriser la parole de ces personnes peu entendues dans l'espace public ; le montage est une opportunité pour diffuser une parole construite et partagée.

Je vois beaucoup d'avantage [dans les ateliers radio] parce que ça me performe, c'est-à-dire que ça m'aide à améliorer ma manière de parler, comment affronter le public. Si en face il y a beaucoup de monde, à un moment donné, on a un peu peur, quand tu es en face d'une grande personnalité, ou un public. Donc, ça me pousse à oser en public, c'est-à-dire à m'affronter et dire ce que j'ai comme conviction ou ce que j'ai comme intention. Parce que dans ces ateliers radio, on est passé par

beaucoup de pratique, ce qui pousse à ce qu'on ait le courage de se confronter aux personnes et surtout ça me pousse à beaucoup analyser sur différents sujets dont nous avons discuté ensemble. Du fait d'échanger avec de nouvelles personnes, d'avoir des personnes étrangères devant toi ça te pousse à donner beaucoup d'autres idées encore, ça te pousse à analyser autrement la manière de vivre, parce que tu auras des informations de la part de certaines personnes avec qui tu es

en confrontation, parce qu'à travers les questions-réponses qu'on faisait et par rapport à l'intervention des personnes auxquelles on posait des questions, on apprend beaucoup. Donc, ça m'a apporté un peu plus d'ouverture par rapport aux sujets qu'on était en train de débattre ensemble.

Justin Beavogui



6. La Remise à est une association qui collecte et vend des vêtements à Grenoble.

D'autre part, il est essentiel que dans les ateliers, les participant.es se sentent en droit de dire "non". Cela suppose que chacun puisse refuser de répondre à une question, contrôler les informations qu'il partage notamment si elles sont personnelles. C'est un principe fondamental car elles sont cesse interrogées sur les raisons qui les ont poussées à quitter leur pays, les motivations qui les ont amenées à choisir celui-ci, voire cette ville, ou même si elles sont heureuses ici ; que ce soit dans les administrations, dans les associations ou dans l'espace public. A ce sujet, Daniel partage une expérience vécue peu après son arrivée en France : « *Au début quand je suis arrivé, j'ai demandé à un monsieur où se trouvait la Remise⁶, le monsieur était français. Il me dit "Tu vas jusqu'au bout et tu trouveras la Remise" alors je dis "Merci". Après, il m'appelle et il me dit "Monsieur, tu es Africain ? Tu es migrant ?" Je dis "Oui, pourquoi ?". Lui, il m'a demandé pourquoi je suis là en France. Je me suis senti très mal, jusqu'à maintenant je n'arrive pas à parler de ce sujet-là, je n'y arrive pas.* » Ce type de situation illustre l'injonction de justifier sa présence en France à laquelle sont fréquemment confrontées ces personnes. C'est exactement ce que nous cherchons à éviter, également en tant que chercheuses. Nous posons comme principe de ne pas demander les raisons qui les ont amenées à quitter leur pays, ni de la part de quelqu'un du groupe, ni d'un invité. Ces motivations sont personnelles et les partagent seuls ceux qui le décident.

PRODUIRE DU CHANGEMENT EN ACCOMPAGNANT LE DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL PAIR

PLATEFORME DE PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL PAIR EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Sylvain Pianese et Laëtitia Schweitzer

Contact : Plateforme de promotion et développement du travail pair
s.pianese@relaisozanam.org ou l.schweitzer@relaisozanam.org.
Site internet : www.travail-pair.org

Les travailleurs pairs au sein des équipes professionnelles ou quand des usagers ou ex-usagers interviennent aux côtés des professionnels

Par leur position interstitielle, qualifiée par leur statut d'intervenant au sein d'une institution dont ils ont déjà utilisé les services, les travailleurs pairs apportent une dimension nouvelle dans le travail social : l'approche empirique. Si l'observation et l'accompagnement permettent de soutenir les personnes ou les groupes les plus en difficulté, les savoirs expérientiels valorisent profondément la (re)connaissance des publics. Le pragmatisme avec lequel les travailleurs pairs exercent, l'empathie dont ils font preuve, leur connaissance des réseaux et des publics accueillis font d'eux une nouvelle pierre angulaire dans le travail social. Nous pouvons citer par exemple leur capacité à rejoindre et dialoguer avec des personnes éloignées des services, que les professionnels ne parviennent pas à raccrocher ; le déploiement de

méthodes d'intervention parfois difficiles à mettre en œuvre comme les maraudes en squat ; faire émerger une parole invisible (par exemple la consommation de substances psychotropes) ; anticiper et gérer des situations de crises, mieux connaître les publics accompagnés, etc.

Pour autant cette nouvelle pratique du travail social ne se fait pas sans réticence de la part des institutions. Cela peut se traduire par le refus d'employer un travailleur pair sous prétexte d'employer un "travailleur social low cost" ou, lorsqu'un intervenant pair exerce, le reléguer dans une position subalterne. Cette mise à l'épreuve est sans doute la conséquence d'une approche historique d'un travail social traditionnel basé sur l'autorité de compétences du professionnel diplômé. Le travail pair bouscule de fait cette approche historique et doit donc être accompagné.

7. Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au Logement

Une plateforme de développement du travail pair a été créée pour soutenir ces démarches, ainsi que la construction de ce jeune métier.

L'idée de créer une plateforme en née en 2015 sur un appel à projets émanant de la DIHAL⁷, où un collectif de structures médico-sociales se sont réunies afin de permettre le développement du travail pair à

l'échelle de l'agglomération grenobloise. Aujourd'hui cette plateforme est cofinancée par l'ARS, la DRDJSCS et La Metro grenobloise, et se déploie à travers toute la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Nous constituons une équipe de deux chargés de mission, issus des champs de la recherche et du travail social, avec des expériences personnelles de pair-aidance.

► 4 axes stratégiques de missions constituent le cœur de nos interventions :

1^{er} axe : Information / Formation

Informer/former les partenaires et acteurs locaux sur ce qu'est le travail pair et travailler sur l'acculturation au travail pair des équipes

*« C'est quoi le travail pair ?
C'est comme une jeune fille au
pair ? Est-ce que c'est du
travail social low-cost ?
Ils vont prendre notre place ?
Mais ils font quoi au juste ? »*

Nous menons différentes actions de sensibilisation. En rencontrant des étudiants, professionnels et des publics de manière individuelle ou collective, nous travaillons à informer sur les enjeux du travail pair et déconstruire les représentations qui lui sont liées. Le travail pair, métier émergent, est encore aujourd'hui méconnu et suscite résistances et curiosités. Il interroge certains fondements du travail social et

médico-social, notamment les représentations que les professionnels se font des publics, la "bonne distance" à tenir avec ceux-ci, les pratiques professionnelles, la manière d'aborder un métier fondé sur des "savoirs profanes". En outre, le travail pair est le catalyseur de puissantes résistances corporatistes de la part des corps de métiers historiquement constitués, reconnus et légitimes (assistant social, éducateur spécialisé, conseiller en économie sociale et familiale).

2^e axe : Accompagnement / Soutien

Faciliter l'intégration des pairs dans les équipes d'organismes sanitaires et sociaux

« [Le premier travailleur pair] a essayé les plâtres et il s'est pris des plâtres dans la gueule. Au début, il est arrivé avec pour objectif de devenir éduc. Il a été dans une posture pas de mimétisme, mais de très forte adhésion à ce que pouvait dire l'équipe. Mais il s'est rendu compte que ça lui donnait très peu de marge d'initiative, très peu la possibilité de développer ce qu'il estimait comme valable. Avec des moments saillants où il disait qu'il "était pas les petites mains des éduc".

En tout cas, il y a eu très peu de place accordée, et ça c'est un vrai reproche, à une autre forme de culture [...] Tu as une culture du travail social très très forte et présente en nombre d'heures. Donc t'as un gros pôle de travail social. A côté de ça un travail pair qui arrive sur quelque chose qu'on connaît pas bien, de pas trop savoir ou foutre cette culture. Finalement, le travailleur pair avait pas trop sa voix au chapitre ».

« Avant, les maraudes c'était une fois par semaine. Tous les vendredis après-midi, on allait dans la rue. Maintenant on va dans les squats. C'est moi qui ai émis l'idée. Nous, on a la possibilité d'ouvrir ces portes. Ça permet de voir des gens qu'on voit pas normalement. Du matos [matériel de prévention], on en distribue de moins en moins dans la rue, mais quand on va dans les squats, on y va avec la voiture. C'est quelque chose qui aurait pas pu être fait sans un travailleur pair. Maintenant, les maraudes, c'est les travailleurs pairs qui les font. Quand on n'est pas là, c'est un des collègues qui prend le relais ; mais les squats, ils [les travailleurs sociaux] y vont pas. Nous, on a notre billet d'entrée. Et même, on n'y va pas comme ça, on appelle avant. Sur [nom du squat], c'est moi qui y vais, mon autre collègue [travailleur pair], il y va pas ».

8. Amorim, M. (2011). *Logos, Mythos et Mètis : formes de savoir et rapport à la langue. Le Télémaque*, 40(2), 55-61.

« Quel sera notre devenir ? C'est quoi l'after ? Les contrats, c'est un an renouvelable. On est financé pour trois ans. Est-ce que cette expérimentation va démontrer l'intérêt... Est-ce qu'on va dire « entre les intervenants sociaux et les A.S., l'offre suffit » ? Est-ce qu'on est utile ? On a développé des compétences, un réseau. On va faire quoi avec tout ça après ? »

L'émergence de ce nouvel atome dans l'espace des professions médico-sociales ne se fait pas sans difficulté. Une grande partie de notre travail est de soutenir autant les directions et les professionnels que les travailleurs pairs, afin de trouver du sens à leur action, qu'ils ne soient pas relégués à des tâches subalternes, et qu'ils puissent agir véritablement en complémentarité avec les équipes. En pratique, cela revient à (ré)concilier l'intelligence ou les sens pratique dont disposent les travailleurs pairs avec une rationalité technique, définie par les savoirs académiques, ou "l'intelligence de l'objet"⁸.

Du fait de son caractère innovant, plusieurs étapes sont nécessaires afin de permettre un accueil du travail pair dans des conditions favorables : accueillir les questionnements et résistances éventuels de chacun, définir une fiche de poste avec les professionnels afin d'identifier des missions pertinentes pour le service, préparer l'accueil du travailleur pair dans les locaux, organiser un espace de parole dédié afin qu'il puisse exprimer ses doutes et besoins, ouvrir la possibilité d'une fiche de poste évolutive pouvant s'adapter aux besoins identifiés par le travailleur pair, organiser des temps de bilans individuels et collectifs afin d'affiner son évolution...

L'objectif de ce travail revient à faire reconnaître une identité et une légitimité du travailleur pair dans le service où il exerce.

La reconnaissance des travailleurs pairs passe aussi par une reconnaissance salariale et statutaire. Nous observons qu'en région Auvergne Rhône Alpes, la majorité des travailleurs pairs est employée en CDD avec des rémunérations au niveau du SMIC, ce qui a pour effet de précariser leur emploi et d'insécuriser leurs perspectives d'avenir.

Focus sur le processus de recrutement des travailleurs pairs

Lorsque l'idée d'employer un intervenant social pair émerge dans une équipe, nous mettons en place un processus d'accompagnement des professionnels afin de les préparer à l'arrivée de ce professionnel.

Un premier temps de rencontre est proposé afin de soulever les questionnements liés au travail pair et de mettre à jour les connaissances de tous les intervenants. Il apparaît important que tous les professionnels aient le même niveau d'information avant de s'engager dans cette démarche. Cela nous permet d'aborder certaines questions fréquemment posées.

Un second temps est proposé afin d'élaborer conjointement une fiche de poste, en veillant à ce que le futur intervenant pair puisse exercer un véritable rôle d'accompagnement social, mais aussi que ses fonctions répondent à des besoins réels, exprimés par les professionnels et les publics. Ce temps permet aussi de définir la place et le rôle de chacun dans l'équipe.

C'est à la suite de ce travail que s'opère la construction de l'offre d'emploi et sa diffusion. Cette tâche diffère des modèles traditionnels du fait de la nécessité d'adapter l'écrit pour qu'il soit accessible, mais aussi de trouver des canaux de diffusion larges. La manière de réaliser le recrutement est

aussi un exercice innovant : comment aborder les savoirs expérientiels dans un entretien d'embauche ? Nous tentons, lors de ces entretiens, de faire émerger l'appétence du candidat et ses aptitudes et dispositions dans la relation d'aide. Dans un second temps, nous évaluons la manière dont il a élaboré son savoir expérientiel, et sa capacité de le transmettre.

Un travailleur pair s'exprime après sa prise de poste sur ses motivations :

« Ça m'intéressait de faire le boulot de travailleur pair, de pouvoir apporter mon expérience personnelle, de la rue, des prod. et tout ça, et pouvoir filer un coup de main aux travailleurs sociaux et aussi être le lien entre les travailleurs sociaux et ce qu'ils faisaient. Je faisais déjà un peu ça avant, parce que [dans le squat] il y a beaucoup de personnes de l'Est et pour décoder toute l'administration française, c'est compliqué. Donc je le faisais. Ce type de poste paraissait évident, dans la suite logique. »

Il s'agit, au cours de ces entretiens, d'identifier cette "suite logique" évoquée. Autant de questions qui ne peuvent s'aborder comme dans un livre de recettes ou un guide, qui s'adaptent et s'affinent à chaque rencontre. ■

3^e axe : Animation du réseau

Soutenir l'organisation collective des pairs et constituer une offre de formation adaptée et définie par et avec les travailleurs pairs

Le travail pair est encore à ce jour mal défini, peu compris et peu reconnu. Nous rencontrons régulièrement des travailleurs pairs en souffrance psychique, souffrance qui ne relève pas d'une incapacité, d'une fragilité ou d'une défaillance individuelle, mais qu'il faut plutôt relier aux conditions matérielles et symboliques dans lesquelles ils évoluent, aux discriminations qu'ils subissent et à la légitimité qui leur est souvent déniée. Nous avons créé un espace dédié, afin

qu'ils puissent échanger sur leurs pratiques, leurs difficultés et, *in fine*, s'entraider. Ce "conseil des pairs" permet, progressivement, de développer une communauté de pratiques et l'identification à un corps de métier.

C'est ainsi que des rencontres entre travailleurs pairs de différentes structures sont organisées régulièrement, et qu'une association est en cours de création.

La question de la formation des pairs

L'enjeu de la formation des pairs est aujourd'hui au cœur des débats. Certaines positions affirment la nécessité de former les pairs afin qu'ils puissent intervenir :

« Il est nécessaire que les pairs soient formés, sinon ce [leur intervention] n'est que simple témoignage »

Plusieurs travailleurs pairs réfutent cette idée :

« Il y a des choses auxquelles on pense même pas et ça fait partie de notre nature. C'est ce qu'on nous demande. S'ils voulaient des professionnels, ils paieraient des professionnels. Moi j'aime bien les défis. Ça va être un défi. Quand on nous a parlé de formation, j'ai commencé à dire stop, je veux pas être formaté ».

Ainsi, il nous paraît davantage pertinent de prendre le contre-pied de l'idée d'une formation à destination des pairs, pour défendre le fait qu'il revient aux pairs de former les professionnels. Nous menons une réflexion en lien avec les centres de formation afin qu'ils puissent participer à la formation des professionnels en devenant en tant qu'enseignants, par exemple sur des modules d'accueil des publics, de technique d'"aller vers", ou sur des règles éthiques et déontologiques. ■

4^e axe : Pôle ressource / Capitalisation

Communiquer sur le travail pair (au niveau régional) et évaluer le dispositif

L'évaluation du travail pair est un enjeu important à ce jour. Il permet en effet de mettre en lumière la plus-value, les freins et les leviers qu'il crée. Cela nous permet de capitaliser des ressources précieuses dans le but d'observer et de communiquer sur son évolution, notamment dans un contexte régional dynamique (37 travailleurs pairs en région Auvergne-Rhône-Alpes) et au

niveau national (notamment par le déploiement du dispositif "Un chez soi d'Abord"). En croisant les actions auprès des publics accompagnés, des travailleurs pairs et des professionnels, nous avons développé une analyse de terrain et une ligne politique qui orientent nos positions et nos interventions.

Le travail de la plateforme :

Permettre un changement de paradigme par l'émergence d'un métier

A travers ces missions, nous menons un travail de fond afin que le travail pair ne reste pas enfermé dans des dispositifs, mais qu'il s'inscrive dans le paysage du travail social et médico-social comme un métier reconnu.

Cela ne peut se faire sans une adhésion des professionnels, des publics, et dans une perspective d'une refonte des pratiques et des représentations.

Nous avons mis en place des outils afin de travailler ces situations de résistances qui mettent en péril l'intégration du travailleur pair et, *in fine*, le fonctionnement des équipes. Pour autant, un travail au long terme est à mener comme en atteste ce travailleur pair :

« J'ai fait une journée à [lieu de formation] et on était une vingtaine de pairs ; et il y en a je sais pas comment ils font pour tenir, ils sont malvus dans leur équipe, seulement là pour faire des choses de base. Il y en a une, ça fait cinq ans qu'elle est en pair-aidance, ça se passe pas bien avec l'équipe. J'en ai entendu dire : "c'est des travailleurs sociaux sous rémunérés". Il y en a qui cautionnent pas. Là, l'équipe elle est consciente qu'on apporte des trucs. Moi, je me projette pas trop, je me sens bien. Je pense que c'est pas partout pareil, pour l'instant je suis bien. À cette journée, ils ont fait un sondage : ils sont tous en CDD... J'avais pas rencontré d'autres pairs, je me suis pris une claque dans la gueule : ouah, je suis chanceux. Mais vraiment il y avait une bonne partie qui trouvait qu'il y avait pas assez de reconnaissance dans ce qu'ils faisaient ».

A ce jour, nous accompagnons une vingtaine de structures s'engageant dans l'embauche de travailleurs pairs. Nous menons parallèlement de nombreuses actions de sensibilisation auprès des équipes, dans les lieux de formations, ou lors de rencontres interprofessionnelles. A chaque rencontre sa spécificité, c'est pourquoi nous inventons et réinventons nos outils d'intervention à chaque moment.

Nous accompagnons ce projet sur toutes les étapes : préparation et diffusion de l'offre d'emploi, organisation d'informations collectives pour les personnes désireuses de postuler, soutien dans les phases de recrutement, formation spécifique dans le lieu d'emploi, observatoire des pratiques, etc...

CO-CONSTRUIRE DES FORMATIONS AVEC DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES

RETOUR D'EXPÉRIENCE DU COLLECTIF SOIF DE CONNAISSANCES

Contributeurs : Méline Batisse, Nathalie Blanchet, Louis Bourgois, Jacques Foucart, Yamina Hadj-Brahim, Bodo Kruger, Fatma Messaoudene, Héléna Revil, Nathalie Ricou, Antoine Rode, Cédric Sadin-Cesbron, Agnès Voisin
Contact : contact@collectif-soif.fr - www.collectif-soif.fr

Le collectif SOIF de Connaissances a été créé en 2015 à l'initiative de deux écoles de travail social (l'IFTS d'Echirolles et l'ESSE de Lyon), d'un laboratoire de recherche (PACTE / Odenore) et de la Fédération des Acteurs de la Solidarité Auvergne Rhône-Alpes. Un de ses objectifs : proposer des formations innovantes et participatives, co-construites et co-animées par des formateurs, des chercheurs, des travailleurs sociaux (et, ponctuellement, des étudiants en travail social) et des personnes accompagnées (dites "personnes ressources"). Un module de formation autour des questions de la précarité est ainsi développé depuis 2016, ainsi qu'un module spécifique sur le travail social à l'épreuve des bidonvilles (depuis 2018). Ces formations sont proposées à des étudiants en formation initiale (assistants de service social, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants) ou en formation continue (CAFERUIS / CAFDES, notamment). Voici un petit aperçu de la "méthode SOIF" avec cette discussion imaginaire, réunissant Louisa (résidente en CHRS⁹), Sophie (chercheuse à l'Odenore), Lucas (formateur), Franck (éducateur spécialisé au Samu social) et Chloé (étudiante en formation d'assistante de service social)*.

*Tous les noms présentés dans cet article sont fictifs. Ce dialogue imaginaire a été construit à partir d'écrits réalisés par différents membres du collectif Soif de Connaissances dans la perspective de cet article, et d'entretiens réalisés avec certains d'entre eux.

⁹. Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

Les savoirs expérientiels

Franck : Bon, il faut qu'on parle de cet article que nous demande la MRE sur les savoirs expérientiels...

Louisa : "Savoirs expérientiels" ?! Encore un mot de chercheur, ça !!

Sophie : Tu as raison, Louisa, on pourrait trouver que c'est un bien grand mot mais il vient dire qu'il y a un savoir acquis par l'expérience vécue de la précarité et non par une formation, un diplôme. Qu'il existe plusieurs savoirs, plusieurs expertises, qui se complètent et se nourrissent.

Franck : Oui, l'un ne remplace pas l'autre. D'ailleurs on parle toujours de l'expérience des personnes ressources, mais n'oublions pas que nous autres, travailleurs sociaux, avons aussi un savoir issu de notre expérience du terrain et pas que de notre formation.

Louisa : Mais tout est une expérience ! Je peux parler de mon expérience dans la rue mais, dans mon pays, j'ai été cheffe d'entreprise, c'était une expérience. Le divorce, une expérience aussi. Et le collectif SOIF, c'est une autre expérience !

Chloé : C'est aussi reconnaître que les professionnels ne sont pas les seuls à avoir un pouvoir de réflexion et d'élaboration autour d'une situation.

Lucas : Nous avons alors la confrontation, dans le sens de complémentarité, entre une précarité intestine, vue depuis l'intérieur, et une précarité dont la connaissance relève de recherches et d'expériences professionnelles. Cette mise en dialogue des savoirs permet dès lors de mieux appréhender le processus, le décortiquer et surtout d'entrevoir les conséquences qu'il produit au niveau des liens aux autres et en particulier aux travailleurs sociaux.

Sophie : Notre conviction, à l'Odenore, est que la recherche sur le non-recours aux droits sociaux¹⁰, et plus globalement sur les politiques sanitaires et sociales, ne peut se faire qu'avec celles et ceux qui font et sont dans l'action publique, en particulier les personnes concernées par celle-ci.

Louisa : Ce qui m'a motivée dans l'idée de former des travailleurs sociaux, c'est de les ramener à la réalité du terrain, les aider à réviser leurs comportements, leurs postures vis-à-vis des personnes accompagnées. C'est important de rapprocher les deux parties, travailleurs sociaux et usagers. Il y a la notion de confiance, de participation et il faut bannir nos représentations négatives les uns sur les autres.

¹⁰. Selon l'Odenore, le non-recours renvoie à la situation de toute personne qui, en tout état de cause, ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits ou de services, à laquelle elle pourrait prétendre



◀ Crédit photo :
Pas sages d'images

Devenir formateur occasionnel

Louisa : Moi, je crois que tu ne peux pas parler vraiment de la précarité quand tu ne l'as pas vécue. Je pense que les formateurs "classiques" n'ont pas la vraie expérience.

Chloé : Oui et c'est ce qui est intéressant. Bien sûr, le savoir de l'expérience est différent de la théorie. Mais il est aussi empreint d'un vécu et donc potentiellement de sentiments forts renvoyant à une histoire de vie. Il paraît alors nécessaire d'ajouter à cette expérience une certaine prise de recul et une dimension d'analyse pour en faire un savoir.

Lucas : Effectivement, la bonne volonté à elle toute seule n'est pas suffisante pour garantir la réussite de notre affaire !

Louisa : Avoir connu la précarité ne nous confère pas le titre de formateur mais fait de nous des formateurs possédant un savoir différent. L'idée du collectif est louable dans la mesure où chacun est expert dans son domaine. Moi, c'est en côtoyant les chercheurs, les travailleurs sociaux, les autres personnes ressources que j'ai appris à être "formatrice".

Franck : Pareil ! J'ai ma formation d'éduc et mon expérience de terrain, mais ça ne suffit pas à faire de moi un formateur. C'est avec notre travail de co-construction¹¹ que je peux les transformer en contenu de formation. Et très clairement, je m'enrichis beaucoup au contact des formateurs, j'ai l'impression d'apprendre un nouveau métier !

Louisa : Au début, quand on m'a dit « *Dans SOIF, tu es formatrice* », je ne savais pas ce que ça voulait dire exactement. Alors, j'écoutais pour m'imbiber, bien comprendre ce qu'on attendait de moi. Tout doucement, je m'y suis mise. Cela n'a finalement pas été difficile et aujourd'hui, je me sens pleinement formatrice. Je peux

apporter mon expérience à ceux qui ne connaissent pas la précarité. Parler devant les étudiants, ça, ce n'est pas un problème, j'ai déjà parlé devant le Parlement Européen ! Les étudiants me demandent toujours de raconter ma vie. Certains sont venus me voir sur mon lieu de manche ou m'ont appelée.

Lucas : On dit souvent qu'on "apprend en marchant" et c'est bien ainsi que les uns et les autres finissent par devenir formateurs. En tant que formateur patenté, je suis le "fil rouge", je garantis le cadre de l'intervention en m'assurant du bon déroulement, du respect des horaires et des contenus, de l'équilibre des prises de paroles, en facilitant les liens étudiants-intervenants... Mais il s'agit aussi de ne pas contraindre, de ne pas décider pour autrui tout en guidant, reprenant, récupérant certaines maladresses... ou ce qui me semble en être depuis mon propre cadre de référence !

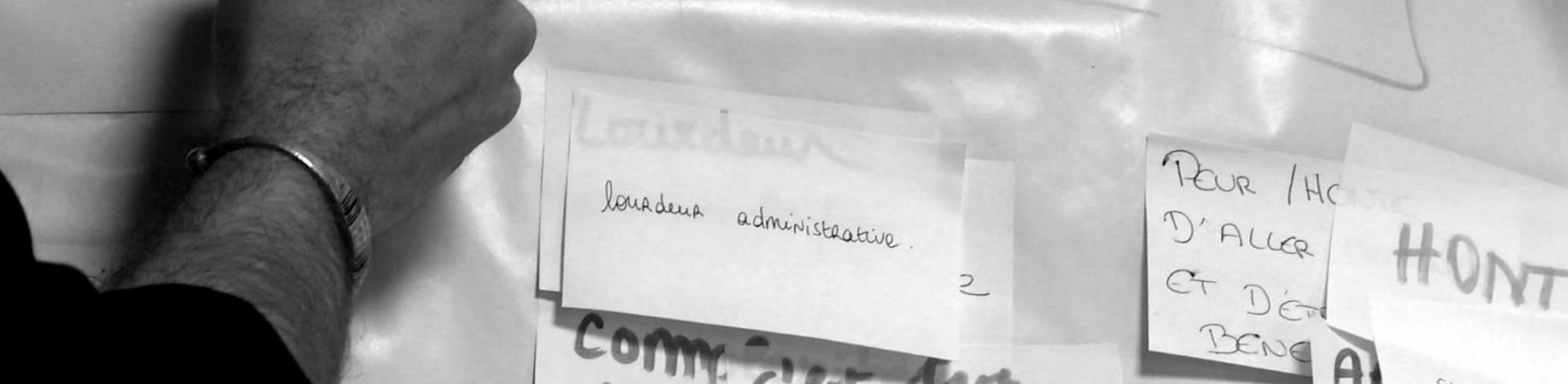
Louisa : J'ai appris tellement avec toi, Lucas, et avec les travailleurs sociaux et les chercheurs. Si j'avais 20 ans de moins, je crois que je serais intéressée par la formation d'assistante sociale !

Chloé : Oh oui ! Louisa avec nous ! (*rire général*)

Louisa : Ou alors j'aimerais devenir travailleuse paire parce que c'est déjà ce que je fais sur le CHRS, en participant aux réunions de résidents, en les aidant.... mais sans être payée...

Franck : Mais pour toi, Lucas, ce n'est pas trop dur de "partager le pouvoir" avec des formateurs novices comme nous ?

11. Voir l'encadré sur la co-construction



Lucas : J'évoquerais plutôt un "partage de courage" dans le sens où être exposé aux regards n'est pas toujours aisé. J'avoue qu'en tant que formateur, il m'a fallu accepter de me dévoiler : partager mes contenus d'enseignement et mes modalités d'interventions pédagogiques, accepter qu'ils puissent être remis en question, en en reconnaissant les limites et qu'ils soient transformés. Je dois aussi accepter que les messages que j'essaie de faire passer aux étudiants depuis plusieurs années aient un impact beaucoup plus important lorsqu'ils sont transmis par les personnes ressources !

Au final donc, une bonne leçon d'humilité... indispensable pour pouvoir exercer au mieux un métier dans le travail social.

Louisa : Et oui, quand ça vient de nous, ça déclenche des applaudissements ! Ça te rend jaloux ?! D'ailleurs, lors des journées d'interventions, les étudiants demandent toujours "Pourquoi les personnes ressources ne parlent pas plus ?".

Franck : C'est vrai que vous, les personnes ressources, vous êtes les vraies stars du collectif ! Nous, on ne compte pas aux yeux des étudiants !

Louisa : Chacun son tour, hein ! Je pense que les interventions des personnes ressources ramènent de l'humanisme, on rajoute la part du sentiment humain, le vécu et le ressenti. On travaille avec et sur l'humain, autant le considérer dans toute sa dimension.

Lucas : Bienveillance, respect, engagement sont autant de valeurs qui fondent le travail social mais aussi et surtout notre méthode au sein du collectif.

La méthode SOIF

Franck : Ah, la fameuse "méthode SOIF", parlons-en ! Qu'est-ce qui fait que ça fonctionne selon vous ?

Chloé : Pour moi, le principal élément qui fait la force du collectif, c'est la diversité des collègues qui le compose.

Louisa : Oui, on est un collectif, c'est l'ensemble de nos savoirs qui créé des contenus de formation. C'est comme pour faire une purée, il faut des pommes de terre, du lait et du beurre. Si on enlève un seul de ces éléments, impossible de la réaliser...

Franck : Et pour toi, qui sont les pommes de terre parmi nous ?! (*rire général*)

Chloé : Il me semble également que le fait que chacun soit entendu et puisse s'exprimer sur un pied d'égalité permet la confiance entre tous les membres du collectif et d'être rassurés et assurés aussi bien lors des temps de travail que lors des journées de formation.

Louisa : La "méthode SOIF" est basée sur la reconnaissance et la considération de l'autre. C'est ce qui permet la création de passerelles pour arriver à un but important pour moi : endiguer le fléau de la précarité.

Sophie : Ou, à défaut de l'endiguer, de changer la posture des travailleurs

sociaux vis-à-vis des personnes en situation de précarité.

Franck : On est sur un modèle de co-construction où nous sommes tous en même temps à dialoguer autour de la table. Il y a vraiment un discours commun qui émerge de tous ces débats passionnants.

Louisa : Dès le début, j'ai été bien intégrée dans le groupe et il n'y a pas de regards des autres. Si bien que j'ai pu amener mon savoir, mes expériences. Ensuite, on échange et on fait fructifier nos réflexions. Chacun est bien sa place. Jamais dans le collectif il n'y a eu de clash ou d'intrusion dans la vie des personnes accompagnées.

Lucas : En même temps, on défend l'idée de toujours rester ouverts sur cette méthode, de tester les choses sans rentrer dans un "modèle" figé, car tout dépend des personnes présentes, de leur histoire, des sujets abordés, etc.

Sophie : Il me semble que le module précarité cherche à démontrer que la professionnalité des travailleurs sociaux réside dans la capacité à être, simultanément, dans l'écoute des personnes accompagnées et dans une position réflexive par rapport à leurs propres représentations.

Louisa : Même les professionnels entendent ce qu'on a à dire, il y a de l'écoute. Moi, avant, je n'ai pas été beaucoup écoutée par les travailleurs sociaux. Ils ne comprennent pas ou font semblant de ne pas comprendre. Ici, je ne me sens pas jugée, même si parfois, je ne raconte pas tout ce que j'ai à dire, j'ai encore besoin d'être mise en confiance...

Franck : Avec le temps, à force de réunions régulières, on se connaît tous bien, on se sent libre d'exprimer sa parole, d'être en désaccord.... On se taquine et on rigole beaucoup aussi, c'est important ! Mais le secret de notre réussite, il faut bien le dire, ce

sont bien sûr les chouquettes de Sophie ! (*rire général*)

Louisa : Puisque t'en parles, ne squatte pas les chouquettes ! Fais tourner !

Lucas : Par le canal de l'humour, certaines situations sont dédramatisées dans la limite du respect dû à la personne qui s'expose. D'autres, passées sous silence ou survolées, sont approfondies si cela va dans le sens de la démonstration recherchée mais aussi en fonction du souhait de la personne de l'utiliser comme savoir d'expérience.

Louisa : A force de se parler, on comprend mieux comment les autres pensent, les travailleurs sociaux ou les chercheurs peuvent se mettre dans ma tête de personne ressource. D'ailleurs, j'aimerais qu'on se voit encore plus souvent, en réunion ou en dehors, comme quand on a fait un pique-nique, une fois.

Lucas : La confiance qui s'est créée entre nous fait que nous n'hésitons pas non plus à échanger devant les étudiants, voire même maintenant d'exprimer nos désaccords.

Louisa : Ne pas être toujours d'accord, c'est l'ADN de notre groupe, mais avec les bons mots et la bonne attitude.

Sophie : Lorsque l'Odenore a réalisé l'étude UNIFORC¹², qui étudiait le fonctionnement du Collectif SOIF, nous avons identifié plusieurs principes qui guident les modules de formation et qui nous paraissent indispensables pour faciliter un dialogue. Tout d'abord, un principe de bienveillance à l'égard de tous les intervenants. Cela évite la compassion qui pourrait empêcher de faire part de désaccords avec le point de vue de l'autre. Mais aussi un principe de non-déstabilisation des intervenants lors des formations. En aucun cas, l'expression de désaccords ne doit abaisser l'autre ou dévaloriser l'intérêt de sa parole. Ces principes,

12. <https://odenore.msh-alpes.fr/content/des-usager-e-s-inclus-e-s-dans-la-formation-et-la-recherche-collaboratives-en-travail-social>

bienveillance et non-déstabilisation, facilitent les discussions mais aussi l'apprentissage de la posture clinique.

En effet, reconnaître qu'on est bousculé par ce qui est dit oblige à sortir de sa zone de confort.



◀ Crédit photo :
Louis Bourgois

Quelques précisions sur la "méthode SOIF" Comment fonctionne la "co-construction" ?

Pour l'instant deux "groupes SOIF" existent, l'un à Grenoble, l'autre à Lyon. Dans chaque groupe les membres des 4 "collèges" de SOIF (personnes ressources, travailleurs sociaux, formateurs, chercheurs) se réunissent régulièrement. A Lyon par exemple, des réunions ont lieu une demi-journée par mois, elles servent à organiser les interventions du collectif (qui ira, quand) et à discuter du contenu des journées de formation. D'autres temps sont plus informels : pique-niques et autres retrouvailles pour le plaisir d'être ensemble.

Pour élaborer le contenu des journées de formation, les participants partent de l'expérience des personnes ressources, sur le thème choisi. Elles ne disent que ce qu'elles souhaitent, et ne sont pas obligées de prendre leur exemple personnel. Les autres collègues contribuent : les travailleurs sociaux apportent d'autres situations qu'ils ont connus, les chercheurs font des liens avec des études. Avec le temps, ils ont appris peu à peu à exprimer leurs accords et désaccords, sans chercher à "sur-protéger" les personnes-ressource ou à être dans une forme de compassion. C'est ce que les membres du collectif appellent "le principe de bienveillance". Au départ les discussions sont informelles, les sujets sont "débroussaillés". Puis ils déterminent ensemble, à force de discussions, les thèmes à évoquer et les messages à faire passer. Les formateurs proposent enfin des

"mises en forme" possibles pour ce "fond", le plus souvent avec des outils participatifs comme le théâtre forum ou le débat mouvant.

Pour chaque formation, au moins un intervenant de chaque collège anime, afin de rendre tangible la co-élaboration des connaissances.

Les journées de formation sont ensuite réadaptées en permanence, en fonction des retours des participants en fin de journée : ce qui leur a plu ou non, ce qui pourrait être amélioré. Pour l'instant, des journées de formations existent sur les thèmes de "la précarité, la pauvreté, l'exclusion", du "non-recours aux droits et aux services", du "travail social à l'épreuve des bidonvilles", et d'autres journées sont en cours d'élaboration. Le contenu et le format de chaque journée est adapté au fur-et-à-mesure, en fonction des bilans précédents, et en fonction du public : étudiants en formation initiale, continue, personnel médical...

Les intervenants du collectif SOIF sont tous payés pendant le temps d'élaboration des contenus et pendant les temps de formation, sur des modalités variées : les formateurs et travailleurs sociaux sont mis à disposition par leurs institutions. Les personnes-ressource et chercheurs sont payés via un pot commun des quatre fondateurs du collectif SOIF, à titre expérimental, mais le collectif cherche un modèle économique plus pérenne pour que son action perdure... ■

Le rapport d'horizontalité

Louisa : Sur les premières réunions, ce n'était pas facile. Il a fallu faire tomber cette verticalité assez hiérarchique pour la remplacer par une horizontalité nécessaire au dialogue, surtout dans un groupe où se côtoie une telle diversité de profils.

Franck : Ce rapport d'horizontalité, basé sur la réciprocité avec les personnes ressources, c'est ce que je suis venu chercher, qu'on collabore ensemble au même niveau, chacun avec son propre regard.

Sophie : Il y a de plus en plus de travaux de chercheurs qui portent sur cette question et sur la manière dont on peut travailler sur les "asymétries" au sein d'un groupe. Il y a notamment les travaux de Baptiste Godrie, avec qui on travaille régulièrement, qui portent sur les "injustices épistémiques".

Louisa : Parles en français, Sophie ! *(rire général)*

Chloé : Moi, en tant qu'étudiante, ce rapport horizontal me permet de rencontrer l'autre, et ce, dans une configuration autre que le stage. Dans SOIF, la personne ressource n'est pas la personne que l'on accompagne mais une personne qui a une certaine expertise de l'accompagnement social.

Sophie : Louisa, tu as l'habitude des travailleurs sociaux...

Louisa : Ah ça, c'est rien de le dire !

Sophie : Ici, tu les côtoies dans un autre cadre, en collaborant avec eux. Qu'est-ce que ça change pour toi ?

Louisa : J'avoue que j'ai eu du mal au début, vu ce que je vis par ailleurs, notamment avec ma tutrice. Je n'avais pas confiance, les travailleurs sociaux représentaient l'institution. J'avais des griefs qui se sont dissipés par la suite. Les travailleurs sociaux du collectif

sont plus sensibles, les autres s'en foutent ! Enfin, c'est mon impression... Mais j'ai aussi compris les contraintes auxquelles ils sont confrontés. Et les chercheurs, je ne comprends pas toujours ce qu'ils disent, et puis vous parlez trop vite ! Je n'ai pas grandi en France, je ne maîtrise pas bien la langue... Des fois, j'ai honte de dire que je n'ai pas compris, j'ai peur que vous pensiez "Mais c'est qui celle-là ?"....

Franck : Désolé, Louisa, c'est à nous d'avoir honte et de faire attention. Si on veut vraiment arriver à ce rapport horizontal, il faut que tout-le-monde autour de la table comprenne bien de quoi on parle.

Chloé : Voilà un exemple intéressant. Au fil de ma réflexion, les freins de la participation et de cette relation horizontale sont apparus. Notamment la question de la capacité et disponibilité de la personne et du professionnel à se retrouver dans cette relation horizontale. Cela permet de voir les points qui finalement peuvent ou non être travaillés, afin que la participation ne soit plus quelque chose en vogue et novateur, mais que cela puisse s'inscrire réellement dans les pratiques professionnelles des futurs travailleurs sociaux que nous sommes.

Franck : Et justement, avec les travailleurs sociaux déjà diplômés, ça a été difficile pour toi, en tant qu'étudiante ?

Chloé : Parfois oui, de me retrouver dans un rapport d'égalité. Cela est venu poser chez moi la question de la légitimité à intervenir au même titre qu'un professionnel, alors que l'expérience que j'ai du travail social est différente.

Le changement de regard

Sophie : L'idée des formations est de permettre l'apprentissage d'une posture clinique. J'ai l'impression que nous y parvenons en particulier lorsque ce que disent les personnes ressources conduit les autres intervenants, mais aussi les étudiants, à réfléchir à voix haute sur leurs représentations, voire sur leurs préjugés, et sur leurs manières d'agir.

Lucas : Je reste encore parfois émerveillé de la capacité des personnes ressources à s'investir dans ce travail et par tout ce qu'elles peuvent apporter. Au fur et à mesure de nos travaux, j'ai aussi vu tout l'intérêt de l'apport des professionnels, des chercheurs et bien sûr du croisement des apports de chacun.

Franck : Pareil ! La raison première de ma venue dans le collectif, c'était pour travailler en direct avec les personnes ressources et c'est génial. Mais j'ai aussi découvert l'apport des chercheurs, qu'on a rarement l'occasion de côtoyer quand on est sur le terrain, et ça me passionne ! Les temps passés avec le collectif me permettent de prendre de la hauteur, de me remettre à réfléchir. Une bouffée d'air indispensable pour pouvoir ensuite retourner dans la rue avec le Samu social.

Chloé : L'expérience SOIF, en complément de ma formation et des stages, a fait évoluer chez moi mon regard sur les personnes accompagnées. En effet, être témoin de cette implication des personnes ressources au Collectif SOIF, permet de rendre bien réel et concret tout ce concept de la participation, qui peut parfois paraître lointain.

Sophie : Et toi, Louisa, ça a changé ton regard sur les travailleurs sociaux ?

Louisa : Seuls les imbéciles ne changent pas d'avis.... Ce que j'ai

appris ici, c'est qu'il y a des différences dans la façon de travailler des travailleurs sociaux. J'ai de bons rapports avec mes référents sur le CHRS, je n'ai pas à me plaindre. Mais dans le passé, j'ai eu de mauvaises expériences avec des assistantes sociales. Je leur ai dit toute ma vie de A à Z, mais elles n'étaient pas intéressées, j'ai été très déçue. J'aimerais leur dire d'être plus à l'écoute des personnes en difficulté, de ne pas ignorer les situations, parce que c'est ce que j'ai vécu. Encore récemment, j'ai eu une coupure de RSA, je n'avais plus de quoi nourrir mes 2 enfants, ni moi. Qu'elles prennent conscience de l'urgence ! Les assistantes sociales que j'ai rencontrées n'ont rien fait, ni matrice. Elles s'en foutent ? Elles sont débordées ?

Sophie : En tous cas, c'est comme ça que tu l'as vécu...

Louisa : Je sais, ce ne sont pas toutes les assistantes sociales... Et je sais aussi qu'elles ont les mains liées, qu'elles feraient plus si elles pouvaient.

Lucas : La question, un peu trop redondante à mon goût, de l'assistante sociale comme mauvais objet a tendance à me fâcher un peu....

Franck : Ça me fait réagir également quand j'entends les personnes ressources parler des travailleurs sociaux qui les accompagnent. Je me dis « *Mon dieu, c'est comme ça qu'ils comprennent ce qu'on fait ?!* ». Je n'ai pas de problème avec le fait de critiquer les travailleurs sociaux, je ne suis pas le dernier à le faire, mais il y a parfois une telle incompréhension.... Ça me fait prendre conscience à quel point nous, les travailleurs sociaux, communiquons mal sur notre travail. Il faut vraiment expliquer clairement le sens de nos actions aux personnes que nous accompagnons, pour ne pas

ouvrir la porte aux interprétations, aux fantasmes....

Louisa : C'est vrai que vous, les travailleurs sociaux, êtes les plus exposés aux critiques. Mais en y regardant de plus près, êtes-vous coupables ou relais des politiques ou enseignements, contre lesquelles, justement, nous nous sommes rassemblés en un collectif ? Dès le début, j'avais annoncé la couleur : « *Je ne viens pas témoigner de mon*

parcours, mais dénoncer certaines pratiques des travailleurs sociaux que je trouve inconcevables ». L'envie de faire bouger les lignes, donner un grand coup de pied dans la fourmilière... À mes remarques et questions, les collègues chercheurs, formateurs et travailleurs sociaux ont pu m'apporter des réponses, des explications... J'ai mieux compris mais tout ne se justifie pas quand même !

Le collectif comme nouvelle expérience

Lucas : Le temps passe, on essaie de conclure ? Avec le recul, que vous apporte votre participation au collectif SOIF ?

Louisa : J'ai beaucoup appris, en faisant partie du module précarité, sur les situations sociales, sur pourquoi on se retrouve en difficulté. Je m'en sers pour les autres personnes qui connaissent la précarité, pour les informer sur leur situation. Je leur donne des billes. Même le mot "précarité", au début, je ne savais pas bien ce que ça voulait dire... J'ai découvert des concepts, par exemple l'"auto-exclusion". Ça m'a fait comprendre qu'un ami que j'ai connu en CHRS est en plein là-dedans.

Lucas : Si même les personnes ressources se mettent à citer Jean Furtos, où va-t-on ? (*rire général*)

Franck : En tant qu'éduc, cette collaboration avec les personnes accompagnées fait évoluer ma pratique de façon concrète. Ça m'a permis de me départir d'un certain nombre d'idéaux romantiques voire militants, mais qui ne correspondent pas aux attentes réelles des personnes que j'accompagne au quotidien. Une vraie remise en question, donc.

Louisa : Je me sens aujourd'hui plus heureuse d'avoir fait connaissance avec des chercheurs et des travailleurs

sociaux. Je réfléchis plus qu'avant, je me pose plus de questions.

Sophie : La méthode qui est au cœur des modules de formation, celle du partage du pouvoir d'agir, en soutenant l'apprentissage d'une posture réflexive, me paraît essentielle pour mon travail de chercheuse. Ces modules participent ainsi à enrichir ma posture et mes travaux. Ce que disent les personnes ressources, les travailleurs sociaux, les formateurs, les échanges aussi avec les étudiants, viennent nourrir ma manière de faire de la recherche mais également la compréhension des phénomènes sur lesquels nous travaillons à l'Odenore.

Lucas : La confrontation des points de vue, la diversité des apports, la réflexion et l'intelligence collective, l'élaboration commune des contenus de formation, la recherche d'outils pédagogiques appropriés permettent à chacun des acteurs de "bouger", de se transformer et de faire évoluer ses pratiques, aussi bien sur le plan personnel que professionnel. En tout cas c'est vrai pour moi !

Franck : Bien, je crois qu'on a assez de matière. J'espère que la MRIE sera contente....

Sophie : Quelqu'un veut une dernière chouquette avant de partir ?

Quelques retours d'étudiants pris sur le vif

« J'ai apprécié la richesse des différents intervenants présents. Croiser les différents points de vue de chacun a été très pertinent.... Même si les temps d'intervention des personnes concernées étaient trop courts à mon goût. »

« J'ai aimé votre entrain, votre ouverture d'esprit, votre présence et vos témoignages. »

« C'est très intéressant de rencontrer un collectif composé de personnes d'environs diversifiés et donc ayant des expériences différentes. Nous devons nous-mêmes créer un groupe dans le cadre de notre formation avec des personnes

accompagnées et des travailleurs sociaux. Ça donne envie de réfléchir ensemble sur une thématique particulière. »

« J'ai apprécié de ne pas avoir que des professionnels qui viennent partager et débattre, mais aussi des personnes ressources et des étudiantes qui montrent bien qu'on est tous concernés et légitimes pour traiter de ces questions, au-delà des étiquettes. »

« Assister à des témoignages de personnes ayant bénéficié des services sociaux.... Quelles valeurs ! Quelle simplicité ! Merci ! »

« L'histoire d'une personne qui s'est retrouvée à la rue m'a permis de comprendre certaines choses. »

« Vous réactivez le besoin de se remettre en question. »

« Les travaux en petits groupes ont permis de libérer la parole, d'avoir des débats intéressants avec des membres du collectif sur nos représentations. »

« J'ai apprécié l'alternance entre temps de réflexion en petits groupes et les temps d'apports théoriques en commun. »

▼ Crédit photo :
Pas sages d'images





À LA MAISON DES FAMILLES, LES PROJETS SONT CONSTRUITS PAR ET AVEC LES PARENTS

NAISSANCE DU PROJET "À LA RENCONTRE DE L'AUTRE"



Rédaction : Laurence Potié, MRIE
Publié le 22 octobre 2018 sur le site www.maisondesfamilles.fr

Récit :

C'est le café du matin à la maison des familles de Vaulx-en-Velin, on échange les nouvelles. Noémie, la responsable, présente Paul, nouveau stagiaire éducateur spécialisé, aussi en apprentissage à l'Arche. L'Arche ? Les parents ne connaissent pas.

Un projet émerge d'une discussion informelle

Paul explique que c'est une vie en communauté avec des personnes porteuses d'un handicap mental. Ralia, mère de trois enfants, est très intéressée. « *Je connais aucune personne avec un handicap mental, j'aimerais bien en rencontrer* ». « *Et si on montait un projet avec l'Arche ?* » propose alors Noémie. Les parents et tout particulièrement Ralia sont partants. « *Ralia je te nomme chef de projet, tu es d'accord ?* » demande Noémie. « *Euh ... mais moi je n'ai jamais été chef de projet* » dit Ralia un peu inquiète.

« *Tu as déjà eu 3 enfants, si ça c'est pas un projet !* » s'exclame une maman.

« *Oui mais quand même ...* »

« *Mais ne t'inquiète pas, on va monter une équipe projet avec toi, et tout s'organisera d'ici, le mercredi matin, tu ne seras pas seule* » la rassure Noémie.

Un peu d'inquiétude subsiste. Le soir, elle se renseigne sur l'Arche sur internet, échange avec son mari qui trouve génial de la voir engagée dans ce projet et la soutient.

Une équipe de soutien autour du parent chef de projet

Le mercredi suivant, réunion de l'équipe projet composée de Ralia, Paul, Bénédicte, bénévoles, et Kamar, jeune maman en service civique à la Maison des familles, « *ils m'ont rassurée et reboostée* » se souvient Ralia, « *Paul m'a dit : tu es capable, si tu te poses la question de vouloir les rencontrer c'est qu'au fond de toi tu te sens capable d'aller plus loin et de faire face au regard de l'autre.* » En quelques rencontres du mercredi, le projet se construit.

Dans ses recherches Ralia a vu que l'Arche tenait un café. Elle propose de commencer par rencontrer des personnes de l'Arche dans ce café. L'équipe la suit. Il faut commencer par contacter l'Arche pour leur proposer cette rencontre, donc écrire un mail. Une nouveauté pour Ralia : « *J'avais déjà écrit des mails simples mais pas à des responsables d'établissement. Je n'ai jamais fait un mail construit avec*

un début, une fin, en expliquant notre projet. » Le contenu se réfléchit ensemble, la rédaction est soutenue par Bénédicte. Quand se pose la question de la date à proposer, Ralia dit qu'elle aimerait y aller avec sa dernière fille Maïra, 2 ans, qui a du mal à quitter sa maman et pour qui elle n'a pas de mode de garde. De l'avis général il n'est pas judicieux d'emmener Maïra. Il faut trouver quelqu'un pour la garder, et on est en période de ramadan... Finalement son mari prendra un jour de RTT.

Quand l'Arche donne son accord pour cette rencontre, il reste à préparer comment présenter la Maison des familles et le projet.

« *J'ai confié à mon mari mon souhait de faire un discours. Il m'avait dit : non, va comme ça, parle comme d'habitude.* » Bénédicte la rassure et la conseille.

Mettre en place des étayages pour permettre la réalisation

Alors que la rencontre approche, Ralia est un peu inquiète, elle confie un jour à la Maison des familles « *Je ne suis pas à l'aise pour prendre les transports en commun toute seule* ». L'équipe s'organise pour que quelqu'un soit avec elle à l'aller et au retour.

Le jour J, c'est Bénédicte qui l'amène en voiture. Ralia n'en mène pas large et est très stressée. Bénédicte la soutient « *je ne lui ai pas donné des consignes mais plutôt une mise en confiance* ». Elle lui rappelle qu'elle a toutes les qualités requises pour réussir cette rencontre. Le stress s'apaise mais repart à la hausse en descendant de voiture « *J'avais peur de bafouiller, de dire des choses qui blessent, je me disais : dans quoi je me suis lancée ? Et puis j'ai franchi le seuil de la porte, je me suis crue chez moi.*

Y'avait cet enthousiasme on était bien, ils nous ont accueilli tellement chaleureusement, je me suis dit pourquoi je me suis autant prise la tête ! » Bénédicte et Paul racontent « *on était là mais on n'a pas pris la parole, on aurait pu partir, elle s'est débrouillée toute seule* » Mais leur présence était essentielle « *ils ont été mes béquilles, c'était important pour moi* » reconnaît Ralia.

La rencontre avec l'Arche, personnes en situation de handicap mental et accompagnateurs, a été concluante, tous sont d'accord pour aller plus loin. Quelques-uns viendront un jour à la Maison des familles afin de partager un moment avec les parents mais aussi les enfants... La construction du projet se poursuit.

La confiance vient par l'expérience

Déjà il a des impacts importants dans la vie de Ralia. Le retour à Vaulx en Velin s'est fait en métro et bus avec Paul. Jusque-là, elle n'avait jamais osé prendre les transports en commun seule pour aller à Lyon de peur de se perdre. « *Dans les schémas de transport en commun y'a trop d'informations, trop de lignes. Quand je rentre en transport en commun avec Paul on en parle, il me montre comment faire. En arrivant je suis très contente d'avoir fait cette expérience maintenant je n'ai pas peur d'amener les enfants avec moi en transport en commun, je me sens plus libre* ». Son périmètre de circulation s'est élargi, elle ne se sent plus "confinée" à Vaulx-en-Velin. La confiance vient par

l'expérience, c'était important d'être accompagnée la première fois.

Noémie se souvient des jours suivants à la maison des familles « *tout le monde t'a interrogée, alors comment ça s'est passé ? Tu étais lumineuse* ». « *J'étais tellement heureuse, sur un nuage. Ça m'a appris à avoir plus confiance en moi, me dire que je suis capable* » confie Ralia.

Le lendemain de la rencontre, elle a enfin osé pousser la porte de sa banque pour renégocier son prêt avec son banquier, ce qu'elle n'osait faire depuis plusieurs mois.

Quelques semaines plus tard, lors d'un reportage de France 3 sur la Maison des familles, elle affirme « *ici je me sens libre, je me sens femme* » !

 MAISON DES
FAMILLES
de Vaulx-en-Velin



ACCÈS A L'HYGIÈNE ET CONTINUITÉ DES SOINS DANS LA RUE SUR LA MÉTROPOLE LYONNAISE

ENSEIGNEMENTS DE DEUX GROUPES DE TRAVAIL



Rédaction : Léonore Boile
Les deux dossiers réalisés ainsi que les outils mentionnés peuvent être demandés à la coordinatrice du RSRH à l'adresse suivante : leonore.boile@ars.sante.fr.

Deux dossiers ont été réalisés entre 2015 et 2017 concernant l'accès à l'hygiène et la continuité des soins des publics vivant dans la rue sur la métropole lyonnaise. Ils sont le fruit de temps de travail co-organisés par l'Association départementale d'éducation pour la santé (ADES) et le Réseau Social Rue Hôpital (RSRH).

Le réseau Social Rue Hôpital

Est composé de plusieurs acteurs d'accès aux soins de la métropole lyonnaise :

- ▶ Des équipes mobiles : Samu Social (Alynéa) ; Interface SDF (ARHM) ; PASS mobile (Centre hospitalier Saint Joseph-Saint Luc) ; médiation santé mission squats-bidonvilles/mission bus (Médecins du Monde) ;
- ▶ -Des points santé : Point Santé/point hygiène du centre Gabriel Rosset (Foyer Notre Dame des Sans Abris) ; Centre d'Accueil de Soins et d'Orientation (Médecins du Monde) ;
- ▶ -Des lieux de soins avec hébergement : Lit Halte Soins Santé Villa d'Hestia et Lit d'Accueil Médicalisé (association Orsac) ; lits de repos pour femmes (Fondation Armée du Salut) ; lits de repos pour hommes (Foyer Notre Dame des Sans Abris).

Co-piloté par l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRDJSCS), son objectif principal est d'améliorer le parcours de santé des personnes en situation de grande précarité. Une coordination est chargée de son animation.

Des actions transversales visant à améliorer la capacité du système de santé à mieux prendre en charge les personnes en situation de précarité sont menées. On retrouve notamment la réalisation d'outils rendant lisibles les dispositifs, des actions de sensibilisations aux questions de santé/précarité, ainsi que des actions de prévention en santé, mais aussi la réalisation de dossiers par le biais de groupes de travail ouverts à d'autres acteurs du champ sanitaire et social. ■



L'ADES du Rhône et de la Métropole de Lyon, créée en 1937, se donne pour mission de rassembler, coordonner et conduire des actions de promotion de la santé. Elle défend une vision globale de la santé multifactorielle, plutôt que médico-centrée.

Depuis plus de 20 ans, l'ADES participe à la réduction des inégalités de santé sur le territoire en favorisant l'accès

aux droits, à la prévention et aux soins pour toutes les populations en situation d'exclusion.

Elle vient en soutien méthodologique des réseaux locaux qui œuvrent à articuler les champs du social et du médical pour faciliter les parcours des personnes. L'ADES accompagne des équipes au sein des structures pour développer des projets autour de la santé, et anime des ateliers santé auprès du public. ■

Mieux comprendre la réalité quotidienne des personnes vivant à la rue

Début 2015, la Maison de la veille sociale (SIAO du Rhône) comptabilisait 8 400 demandeurs d'hébergement, nombre en constante augmentation. Le profil des personnes inscrites est alors en pleine évolution : les acteurs recensaient de plus en plus de familles avec enfants et de personnes présentant des problématiques de santé, des troubles du vieillissement, des troubles psychiques et cognitifs... Les acteurs de l'urgence sociale et les pouvoirs publics, l'ARS et la DRJSCS, se sont interrogés sur les spécificités de l'accompagnement de ces publics avant l'hygiène et à la continuité des soins : où se doucher, s'habiller... lorsqu'on a besoin d'aide, qu'on a des enfants ? Comment se soigner lorsqu'on est sans domicile alors que la médecine de ville est organisée autour des soins à domicile ? Une fois l'accès

aux soins établi, comment assurer leur continuité ? Avec quelle coordination ?

Le Réseau Social Rue Hôpital s'est saisi de ces questionnements et a mis en place un groupe de travail visant principalement à :

- ▶ Améliorer les connaissances à travers un état des lieux recensant les pratiques et les réponses existantes sur le territoire ;
- ▶ Repérer les éventuelles lacunes ou blocages et faire émerger des propositions pour les relayer auprès des institutions ;
- ▶ Permettre une culture commune et un meilleur maillage entre acteurs du champ du soin et de l'urgence sociale dans le but de faciliter les pratiques d'accompagnement.

Des temps de travail ouverts, intersectoriels

De nombreux acteurs locaux au-delà du Réseau social Rue Hôpital se sont mobilisés dans ces temps de réflexion : des accueils de jour, un interlocuteur de la Ville de Lyon, la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE), des Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) ...

Dans un premier temps, le groupe de travail s'est constitué autour de l'accès à l'hygiène. Cinq réunions de travail ont permis d'échanger entre professionnels des informations et des pratiques. Pour établir un état des lieux de l'existant en matière d'accès à l'hygiène sur le territoire, l'ensemble des accueils de jour ont été sondés. Une recherche documentaire a permis de repérer l'existant ailleurs. Le

Conseil Consultatif Régional des Personnes Accueillies en Rhône-Alpes a aussi été interrogé.

Pour aborder les questions de continuité des soins des personnes vivant à la rue, le profil du groupe s'est modifié. Les travailleurs sociaux et soignants des hôpitaux du territoire ont rejoint les acteurs de l'urgence sociale. Le groupe s'est réuni cinq fois. Ses réflexions ont été enrichies par des entretiens auprès d'autres partenaires (pharmacies, Services de soins infirmiers à domicile-SSIAD ...), et auprès de quelques usagers interrogés notamment par le biais des professionnels du Samu Social, des LHSS...

Les résultats des groupes de travail

1. Dans le groupe "Accès à l'hygiène" : lors des recherches, le groupe s'est ainsi rendu compte qu'il pouvait être utile de confectionner un outil sur les lieux d'accès à l'hygiène car les informations recensées par le groupe étaient nombreuses et pouvaient être utiles aux usagers et professionnels orientant le public. L'outil a été ainsi travaillé pour être accessible à tous (simple, avec pictogrammes), et une mise à jour régulière a été pensée, notamment en période estivale et hivernale où les horaires des structures changent. Le résultat :

Accès à l'hygiène LYON - VILLEURBANNE hiver 2018-19									
		Horaires	Douches	Coiffeur	Lave-linge	Sèche-linge	Vestiaire	Bagagerie	Transport en commun
Public	Jour d'ouverture								
Accueil spécifique	L M Me J V S D								
BAINS DOUCHES 13 rue S. Delessert Lyon 7 ^e 04 78 72 69 01	Tout public ☺	L M Me J V	7h30-17h30 (dernier accès) et 1er mardi du mois fermeture 11h30	☑ (douches mais pas bâtiment)					T1 M B Debourg
LA RENCONTRE 2 rue Pelletier Lyon 4 ^e 04 72 07 86 01	Isolé(e) ☺ Couples + de 25 ans	L M Me J V	9h-13h30 ouverture d'urgence 14h30 7h en janvier et mars	☑	☑	☑	☑	☑	M C Héron
FEMME ACCUEIL "Le Béjot" - Face au 17 quai Gallioton Lyon 2 ^e 04 78 41 72 45	+ de 18 ans Permanences médicales MDH (douches pour soins)	L M Me J V L J	14h-17h30 + d'urgence 14h-17h uniquement pour soins à l'eau janvier et mars	☑			mardi (sur RDV)		M A Ampère
ORIE AJO 6 rue d'Alouagne Lyon 2 ^e 04 78 52 88 11	18 et 25 ans ☺	L Me J	13h30-16h30	☑	☑	☑			M A Ampère
ALIS 3 petite-rue des Feuillants 69001 Lyon 04 78 27 64 42	public majeur	L M Me J V	1er et 3 ^e du mois 8h30-12h30 vendredi 8h30-11h	☑ Adultes, dans le cadre d'un accompagnement (carte d'usager et mardi matin car RDV)					M A Hôtel de ville

Cet outil est diffusé régulièrement par le biais de la lettre d'information du Réseau Social Rue Hôpital diffusée mensuellement.

2. Dans le groupe "Continuité des soins" : Il a été nécessaire d'inclure lors des réunions de travail des soignants, notamment de service "portes d'entrée" comme les urgences, afin de croiser les regards sur les difficultés rencontrées. Il s'agissait aussi de comprendre les positionnements et contraintes des professionnels de santé selon leurs missions respectives.

Il a été notamment repéré que la méconnaissance entre partenaires contribuait à ce que le travail de coordination des acteurs autour de situations soit parfois difficile. Toutefois certains dispositifs passerelles entre secteurs sanitaires et sociaux tels que les PASS ou équipes mobiles de psychiatrie précarité peuvent permettre de réduire l'incompréhension entre professionnels.

Les groupes de travail transversaux tels qu'organisés pour ces deux dossiers ont contribué à ce que les acteurs de différents champs et différentes structures puissent échanger autour de leurs pratiques. Cela permet, on peut le supposer, de réduire les incompréhensions, de comprendre les limites du travail de chacun, afin de tendre à une culture commune.

Le témoignage des usagers a été essentiel pour comprendre au-delà des interprétations des professionnels, les difficultés qu'ils rencontraient dans l'accès aux dispositifs. Les usagers ont entre autres pu relever le fait que les outils n'étaient parfois pas faciles à trouver (par exemple : « il serait souhaitable qu'il puisse y avoir un Guide d'urgence et de Solidarité dans les gares » ; « il serait souhaitable que les horaires

d'ouvertures des lieux d'accès à l'hygiène soient ouverts plus tôt et plus tard le soir pour permettre un meilleur accès... »).

Au-delà des temps d'échanges entre partenaires permettant de mettre en exergue les bénéfices du travail de coordination des acteurs, les professionnels des groupes ne perdent pas de vue leur enjeu : améliorer l'accès aux dispositifs des publics qui en sont les plus éloignés. Ainsi la diffusion des deux dossiers a pour objectif de contribuer à travailler ces sujets. Les différentes pistes d'amélioration abordées ont été schématisées ci-après.

Les propositions pour un meilleur accès à l'hygiène et une meilleure continuité des soins des publics



- Propositions pour tous les publics précaires
- Propositions « focus » pour les personnes dépendantes
- Propositions transversales pour la circulation des informations

Les dossiers et leur impact

Les dossiers ont ainsi été diffusés aux institutions de référence ARS et DRDJSCS afin d'alimenter leurs réflexions, notamment pour ce qui concerne le Projet Régional pour l'Accès à la Prévention et aux Soins des plus démunis (PRAPS), ou encore des groupes de travail émanant de remontées de terrain sur les questions de santé précarité ("handicap et vieillissement des publics" par exemple).

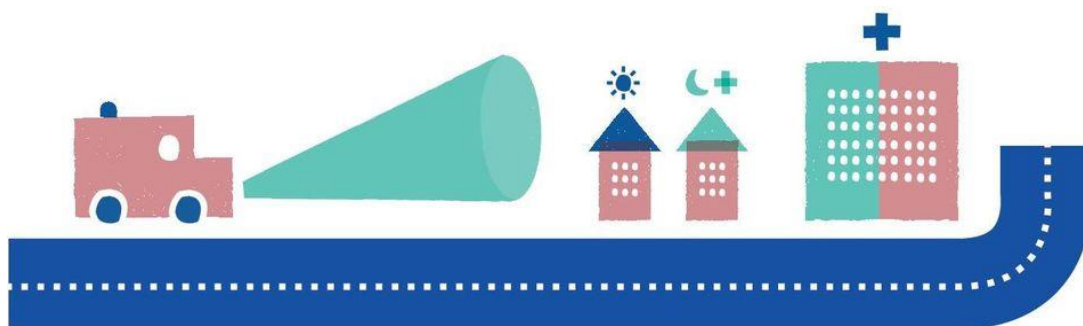
Les dossiers ont aussi pu être diffusés à des partenaires intéressés par ces sujets, lors de rencontres partenariales ou comme support de formation / sensibilisation de partenaires, ou enfin à des acteurs portant des projets dans ces domaines (un projet d'accès à l'hygiène vestimentaire est en cours de réflexion actuellement).

Le RSRH continue la diffusion et la mise à jour régulière des outils élaborés dans ce cadre de travail :

- ▶ Un tableau répertoriant la liste des PASS du Rhône avec des infos pratiques.
- ▶ Un tableau répertoriant les lieux d'accès à l'hygiène sur la Métropole de Lyon.
- ▶ Un tableau répertoriant les lieux de soins avec hébergement pour les publics en situation de grande précarité sur le territoire de la Métropole de Lyon.

Pour compléter le sujet, d'autres outils sont créés par des partenaires en rapport avec la thématique abordée dans ces groupes :

- ▶ Un tableau de distribution d'aides alimentaires sur le territoire de la Métropole de Lyon (document inter associatif).
- ▶ Un guide d'Urgence et de Solidarité (GUS) ; une carte interactive des points d'eau sur le territoire de la Métropole de Lyon (Ville de Lyon).



2.

FAIRE RIMER JEUNESSE

AVEC POSSIBLES

PLUTÔT

QU'AVEC GALÈRE

Alors qu'un discours sur une jeunesse passive, pas engagée, une génération zapping, etc., se répand, de nombreux signaux montrent au contraire une jeunesse qui, malgré des difficultés multiples et réelles, essaie de construire sa vie et espère être utile à la construction d'une société qui tienne ses engagements.

Les jeunes rencontrés ici ont déjà vu de nombreuses portes se fermer. Beaucoup d'entre eux n'ont pas les clés pour comprendre le monde dans lequel ils doivent pourtant évoluer : de ce fait, leurs efforts, souvent réels, sont vains et surtout invisibles puisque sans résultats. Ouvrir des portes, rendre visibles et reconnaître ces efforts, créer les conditions d'une exigence réciproque, développer ensemble des capacités d'agir, voilà ce que tentent les expériences relatées ici.

S'ENGAGER EN SERVICE CIVIQUE
DANS SON ACCUEIL DE JOUR

RETOURS D'EXPÉRIENCE 50

EMPLOI DES JEUNES : ET SI NOUS NOUS
METTIIONS ENSEMBLE, JEUNES,
PROFESSIONNELS, ENTREPRISES, POUR
TROUVER DE NOUVELLES IDÉES ?

TRAVAUX DE LA MRIE 59

LES EMPLOIS D'AVENIR À VILLEURBANNE,
RELECTURES D'EXPÉRIENCES PAR DES JEUNES
EN POSTE

ETUDE DE LA MRIE 62

L'INFORMATION JEUNESSE EN MILIEU RURAL,
METTRE DES VALEURS EN ACTION

RETOURS D'EXPÉRIENCE 63

L'ENGAGEMENT CHEZ LES JEUNES EN
PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE
EN TERRITOIRES RURAUX :
QUE METTENT-ILS EN GAGE ?

ETUDE DE LA MRIE 71

GRANDIR DANS UN QUARTIER POPULAIRE :
QUAND L'ACCÈS AUX DROITS PARAÎT PERDU
D'AVANCE...

RÉFLEXION-ACTION 72



S'ENGAGER EN SERVICE CIVIQUE DANS SON ACCUEIL DE JOUR

RETOUR D'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME SERVICE CIVIQUE DE POINT D'EAU À GRENOBLE

Damien, Marie, Jack, Tonio, Joe et Manon

Contact : Manon Gatto, Chargée du programme Service Civique à Point d'Eau
pointdeau.jeunes@gmail.com

Depuis septembre 2017, des personnes se sont engagées en service civique à Point d'eau, l'accueil de jour qu'elles fréquentaient auparavant comme "accueillies". Damien, Marie, Jack, Tonio, Joe et leur coordinatrice Manon racontent cette expérience : pourquoi, quand on est dans une situation de galère, de rupture, de rue, "dans la zone", s'engager en service civique dans un lieu que l'on connaît en tant qu' "accueilli" ? Qu'est-ce que ça change, pour eux, pour l'accueil de jour ?

La genèse de l'idée

L'idée de proposer des services civiques était discutée depuis janvier 2017, elle est née de plusieurs constats que faisaient les membres de l'équipe salariée de Point d'eau :

- ▶ Un grand nombre de jeunes à la rue fréquentent le "fond de la cour" de l'accueil de jour, souvent avec un chien, souvent français et françaises, plutôt jeunes (entre 16 et 25 ans), parfois très tôt à la rue, vite exposés à des produits (polytoxicomanie).
- ▶ Peu de dispositifs existent pour ces jeunes. Ceux qui existent ne conviennent pas forcément (ex : la garantie jeune), leur cadre est souvent questionné et interrompu pour cause de vie à la rue.
- ▶ Avant 25 ans, un revenu stable possible est celui du service civique.
- ▶ Le contexte de Point d'eau pourrait être adéquat pour tenter l'expérience d'un service civique : l'accueil est inconditionnel, avec un cadre souple. Le lieu joue parfois le rôle d'intermédiaire ouvert sur son environnement (celui de l'urgence mais pas seulement) pour sortir de la rue.

Un poste de "chargée d'équipe et de projet" a été créé et Manon a été embauchée en juin 2017. De juin à septembre, l'équipe s'est demandée comment créer ces services civiques, sur quelles missions ; comment en parler aux publics qu'on accueille à Point d'eau, aux jeunes, entre nous, aux partenaires...

Le choix de recruter régulièrement, avec pour seul critère la ponctualité

Pour recruter plusieurs canaux ont été utilisés : une réunion d'information, un happening pendant une ouverture avec un jeu de questions réponses, des affiches, et puis le bouche à oreille. En septembre 2017 trois personnes, qui venaient déjà à Point d'eau, se sont présentées à un rendez-vous pour un entretien et ont toutes été recrutées en service civique pour huit mois. Une lettre de motivation était demandée, tous ne l'ont pas écrite mais finalement la lettre n'a pas été un critère déterminant et n'a plus été demandée par la suite. L'équipe a décidé d'un rythme d'une session de recrutement tous les quatre mois. A la session suivante trois des cinq candidats qui se sont présentés ont été pris. Ils savaient que le critère pour être retenu était la ponctualité : c'est la présence physique qui compte, être là aux permanences de Point d'eau.

Qu'est-ce qui donne envie de s'engager en service civique à Point d'eau ?

« Tu peux le faire ! »

Cette expérience est tentée dans un lieu familial et avec des personnes, à la fois dans l'équipe d'accueil et parmi les personnes accueillies, déjà connues. C'est à la fois un avantage et une prise de risque. Il est rassurant d'avoir déjà une place : *« En fait j'ai eu le service civique mais j'étais sur une garantie jeune. Et je me suis dit un service civique au Point d'eau, je connais tout le monde, les éduc me connaissent, et je serai peut-être plus à l'aise. »*. Le fait que le lien soit déjà présent entre l'équipe salariée et les jeunes a parfois été déterminant pour motiver l'engagement : des membres de l'équipe, d'autres jeunes ont invité et insisté. *« On est venu me chercher par la main. On m'a dit "il y a ça, vraiment tu es légitime à postuler, tu peux le faire !" . Il y a une éduc' qui m'avait rassurée dans l'idée que je pouvais m'en sortir. C'est un peu toute l'équipe de Point d'eau qui m'a dit "mais grave, viens". Et puis après Manon elle m'a appelée plein de fois pour dire "oublie pas, oublie pas", et*

heureusement qu'elle est venue me chercher. Parce que je pense que si on me l'avait juste proposé et c'est tout, j'aurais peut-être pas eu le courage de me dire toute seule "bon allez, je vais mettre le nez là-dedans". »

Mais changer de rôle dans un lieu déjà connu, c'est aussi prendre un risque, celui de ne plus être regardé de la même façon en s'impliquant davantage et différemment, de ne plus avoir le choix de venir seulement quand on le souhaite : *« déjà en allant là-bas j'avais ma place d'accueillie, mais c'est même pas encore quelque chose où je me sentais encore très très bien. Je me suis dit : si je travaille là-bas, je vais voir tout le monde tout le temps et je vais être visible ! Alors que des fois j'arrivais, je rentrais même pas dans le Point d'eau. Je faisais une activité, je disais bonjour à deux trois potes dehors, et puis je repartais. J'avais le choix en fait ! »*

« Pour m'en sortir. Un peu comme si c'était un tremplin dans ma vie »

Plusieurs jeunes ont souhaité sortir d'une situation difficile, d'une période d'inaction, ou bien simplement faire une expérience et essayer quelque chose de nouveau.

« Je me suis dit au point où j'en suis, ça fait déjà six ans que j'ai rien fait de ma vie, donc je me suis dit il faut essayer, qui tente rien n'a rien. Peu importe le challenge, peu importe ce que tu dois faire, "force et honneur" ! »

« De mes 18 à 24 ans j'ai fait pour ainsi dire pas grand-chose. Ce qui m'a permis de tenir c'est les associations dans lesquelles j'allais, j'avais du pain et puis je faisais un peu la manche et ça me faisait mon complément. »

Apprendre pour la suite, en partant de ce qu'on ne savait pas

Certains avaient pour attente d'acquérir de nouvelles compétences personnelles, de faire des découvertes utiles pour plus tard : mieux se débrouiller avec l'administratif, participer à un fonctionnement d'équipe alors qu'on était isolé, faire de cet engagement un atout sur son CV.

« J'étais pressé pour découvrir plein de choses pour ma vie aussi. J'ai jamais été débrouillard dans tout ce qui est papiers, aides... J'ai passé un moment à la rue quand même, et j'aurais dû faire ma demande de logement social sans attendre le service civique, dès que je suis tombé à la rue. J'étais au courant mais les papiers et moi, ça fait quatorze. »

« Et pour mieux connaître comment on peut évoluer ensemble. En fait c'est la

rue qui m'a fait m'isoler beaucoup. Je voulais pas tomber dans la rue, ceux qui font la manche. Enfin c'est pas que je différencie, mais je voulais pas en arriver là. Mais j'étais quand même SDF parce que j'avais pas de logement. Alors je me suis un peu recroquevillé sur moi-même, et j'étais assez seul et aigri avant de rentrer dans le service civique, parce que j'étais assez dur. »

« Accueillir comme on aurait aimé être accueilli »

Accueillir, aider à son tour, en sachant ce que ça implique pour l'avoir vécu soi-même, fait aussi partie des attentes. Il s'agit de contribuer aux missions de l'accueil de jour : accueillir de manière inconditionnelle, prendre soin des personnes à travers plusieurs espaces et services : une cour et un intérieur conviviaux, des douches et de quoi laver son linge... Quand on l'a vécu soi-même, on sait qu'on n'est pas forcément à l'aise quand on est à la place de l'"accueilli", et qu'avancer prend du temps : *« des fois dans ma vie j'ai mis un ou deux ans à comprendre des choses, donc en huit mois si déjà j'arrive à aider une ou deux personnes c'est déjà un beau progrès. Tout dépend des difficultés qu'ils ont. »*

La durée et l'indemnité du service civique

Ce qui a aussi motivé les volontaires, c'est la durée limitée de l'engagement : *« huit mois, pas plus »*, et la perspective d'avoir un revenu régulier, étant donnés les revenus instables ou limités qu'ils avaient : *« Le manque de sous ! Quand t'as moins de 25 ans t'as le droit à quoi à part que dale ? »*

Mais que font-ils ?

Les rôles : convivialité, organisation, mais aussi parfois médiation

Les volontaires en service civique à Point d'eau participent avec l'équipe de salariés et les bénévoles à l'accueil des personnes pendant les permanences (le lieu est ouvert tous les matins du lundi au vendredi et le lundi après-midi), contribuent aux différents services proposés (boîte postale, douche...), enrichissent cet accueil d'animations et de jeux : c'est le "rôle de convivialité".

Quelques exemples :

- ▶ « Je me suis restreinte à ce que j'aime faire à Point d'Eau donc je suis vachement plus sur l'accueil et la convivialité, et je m'intéresse plus à rencontrer d'autres personnes et à faire un peu un lien chouette. »
- ▶ « La dernière fois j'ai fait un accompagnement physique, j'ai bien aimé. Ça fait mieux connaître le public. »
- ▶ « La convivialité, les animations, ça peut être des jeux, des dessins, des sorties, organiser un tournoi de ping-pong, du poker... Il y en a qui se prévoient à l'avance parce que ça peut être sur le long terme, mais ça peut être hyper ponctuel aussi. Je me souviens avoir fait une animation dessin parce que la veille il y avait eu pas mal de tensions et qu'on avait vu quand on avait déjà fait d'autres animations de dessins que c'était hyper calme. »
- ▶ « On a un Algeco dans la cour du Point d'eau, et on a fait appel à un graffeur pour qu'il nous fasse une fresque, qu'on va faire aussi avec les accueillis. »

L'une des missions est celle de développer des actions de réduction des risques¹³. Deux volontaires ont participé à l'organisation de *Parlons Conso*, un événement de sensibilisation et de réduction des risques sur les hépatites, les conduites addictives...

« On a travaillé avec Prométhée, Aides, le PoPS¹⁴. On a été rencontrer plein de partenaires de la santé, pas forcément partenaires mais qui étaient liés au médico-social : les structures style CeGIDD, le centre de soin Abbé Grégoire... On a réussi à créer un événement qui a duré une demi-journée, avec des dépistages, des présentations de matériel. Ça a bien marché et là on va en refaire un justement, ça va être plus axé hépatites, ils prennent du temps pour nous former. »

Avoir connu une situation de vie à la rue ou des galères similaires à d'autres accueillis, se côtoyer à l'extérieur de Point d'eau, tout cela crée parfois une place, des rôles particuliers propres à ceux qui ont une expérience du vécu. Par exemple, un rôle de médiation : « la moitié du public de Point d'Eau on le connaît quand même très bien, donc on se permet aussi de parler avec eux en dehors de Point d'eau. Donc quand il y a des choses qui concernent Point d'eau on le fait aussi remonter d'une façon dont ils ne seraient pas forcément aptes à le faire, ou ils n'ont pas le temps. »

13. Cette démarche vise à limiter les risques liés à la consommation de substances psychoactives. (Mildeca)

14. Prométhée-Alpes-Réseau est une association qui lutte contre les hépatites virales, tout comme Aides qui est aussi investie dans la lutte contre le VIH. Le PoPS ou Point Précarité Santé est un service de l'association grenobloise l'Oiseau Bleu qui favorise l'accès à la santé des personnes en situation de précarité.

Le fonctionnement : collectif, avec le soutien quotidien d'une salariée et un accompagnement social à l'extérieur

Des binômes éducateurs-services civiques ont été mis en place pour que chacun puisse être responsable d'un service, avec un système de rotation chaque mois. Par exemple, le service "bénévoles" consiste à préparer et animer la réunion des bénévoles, et également prêter attention au lien avec les bénévoles, le renforcer en étant attentif pendant les permanences... Être responsable, c'est-à-dire : ne pas tout faire, mais en être garant, "faire en sorte que ça ne passe pas à la trappe".

Les jeunes en service civique sont intégrés à l'équipe mais ont aussi leurs temps dédiés. A la fin de chaque permanence, un debrief réunit les salariés, bénévoles et volontaires en service civique, pour faire le point sur la journée. Une réunion a lieu à l'extérieur de Point d'eau tous les jeudis entre services civiques, animée par la salariée "chargée de programme service civique" pour s'organiser ou faire des exercices de coopération.

La salariée appuie quotidiennement les jeunes, pour faire émerger les désirs et

envies des volontaires et des actions en lien avec ces désirs et envies, établir des liens avec les partenaires, assurer la logistique. Elle a aussi pour tâches l'administratif, l'évaluation (où tu en es dans ton service civique, tes projets), faire les plannings, prévoir des temps avec les services civiques et avec l'équipe plus large (par exemple, une réflexion sur l'insertion des jeunes. Elle fait également le lien avec Point Accueil Jeune (PAJ) pour l'accompagnement social : *« il est important que ce ne soit pas Point d'eau qui accompagne ces jeunes »*.

Chaque volontaire est accompagné par le PAJ pour ses questions quotidiennes comme pour réfléchir à l'après-service civique. Ils y trouvent une vraie écoute, une souplesse dans les relations : *« il y a eu parfois des rendez-vous où je suis allé, où j'avais fait ce que j'avais à faire en cinq minutes. Comme on prévoit à peu près une heure par personne, ça m'est arrivé de passer parfois trente minutes à causer et à vider mon sac, et tu as quelqu'un qui t'écoute. C'est pas genre il t'écoute et il regarde ailleurs ou il est sur son téléphone ! C'était agréable. »*. C'est aussi un moment pour *« décharger ce qu'on porte à Point d'eau »*.

Des changements, à la fois pour celles et ceux qui s'engagent, et pour les structures impliquées

« Ce qui a pas mal changé aussi c'est pas forcément de travailler à Point d'eau, mais c'est de travailler tout court »

L'engagement en service civique est d'abord un changement de rythme

dans le quotidien : *« Au début je faisais plein de choses et je faisais rien avant. »* *« C'est le temps de se remettre dedans, c'est surtout ça. Se lever le matin, aller tous les matins à Point d'eau. Au début j'avais du mal. C'est qu'on a fait plein de choses directement, on a été mis dans le bain tout de suite. »*

Le service civique est l'occasion d'élargir le cercle des personnes connues parmi les personnes accueillies dans l'accueil de jour, mais aussi de trouver peu à peu sa place dans une équipe pluridisciplinaire constituée de salariés travailleurs sociaux ou non, de stagiaires, de bénévoles, pour travailler ensemble.

« Je me sentais vraiment en insécurité au début du service civique, à rester vraiment qu'avec des personnes que je connaissais. (...) J'ai trouvé ça un peu long pour moi de m'intégrer dans une équipe, de trouver ma place, que tout le monde ait la sienne. De repérer déjà qui fait quoi, et qui porte un peu plus un projet ou un autre, c'est ce qui m'a gênée au début. Les réunions d'équipe je trouvais ça bizarre ! »

Le moment de l'organisation de l'événement *Parlons conso* a demandé tout un travail de communication dans d'autres structures : des centres de soin, d'autres accueils de jour par exemple. Ces nouvelles connaissances sont utiles pour soi et pour d'autres : *« Même si on n'est que services civiques, il y a quand même pas mal d'accueillis qui viennent nous dire "j'ai ça comme problème", ils nous ont repérés comme personnes qui travaillent là. Je pense que certains accueillis ne font pas trop la différence entre services civiques, éducateurs et bénévoles quoi, du coup des fois on peut orienter. Avant on était là, "t'as mal là, moi aussi, mais quelle galère !". Maintenant on peut dire "ben tiens, juste à côté il y a la PASS" [permanence d'accès aux soins de santé]. »*

Deux personnes ont aussi remarqué que leur langage a évolué malgré elles, vers une posture plus professionnelle, ce qui change les relations qu'elles avaient avant d'être en service civique. *« Il y a des manières de parler où tu te permettras un peu plus l'argot, ou peut-être un langage un petit peu plus familier, mais tu ne peux pas non plus te permettre de t'énerver contre quelqu'un. Il y a une limite à ne pas franchir. En temps normal en tant qu'accueilli je me serais permis de franchir la limite sans problème. » « Je suis au cœur d'une tension, que je me dis que je peux régler parce que c'est deux personnes que je connais, c'est des amis. Avant je me serais mise en position de force, hyper vulgaire, mettre une baffes ou deux, et maintenant je dis "il y a d'autres façons de faire", j'appelle un éducateur, ou on en parle en debrief des trucs qui pèsent un peu. »*

« Je me vois, on dirait un éducateur quand il venait nous parler quand j'étais là... c'est un peu déroutant quoi. Et puis moi j'ai changé dans ma manière de parler, et dans plein de choses. Donc quand je vais voir quelqu'un, on parle en tant que potes puis à un moment donné vient la question, "et t'en es où ?" Il me semblait que t'avais fait ça, tu en es où dans cette démarche-là ?", et puis je fais "oh merde, en plus j'ai même pas envie de savoir", mais c'est devenu un peu un automatisme. »

Le fait d'avoir un contrat, avec un rythme de travail et surtout une indemnité mensuelle, a eu pour certains la conséquence d'un grand changement de leur réseau amical personnel. Avoir une indemnité quand ses camarades font toujours la manche, avoir un logement quand certains sont toujours à la rue, avoir une activité quand d'autres peinent à se projeter, être engagé alors que les autres restent accueillis, cela modifie parfois des relations qui étaient quotidiennes et amicales auparavant : « D'avoir un salaire, des choses comme ça, on vient vachement plus me solliciter pour de l'argent que pour un "salut ça va". Du coup, je dirais même que j'ai fait un tri complet : je côtoie encore Damien parce qu'on bosse ensemble, puis encore deux trois personnes, sinon, plus personne ». « Il y en a qui ont pris carrément leurs aises, ça arrive à Point d'eau et c'est limite [claquement de doigts] t'as pas un petit café, tiens branche moi mon tél, même pas de "s'il te plaît", pas de "bonjour", rien. (...) Voilà, j'ai un peu arrêté de côtoyer les gens. Après il y en a toujours que je suis ravie de revoir et tout, mais c'est vrai que ça a quand même changé quelque chose. ». Pour certains ce service civique fait changer le cercle des connaissances, quitter quelques amis de la rue, se couper d'un réseau pour en trouver un autre, différent. Dans le même temps c'est un changement de rôle mais c'est toujours le même monde que l'on côtoie : « Je suis dehors je suis avec les gens de la zone, je suis dedans je suis avec les gens de la zone. Ça change pas grand-chose. Après, il y a plein de gens à qui je dis juste bonjour et c'est tout. Il y a certaines personnes avec qui je suis toujours, et d'autres... ça a cassé un peu le truc. »

« Il y en a qui ont dit qu'ils préféreraient venir depuis qu'on avait commencé le service civique. »

La présence et les initiatives des jeunes enrichissent l'accueil. Ils font connaître à l'extérieur le lieu et les actions qui y sont faites, ils accueillent à partir de leur propre expérience en tant qu'accueilli : « Moi j'ai déjà réussi à ramener des gens qui avaient plus trop envie de venir, ou qui n'en sentaient pas le besoin. En fait ça dépend aussi l'image de Point d'eau de la personne, il y a vraiment la personne qui vient pour les services, pour prendre une douche ou faire une machine, et puis il y en a plein qui viennent pour le lien en fait, pas rester tout seul dehors », ils prêtent attention à la convivialité du lieu par leurs animations et discussions informelles.

L'arrivée et l'intégration des jeunes en service civique a bousculé le cadre prévu a priori par Point d'eau : l'organisation du temps et les missions ont dû être peu à peu ajustées aux envies, capacités mais aussi difficultés de chacun. Le lien avec l'équipe et les bénévoles a été formalisé avec par exemple la création des binômes. Toutefois il ne semble pas que le cadre général de l'association ait été bouleversé dans sa structure, même si l'expérimentation du "programme services civiques" a pu faire se poser des questions de fond sur les places respectives des personnes accueillies, des salariés, bénévoles et l'éventail des rôles que l'on rend possibles pour eux. Le travail d'adaptation des jeunes au cadre existant (rythme de travail, tâches, langage ...) a sans doute été plus conséquent, avec l'appui quotidien de la coordinatrice des services civiques recrutée spécialement pour cela.

Hors de Point d'eau, le rôle du PAJ a lui aussi évolué au fil des premiers contrats de service civique, offrant un accompagnement différent de la vision négative qu'en avaient les jeunes : « On leur a dit, et ils ont un peu affiné ce qu'ils pouvaient faire avec nous. (...) Ça a bien changé, pour eux comme pour nous. Au début du service civique on avait des temps au PAJ qui étaient "il faut remettre tous les papiers à jour, il faut faire sa demande de logement, il faut

faire...". Ça s'est transformé en "qu'est-ce que vous avez envie de faire ? Et si vous avez rien envie de faire on va quand même boire un café" (...). Les deux éducatrices qui nous reçoivent veulent bien accueillir toutes sortes de moments, qu'on crée ensemble. Il y en a même une qui m'a accompagnée aux impôts, elle fait plein de trucs avec moi que je pensais même pas que c'était possible, et c'était super bien quand même. »

Mais alors, qu'est-ce que ça fait bouger de travailler avec ses « pairs », d'utiliser son expérience vécue ?

Est-ce que c'est comme du "travail pair" ?

Au début du projet l'équipe de Point d'eau parlait de "services civiques pairs", mais elle est revenue sur ce terme. En effet il semble qu'on ne peut pas dire que les personnes en service civique à Point d'eau sont embauchées au titre d'un savoir expérientiel¹⁵ : elles ont un certain recul sur leur expérience à la rue, mais n'ont pas toutes entamé la démarche qui consiste à transformer ce vécu en posture et expérience de nature professionnelle. « On peut dire plutôt qu'elles sont dans une situation et qu'elles ont envie de sortir de cette situation. Ça ressemblerait plus à de l'"insertion" même si on n'aime pas trop ce mot, avec une valorisation des compétences de chacun et chacune, une prise de recul sur l'expérience qu'on a eue, un rythme de travail, un nouvel environnement, une nouvelle posture. Par exemple une des personnes en service civique lorgne sur les postes de travail pair mais il y en a d'autres à qui ça ne parle pas. D'autres ont envie d'être embauchées mais pas sur le lien avec la rue. ».

Par ailleurs le cadre du service civique est un dispositif d'Etat spécifique, où il n'y a normalement pas de rapport hiérarchique avec les salariés, ni d'horizontalité puisque ce ne sont

pas les mêmes places : on n'est pas comme dans le travail pair dans une complémentarité entre salariés qui s'appuient, les uns comme les autres, sur des savoirs expérientiels et professionnels. Là, les places sont tout de même différentes, c'est un contrat de volontariat avec un salarié référent.

Malgré tout on se trouve dans un entre deux, il y a quelques similitudes avec une forme de travail pair :

► Être au quotidien avec ses pairs, les personnes accueillies dans le lieu comme les comparses de service civique. « L'avantage qu'on a c'est qu'avant d'être "en groupe" services civiques, on faisait pas partie déjà du même collectif mais un petit peu quand même. On a un petit avantage parce qu'en termes d'entente dans l'équipe, on se connaît déjà mutuellement dans notre vie privée. Du coup d'un point de vue professionnel, c'est plus facile de communiquer entre nous (...) et même avec les accueillis. Ça nous offre un petit avantage. On peut se permettre d'accueillir les gens comme on aurait aimé être accueillis quand on était accueillis. » ;

¹⁵. Sur le travail-pair, lire Produire du changement en accompagnant le développement du travail pair, p.24

- ▶ S'appuyer, par moments, avec du recul, sur son vécu de "la zone" : pour essayer des médiations, pour inviter à venir de façon plus adaptée, pour intervenir dans les conflits d'une autre manière ;
- ▶ Tout cela apporte des questionnements qui existent aussi dans le travail pair : le rapport vie privée/vie publique, comment tirer de son vécu une "posture professionnelle".

Même si ses débuts sont récents, il semble qu'on peut dire que cette expérience tentée par Point d'eau permet parfois aux jeunes qui s'y essaient de prendre du recul par rapport

à leur vécu "de la zone", et dans le même temps d'en sortir par moments, de fait, en étendant les cercles de connaissance, en découvrant et en valorisant des compétences anciennes et nouvelles. Cela peut ouvrir des perspectives pour (ré)concilier des vécus, des compétences, des entourages variés : « *Pour l'instant ma vie ça se résume un peu à Point d'eau, mais c'est pour ça que j'aurais vraiment envie d'utiliser, de me servir de ce que je fais à Point d'eau pour trouver autre chose derrière, et quitter un peu tout ça et voir après si je peux pas revenir, avec mes potes boire une bière à Point d'eau, ou fumer une clope avec les collègues...* ».

Point d'eau

C'est une association qui a ouvert en 1993 un accueil de jour du même nom pour les personnes en grande précarité, à Grenoble et ses alentours. On y trouve une buanderie, des douches, une bagagerie, un salon, coin café et bibliothèque, une cour extérieure. C'est un lieu pour se poser, échanger avec d'autres, trouver un accompagnement social, s'investir dans des projets collectifs. Point d'eau est agréé comme Boutique de solidarité de la Fondation Abbé Pierre. ■



EMPLOI DES JEUNES

ET SI NOUS NOUS METTIONS ENSEMBLE, JEUNES, PROFESSIONNELS, ENTREPRISES, POUR TROUVER DE NOUVELLES IDÉES ?



Coordination :
Laurence Potié, MRIE

En 2016 le conseil Départemental de l'Isère, territoire du roussillonnais, demande à la MRIE, dans le cadre de la Conférence territoriale des solidarités, d'animer une réflexion¹⁶ sur l'emploi des jeunes en impliquant des jeunes concernés par les difficultés d'emploi. En effet, certains d'entre eux restent sur le bord de la route malgré les dispositifs déployés pour les soutenir, et malgré l'emploi disponible sur le territoire. Dès le départ, il est convenu que de cette réflexion collective découlera une expérimentation afin que les résultats de ce travail soient concrétisés.

Les structures partenaires (Mission Locale et Prévenir) mobilisent un groupe de jeunes :

Tu es jeune et ... tu as l'expérience de la galère pour trouver du travail

D'autres ont les mêmes galères que toi. Et nous professionnels **on sent que notre action habituelle a des limites** et qu'on n'arrive pas à t'accompagner jusqu'à l'emploi.

On a besoin de toi pour réfléchir avec nous et imaginer des actions nouvelles qui permettent à des jeunes qui galèrent pour trouver un travail de mieux y arriver.

On va aussi réfléchir avec des entreprises. L'objectif ce n'est pas de te trouver du travail à toi, mais de **trouver de nouvelles manières d'accompagner des jeunes en galère jusqu'à l'emploi et d'y arriver vraiment.** Ensuite, on va tester ensemble ces nouvelles propositions pour voir si ça marche. ■

¹⁶. Un comité technique se met en place avec le Conseil départemental et des partenaires : l'association Prévenir (éducateurs de prévention), la Mission Locale, la Mrie, ...

La Mission locale mobilise des entreprises partenaires :

« Sur notre territoire il y a des jeunes qui malgré leur volonté n'arrivent pas à trouver d'emploi. Or nous avons tous intérêt à ce que ces jeunes ne décrochent pas complètement du système. Nous vous proposons donc de nous rejoindre, jeunes et institutions concernées, pour inventer ensemble de nouvelles manières de faire qui permettent à ces jeunes d'accéder et de tenir dans l'emploi. Quelles conditions faut-il créer ? Comment créer les sécurités dont on a besoin, nous entreprises, et dont ils ont besoin eux, jeunes ? »

Et les partenaires du projet mobilisent un groupe de professionnels en charge de l'accompagnement des jeunes.

Partir de la réflexion et des constats des jeunes

Un premier travail se fait avec le groupe de jeunes lors de deux rencontres, à partir de leur expérience. Leur réflexion est ensuite présentée aux entreprises et aux professionnels. Ceux-ci soulignent ce qui les marque, les problèmes mis en lumière par les jeunes, les questions que cela leur pose et réfléchissent à ce qu'il faudrait faire pour remédier à ces difficultés.

Ce que les jeunes ont pu mettre en lumière, entre autres, c'est que lorsqu'ils ont des expériences de travail, ce sont des "petits boulots" sur de courtes missions ; ils n'ont pas le temps de progresser et par conséquent ne voient jamais leurs progrès. Ils ont l'impression chaque fois qu'ils trouvent un travail de revenir à la case départ. De plus, dans les travaux qu'ils ont pu faire, l'apprentissage (le fait d'apprendre) est invisible, pas valorisé. Par conséquent, soit ils ne voient pas de différence entre ce qu'ils font et ce que font les plus expérimentés et se sentent donc exploités ; soit leurs efforts ne sont pas vus et ils se sentent mal aimés, mal considérés. Le manque de reconnaissance contribue au manque de confiance en soi. Ils soulignent également l'ennui lorsqu'ils ne travaillent pas, ce qui représente la majeure partie du temps pour la plupart d'entre eux, l'impression d'être inutile, le stress, l'angoisse. Ceci les pousse petit à petit vers une désociabilisation. Quand la plus grande partie de sa vie c'est du vide : comment faire pour ne pas se décourager ?

Ces quelques points, échantillon du travail des jeunes, ont amené les professionnels et entreprises à se poser des questions sur la manière dont les jeunes sont accompagnés pour relire leur expérience, voire même s'ils le sont. Ou bien s'ils la lisent seulement à travers l'injonction "si on veut, on peut". Ils ont souligné combien il leur semblait important que ces jeunes puissent se rendre compte que tout métier nécessite des compétences à acquérir, et qu'ils soient en lien avec des personnes qui les voient progresser.

Ces personnes pourraient les aider à rendre visible ce qu'ils savent faire et ce qu'ils ne savent pas, leur donner à voir des étapes de progression. Pour lutter contre l'ennui et le sentiment d'inutilité, il faudrait qu'ils puissent s'impliquer dans la durée dans quelque chose qu'ils aiment et qu'ils puissent faire.

Faire des propositions et en expérimenter une

Ces réflexions (dont nous ne vous avons présenté qu'un extrait) ont amené professionnels et entreprises à émettre des propositions qui seront priorisées et amendées par les jeunes. Enfin, jeunes, employeurs et professionnels de l'accompagnement déclinent, entre pairs puis tous ensemble, en actions concrètes, les 3 propositions retenues.

Pour l'expérimentation, une proposition sur les trois est choisie : construire avec les jeunes un service bénévole, longue durée et discontinu. Il s'agit de proposer aux jeunes de s'engager bénévolement dans une association qui œuvre dans un domaine qui les attire, sur un temps choisi (une ou plusieurs demi-journée), de longue durée (engagement de 6 mois au moins). Ce sont les porteurs du projet qui cherchent les associations qui

pourraient accueillir les jeunes ; ceux-ci sont déjà en recherche d'emploi, cet engagement doit être du côté du plaisir et ne pas ajouter des contraintes de recherche qui pourraient s'apparenter à la recherche d'emploi. Les associations s'engagent à une forme de tutorat du jeune et à un point formel avec lui tous les deux mois, et les entreprises impliquées dans le projet s'engagent à faire un point avec le jeune tous les deux mois également pour travailler avec eux sur la transférabilité des compétences mises en œuvre dans cet engagement, vers l'emploi.

Enfin, afin d'expérimenter qu'en groupe on peut se serrer les coudes, partager des expériences et se motiver mutuellement, une rencontre collective de tous les jeunes impliqués dans l'expérimentation leur est proposée tous les mois.

Aujourd'hui cette expérimentation est en cours à Vienne jusqu'en Juin 2020 avec la contribution des entreprises Manpower et Vienne mobilités (impliquées depuis le départ). Les acteurs engagés dans l'expérimentation sont le Conseil départemental, l'Ecole de la deuxième chance, la Mission Locale, la Mrie et l'association Prévenir.



À découvrir, à lire, à relire, à télécharger gratuitement !



LES EMPLOIS D'AVENIR À VILLEURBANNE, RELECTURES D'EXPÉRIENCES PAR DES JEUNES EN POSTE (2017)

Depuis janvier 2018, ce dispositif national n'existe plus. Cependant, les témoignages analysés dans cette étude éclairent les vécus de jeunes engagés dans des démarches d'insertion de manière générale, il nous a donc semblé utile de partager cette étude qui conserve sa pertinence.

Engagée dans le dispositif des Emplois d'Avenir partir de 2012, la ville de Villeurbanne avait souhaité effectuer une évaluation des effets du dispositif afin d'analyser le positionnement de la collectivité. Cette évaluation relevait des interrogations de la Ville en tant qu'employeur d'insertion. En effet, Villeurbanne s'était traditionnellement positionnée comme telle, et avait poursuivi son engagement en recrutant 146 personnes en Emploi d'Avenir au 1er janvier 2016. Ce niveau d'embauche témoigne de l'engagement de la collectivité dans ce dispositif.

Le dispositif des Emplois d'Avenir, avait été voté par la loi du 26 octobre 2012, avait pour objectif de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans, sans emploi, avec un niveau de diplôme de niveau IV ("niveau bac") et connaissant des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. Une priorité était donnée aux jeunes domiciliés en zone urbaine sensible (ZUS) et en zone de revitalisation rurale (ZRR). Concrètement, les personnes étaient embauchées pour une durée de 1 à 3 ans par des associations, des collectivités territoriales, des entreprises, des structures d'insertion par l'activité économique.



La MRIE a accompagné cette évaluation sur les volets qualitatifs et quantitatifs par la conduite d'entretiens auprès de jeunes en Emplois d'Avenir et par un appui méthodologique et réflexif sur la mise en place d'un questionnaire auprès de l'ensemble des jeunes concernés.

Les entretiens auprès des jeunes permettent de faire apparaître trois modalités pour qualifier le contrat Emploi d'Avenir : soit comme un tremplin, soit comme une transition, soit comme une mise en attente. Trois points d'attention émergent aussi de notre lecture de ces parcours : faire entrer en cohérence les différents types d'accompagnement ; considérer de nouveaux modes d'apprentissage et de valorisation de l'expérience ; prendre en compte les acquis silencieux de l'expérience. ■

Pour + d'infos :

Sur le site de la MRIE –
rubrique Etudes thématiques
http://www.mrie.org/images/MRIE/mrie/MRIE/DOCUMENTS/ETUDES/EtudeMRIE-2017-07-Contrat_emploi_davenir.pdf



L'INFORMATION JEUNESSE EN MILIEU RURAL METTRE DES VALEURS EN ACTION

Mélanie Tessier,
informatrice jeunesse en Auvergne

Lors d'une mission volontaire en service civique, une jeune diplômée a eu l'opportunité de développer un service jeunesse. Son objectif ? Rendre une place aux jeunes et leur donner les armes nécessaires pour affronter la complexité de notre société actuelle. Voici un retour sur son expérience de quelques années.

L'émergence d'un Point Information Jeunesse (PIJ) à l'épreuve de la ruralité

Mon premier souci a été d'ancrer le projet dans le territoire. Avant la naissance ou renaissance¹⁷ du PIJ, j'ai rencontré la commission enfance-jeunesse du territoire, puis chaque maire et organisé des réunions dans toutes les communes de la communauté de commune pour écouter les demandes des habitants, et construire le projet avec eux.

Le paysage du territoire du PIJ a les caractéristiques principales de la ruralité : carence des transports en commun, disparition et inexistance des lycées, éloignement significatif de

nombreux services, etc. À titre d'exemple l'agence Pôle Emploi la plus proche se situe à environ 30 minutes en voiture du lieu d'implantation du PIJ. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le développement et le maintien d'un service jeunesse. Le territoire d'action du projet représentait environ 8 500 habitants et la part du public dit "cible" de 15 à 29 ans était d'environ 13% des habitants.

¹⁷. Un service jeunesse porté par la communauté de communes avait fermé 2 ans auparavant.

Malgré les obstacles liés à la vie en milieu rural, le territoire où j'intervenais était remarquable et remarqué sur plusieurs items : la mémoire collective attachée à son histoire authentique, son activité touristique établie et lumineuse, sa proposition hétéroclite en sport et loisirs du fait de son tissu associatif très actif, sa programmation culturelle reconnue et ...sa vie sociale ! En effet, le territoire possède un maillage non négligeable de structures et de services destinés aux habitants et notamment dans le secteur de l'enfance.

Ainsi, les besoins de garde d'enfants étaient pris en charge par les crèches, le développement de l'enfant par les centres de loisirs, etc. ...mais les jeunes ? Ceux qui se posent des questions sur leur orientation, ceux qui souhaitent partir à l'étranger, ceux qui peinent à trouver un emploi, ceux qui souhaitent entamer diverses démarches pour la première fois (logement, projet, ...), ceux qui expriment la volonté de dynamiser leur territoire... où trouvaient-ils une réponse ?

Le constat que j'ai pu poser sur ce territoire est la part significative de jeunes ni en études ni en emploi (NEET)¹⁸ que je rencontrais. Beaucoup d'entre eux multipliaient d'ailleurs les personnes, les lieux et les dispositifs ressources sans pour autant s'en sortir : pôle emploi, garantie jeune, chantiers d'insertion, etc. En effet, certains de leurs freins comme l'absence de permis ne permettaient pas l'évolution de leur situation, surtout en milieu rural.

Leur invisibilité sociale¹⁹ était telle que parfois on pouvait me demander « *mais il y a des jeunes ici ? ils font quoi ?* ». Pour le sociologue Guillaume le Blanc, la capacité de se maintenir dans l'espace public est liée aux règles sociales qui légitiment une vie ou, au contraire, la précarisent. Si on considère le travail comme une forme de participation à la société, nous comprenons facilement que l'absence de travail peut ainsi contribuer à retirer un individu de cercles de socialisation, le marginaliser et le rendre moins visible.

L'implantation d'un service dédié à la jeunesse semblait donc :

- ▶ Indispensable : afin de redonner une place à ces jeunes dans leur territoire ;
- ▶ Pertinente : pour la continuité de l'offre de services du territoire. Il semble en effet important que chaque âge de la vie puisse trouver une réponse adaptée à ses particularités.

L'information jeunesse en milieu rural n'est pas différente d'ailleurs, en théorie. Nous avons une Charte Information Jeunesse qui fait que chaque service se développe autour des mêmes valeurs et des mêmes objectifs. Toutefois, les enjeux et les problématiques sont cristallisés dans un contexte socio-économique particulier, qui doit être pris en compte et orienter le projet. C'est une des libertés que nous avons dans l'IJ : les marges de manœuvre sont importantes et nous pouvons axer le développement en fonction des besoins et des réalités de territoire.

¹⁸. Depuis 2010, les « neet » représentent un nouvel indicateur introduit par la commission européenne. Ils permettent d'identifier les jeunes de 15-29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation avec des situations diverses et des vulnérabilités parfois multiples (économiques, sociales, scolaires, ...) et des jeunes maintenus dans des situations précaires comme le volontariat.

¹⁹. En référence à l'ouvrage : le Blanc, Guillaume. *L'invisibilité sociale*. Presses Universitaires de France, 2009.

Priorité à la jeunesse : Le réseau Information Jeunesse

« Composante fondamentale de l'autonomie, de la responsabilité, de l'engagement social et de la participation citoyenne, de l'épanouissement personnel, de la lutte contre l'exclusion, de la mobilité des jeunes notamment dans le cadre européen, l'accès à l'information doit être garanti comme un véritable droit pour tous les jeunes, sans aucune discrimination. »

Charte de l'Information Jeunesse, 20 mars 2001

La fin des années 1960 a marqué un tournant important dans la prise en compte publique des jeunes et de leurs aspirations. En effet, c'est grâce à l'annonce d'un livre blanc²⁰ du Ministère de la Jeunesse et des Sports que les besoins des jeunes ont fini par atteindre les arènes publiques et ont été pris en compte les années suivantes.

Dans une période où la jeunesse étudiante arpente les rues françaises, il apparaissait parmi les revendications "le droit de savoir". Tous

les jeunes devraient posséder une égalité d'accès à l'information et les conditions nécessaires sur leur territoire pour consulter anonymement des contenus, sur tous les sujets qui les concernent.

A travers ses missions transversales et multithématiques, l'information jeunesse se démultiplie donc dans les années 1990 en différents lieux éparpillés sur le territoire français. L'IJ s'érige ainsi comme un réseau fort qui répond à une mission de service public, définie et garantie par l'Etat. ■

20. « Rapport d'enquête sur les jeunes français », connu sous le nom de « Livre blanc de la Jeunesse », réalisé par une commission présidée par René HABY, directeur du cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports.

La mission d'information : du lieu au lien

L'information : de l'identité commune d'un réseau ... à la "personnalisation"

L'information doit être accessible à tous et être amenée de manière anonyme, gratuite et fiable. Les professionnels doivent s'assurer de sa neutralité et de sa qualité. Pour moi, la règle d'or est de présenter des actions qui soient en adéquation avec les besoins et les réalités des jeunes du territoire d'intervention.

Ainsi, chaque structure d'information jeunesse possède une personnalité propre à son territoire. Personnalité ? Un mot un peu fort pour une entité qui n'est pas humaine. Pourtant ces structures vivent, elles sont animées et ont une âme co-construite avec le public : les informateurs jeunesse ont

de la marge de manœuvre pour mettre en avant certaines informations, selon leurs compétences, selon les besoins des jeunes, et selon les ressources du territoire.

Informers les jeunes, c'est aussi leur apprendre comment s'informer. Il y a donc un rapport d'éducation à l'information qui s'installe entre l'informateur jeunesse et son public. Au-delà même de l'information, ce que nous devons mettre en évidence, ce qui fait sens dans nos missions au quotidien, ce qui anime le réseau, c'est la manière dont nos actions et notre accompagnement via de l'information permet de mettre notre public en mouvement. ■

*« C'est une aide »
« Elle aide sur plein de choses »
« On peut faire des lettres de motivation, cv, préparer un oral, on a les offres de jobs d'été »*

Deux jeunes utilisateurs

L'enjeu sur le territoire où j'intervenais était donc bien de faire une place aux jeunes et de les faire exister, non pas indépendamment du reste des habitants et des acteurs, mais bien en lien avec les différentes composantes du territoire. Si aucun lieu n'est prévu pour eux, par quel intermédiaire pouvons-nous créer des liens ? Comment créer des passerelles entre le fonctionnement d'un territoire et les adultes de demain ?

« C'est un lieu de vie, on mange des gâteaux ! on passe pour prendre des nouvelles... »
« On parle de tout, on a toujours quelque chose à dire »
« On se connaît bien »
« c'est un lieu convivial »

Au fil du développement du PIJ, je me suis rendue compte que réussir une mission d'information dans un contexte rural impliquait de tisser et de prendre soin du lien qu'on entretient avec les jeunes et avec le territoire. La mission d'information vient en second seulement.

Une jeune utilisatrice du PIJ

Il faut donc arriver à "capter les jeunes". En effet, la ruralité implique une mobilité et une déambulation au sein de l'espace public très différente du milieu urbain. La plupart des habitants se déplacent en voiture et le climat ainsi que les infrastructures font que les jeunes se voient principalement chez eux. Ainsi, pour parvenir à établir ce lien, il faut "aller vers" les jeunes.

J'ai aussi fait en sorte que le lieu d'accueil favorise le lien. Je souhaitais que l'intérieur du PIJ soit un lieu agréable. Il y avait un espace café, avec des tasses, chacun se servait. Un petit recoin pour lire les dépliants qu'on n'a pas envie de lire devant tout le monde (sur la contraception, par exemple !). Des chaises confortables... Le but était que ce soit convivial, chaleureux, que l'on puisse créer des liens très simplement.

La communication est elle aussi très importante, pour entamer et prendre soin du lien avec les jeunes. J'étais très présente sur internet²¹, c'est d'autant plus important qu'il y a des problèmes de mobilité. Avec certains jeunes, on se voyait peu, mais on "chattait" beaucoup ! La page facebook du PIJ était aussi très dynamique. Mais je faisais attention de ne pas donner toutes les informations sur internet, pour que les jeunes aient toujours envie de venir au PIJ et préserver des liens "de visu".

Au-delà de la communication numérique, je soignais la communication dans le lieu. Nous créions régulièrement des affiches simples, modernes et colorées. Dans le PIJ, nous essayions de ne pas noyer les murs d'affiches, ce qui aurait rendu l'ensemble illisible : je faisais des choix, je mettais en valeurs quelques thématiques pour que ce soit clair et attrayant.

L'enjeu du lien est finalement toujours présent, même après la phase de création du PIJ lors du développement et du maintien du service. Il faut toujours penser à l'appropriation du lieu par les jeunes et à leur implication dans le fonctionnement. Dans un grand PIJ en ville, les jeunes vont et viennent, une fois sans revenir, d'autres repassent peut-être, mais il y a tant de jeunes, et un territoire si vaste à couvrir, que le PIJ ne va pas les chercher à l'extérieur. Ici, nous devons penser à faire ce lien. Tant mieux peut être ! Les jeunes étaient moins dans une posture de consommation d'information, chaque rencontre devenait un échange très personnalisé.

21. Cf. les promeneurs du net de la CAF.

"L'ouverture" du PIJ : un enjeu pour informer

Pour que nos missions s'effectuent et pour que le lien se crée, nous avons essayé d'ouvrir le PIJ dans tous les sens du terme : à tous sans limite d'âge, ouvrir les portes concrètement, aller vers, s'adapter continuellement, ouvrir l'accès aux décisions du PIJ, à l'organisation...

Comment "l'aller vers" invite à redéfinir la posture professionnelle

Comment toucher notre public ? L'information Jeunesse, comme toute structure qui accueille et accompagne du public, pose bien évidemment la question de la démarche et de la posture.

"Aller vers"... J'ai souvent entendu cette expression dans les structures du social ou les écrits concernant l'intervention sociale. Cité comme un idéal et abordé comme un concept, "l'aller vers" reste pourtant trop souvent théorisé. Même si la réflexion doit souvent s'allier à l'action pour que cette dernière soit éclairée et construite, il est important de ne pas trop théoriser nos actions et de nous laisser guider par notre humanité. En effet, il ne faut pas oublier que nous sommes dans de l'humain avant tout.

C'est à nous, professionnels, d'entamer de la manière que nous souhaitons le futur lien qui va être établi avec les jeunes. Pour ma part, je pense qu'il faut pouvoir mettre en œuvre non pas une démarche mais des démarches. "Les jeunes", ne sont pas une catégorie sociologiquement homogène, il y a autant de postures à adopter qu'il existe de jeunes sur le territoire : ce qui va marcher avec certains ne marchera peut-être pas avec d'autres. Cette réalité mène à une réelle diversité des modes d'entrée en relation et du maintien des liens.

Plutôt que de rester derrière mon bureau à attendre que mes flyers colorés fassent leur effet sur le territoire, je choisisais d'aller à la rencontre des jeunes. N'était-ce pas cela, après tout, mon travail ? Certains jeunes "traînaient" autour du bâtiment où le PIJ était implanté, sans

pour autant pénétrer les lieux : "trop institutionnels" sûrement ? S'ils ne venaient pas à moi, c'était donc à moi de venir à eux ! Fermer la porte du bureau, sortir, taper le ballon avec eux, s'intéresser à qui ils sont, ce qu'ils font et se présenter à eux en toute simplicité. Ensuite, les amener à ce lieu d'accueil et faire sentir à chaque nouveau jeune que ce lieu est le leur et non le mien.

Pour certains, cette démarche pourrait paraître banale ; mais combien de professionnels la mettent en place ? Pour ceux qui prônent à tout prix "la distance professionnelle", cette posture peut faire peur ou aller à l'encontre des règles. Je trouve personnellement amusant de constater que le premier mot qui vient à l'esprit de certains professionnels puisse être la "distance", lorsque l'on aborde l'intervention sociale et le travail humain. La prédominance de cette notion de "distance" avec cette recherche tout de même de lien semble contradictoire. Nous conceptualisons tellement nos approches que nous en venons parfois à tout questionner. Sortir du bureau et taper le ballon avec des jeunes : ai-je bien fait ? Vont-ils me prendre pour leur amie ? Vais-je être crédible dans ma relation d'accompagnement ?

Evidemment que notre approche induit des effets et parfois des biais dans notre relation à l'autre. Néanmoins il ne faut pas diaboliser la proximité entre accompagnant et accompagné. Les limites sont celles que nous nous fixons et la proximité, le lien, n'empêchent pas le professionnalisme. ■

L'ouverture du lieu, au-delà d'une catégorie "jeunesse"

Le réseau Information Jeunesse est l'un des rares réseaux qui accueille les jeunes sans limite d'âge. Cet élément est en effet précisé dans la Charte Information Jeunesse. Toutefois il n'est pas rare de voir des lieux d'accueil ouvrir leurs portes aux 16-25 ans seulement. Quelle pertinence peut avoir cette délimitation de la jeunesse ? Cela signifie-t-il qu'à 26 ans nous ne sommes plus considérés comme "jeune" ? Sociologiquement, la "jeunesse" est considérée comme une période transitoire entre l'enfance et l'âge adulte. Or, la complexité de notre société actuelle, l'allongement des études, le départ tardif du logement des parents, etc. ne permettent plus de délimiter cette catégorie.

La moitié des personnes accueillies au PIJ ont entre 18 et 25 ans : cela montre que cette tranche d'âge est bien le public "cible" du PIJ. Néanmoins, cela démontre également que le lieu est fréquenté et donc utile aux autres tranches d'âge à qui j'ai toujours été attentive à rester ouverte. Le défi est de dépasser les catégories administratives, de ne pas être un "marchand de dispositifs" pour 16-25 ans.

Un accueil flexible

L'ouverture du PIJ tient aussi à la façon d'accueillir avec une flexibilité sur les horaires par exemple. Ce n'est pas un lieu où il faut demander d'entrer, où l'on a des difficultés à rester. En principe, le PIJ fonctionne sans rendez-vous. J'ai pu

constater que les jeunes fonctionnent souvent dans "l'urgence". Ils se posent une question à un instant T et la réponse doit être immédiate, c'est l'intérêt de pouvoir venir sans rendez-vous. De plus, rendez-vous ou pas, l'accompagnement ou l'échange n'a pas une durée limitée (c'est parfois une heure dans d'autres lieux d'accueil des jeunes). Ceci permet d'accompagner une personne plus longtemps, si besoin, et d'aller au bout d'une démarche ou d'un questionnement, par exemple sur le sujet de l'orientation. La dernière année, un tiers des rendez-vous a duré plus d'une heure.

Vers d'autres possibilités

L'ouverture passe aussi par l'accès et la diversification des sujets de discussions. Le PIJ que j'ai piloté, a par exemple, longtemps mis l'accent sur le thème de l'engagement ; car cela correspondait non seulement à mes compétences, mais aussi aux besoins du territoire.

Le PIJ est aussi un moyen d'ouvrir les jeunes à d'autres réalités, alors qu'en milieu rural ils ne sont pas toujours confrontés à la différence. Nous parlions des préjugés, des inquiétudes, nous creusions les sujets de société. Il nous est arrivé d'échanger avec des jeunes à partir de la réflexion de l'un d'entre eux : « *lui c'est un cas soc'* ». Avec d'autres on a parlé d'homosexualité, parce qu'ils se moquaient "des lesbiennes". Nous avons alors réfléchi ensemble : « *voilà ce qu'implique ce que tu penses...* ». Déconstruire les pensées toutes faites, c'est encore un moyen pour moi d'apporter de l'information, et de faire du PIJ un lieu ouvert à toutes les questions, tous les sujets.



Une structure pour les jeunes et par les jeunes

J'ai toujours présenté le PIJ en disant « *ce lieu n'est pas le mien, c'est le vôtre ! Alors faites en ce que vous voulez ! Moi je suis au service de ce lieu, à votre service et je donnerai la direction qui vous convient !* ». Est-ce que ce n'est pas ça, finalement un service jeunesse ? Est-ce que ce n'est pas un lieu à l'écoute, en veille des envies des jeunes ? Trop souvent on voudrait que les jeunes se "calent" sur notre fonctionnement, nos envies, nos politiques...

Impliquer les jeunes dans le fonctionnement de nos structures : voilà une ligne qui devient de plus en plus importante dans les critères de l'état pour nous labelliser. On nous demande en effet d'inviter les jeunes à participer à notre fonctionnement. Cette implication ne doit, pour moi, jamais être cadrée, au risque qu'elle se transforme en injonction. L'implication des jeunes doit être naturelle (par exemple, pas par des questionnaires que les jeunes doivent obligatoirement remplir à la fin des actions) et constamment recherchée et souhaitée par le professionnel.

Faire participer les jeunes, c'est leur donner les moyens et la place nécessaire à cette participation ; c'est aussi leur offrir la possibilité non pas de donner leur avis, mais de contribuer concrètement à la construction du service, d'une action qui les concerne. Pour que plus tard, ils réussissent à trouver une place dans la société, donnons-leur déjà la possibilité d'avoir une place dans nos structures, donnons-leur l'opportunité d'être des acteurs à part entière de notre fonctionnement. Il n'y a aucun intérêt à développer une structure jeunesse qui ne parte pas des jeunes et de leurs besoins.

Pour le PIJ, nous tentons de leur donner une place de diverses manières :

- ▶ Les jeunes étaient invités à participer au comité de pilotage avec les élus et les acteurs jeunesse du territoire. Le comité de pilotage se tenait une fois par an et permettait d'établir le bilan de l'an passé, de le commenter ensemble et de définir dans un esprit de consensus les orientations pour l'année d'après.
- ▶ Les jeunes étaient associés aux actions. Nous avons par exemple développé une action "incroyable talent". Les jeunes avaient une place dans toutes les étapes de cet événement. Certains siégeaient dans le jury, d'autres étaient bénévoles le jour J, et d'autres participaient sur scène.
- ▶ Quotidiennement, des jeunes participaient à la décoration du lieu, à la communication, élaboraient des supports pour rendre visible le PIJ ou témoignaient de son action.

La participation doit être une possibilité permanente de s'investir comme ils en ont envie. Cela passe aussi par de l'écoute de la part des professionnels, par le lien déjà établi, qui donne confiance et envie de s'impliquer. Pour la seconde édition d'incroyable talent, un jeune m'a par exemple dit qu'il aimerait bien contribuer à nouveau à la soirée. Lors de la première édition, ce jeune homme avait fait partie du jury. Pour la seconde, il était le présentateur de la soirée devant une salle comble.

L'implication des jeunes produit à la fois un PIJ plus adapté, vivant, cohérent avec leurs besoins ; et elle les valorise en changeant leur image, en élargissant les possibilités, vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis des autres.

« Quand on peut aider Mélanie, c'est avec plaisir. » « Ça apprend à être généreux, solidaire, collaborateur »

Deux jeunes utilisateurs du PIJ

Des besoins aux moyens ... la fermeture !

L'écriture de cet article avait débuté il y a un an. Au moment de sa publication, le PIJ décrit ci-dessus n'existe plus. Quelle ironie ! Pendant que Salomé Berlioux (une jeune auvergnate) publie son livre qui fait référence à la jeunesse délaissée²², un service à destination des jeunes qui a incontestablement bien fonctionné pendant trois ans, et dont l'implantation en zone rurale avait tout son sens, a fermé ses portes faute de financements.

Cette décision ne doit pas faire oublier qu'en accueillant le public, en l'accompagnant, en intervenant dans les collèges, en développant des actions gratuites et ouvertes à tous, le Point Information Jeunesse a notamment :

- ▶ Contribué au développement personnel et à la socialisation des jeunes et jeunes adultes,
- ▶ Permis aux jeunes de s'engager dans une démarche citoyenne en s'appropriant leur environnement,
- ▶ Sensibilisé les adolescents et les jeunes, et ce, afin de lutter contre

les comportements discriminants ou déviants,

- ▶ Concouru à la mobilité des jeunes et adultes dans leur parcours (permis, logement, voyage, étude),
- ▶ Favorisé la prise d'initiatives et soutenu la valorisation des talents.

Il a été un service fédérateur qui a non seulement été l'acteur principal de la mise en place d'une réponse territorialisée à la jeunesse, mais également un vecteur de la dynamisation du territoire qu'il a investi.

Pour finir, je dirais que le PIJ fut une fabuleuse aventure et un projet que j'ai mené avec dévouement et passion. Je suis fière de la démarche que j'ai tenté d'amener et j'espère que mon expérience pourra inspirer des professionnels. Pour ne pas rester sur nos acquis, il est indispensable de rester en questionnement perpétuel : être en veille, pour s'adapter continuellement, sans perdre de vue le sens de nos actions et les valeurs qui nous guident.

²². *Les invisibles de la république* de Salomé Berlioux et Erkki Maillard, éditions Robert Laffont, 2019.

Dans l'une de ses interviews, Salomé Berlioux explique que les jeunes de la France dite "périphérique" cumulent davantage d'obstacles avec l'éloignement des grandes métropoles et donc peu d'accès à l'information, aux transports et aux opportunités.



À découvrir, à lire, à relire, à télécharger gratuitement !



L'ENGAGEMENT CHEZ LES JEUNES EN PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE EN TERRITOIRES RURAUX : QUE METTENT-ILS EN GAGE ?

L'engagement

chez les jeunes en précarité économique dans
les territoires ruraux

Que mettent-ils en gage ?

Avec le soutien de



PROJET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Dans cette étude ethnographique, des jeunes ont fait part de leurs engagements personnels, familiaux, professionnels, en y réfléchissant en entretien individuel ou en collectif. Pour les entendre, il faut s'affranchir de l'idée que l'engagement relèverait de participation militante, associative, et citoyenne, et revenir aux implications et aux choix faits par ces jeunes pour soutenir des proches ou pour ne pas s'engager à la légère. Les engagements pèsent dans les parcours de vie. Ils sont aussi structurés par des contraintes, des non-choix. Ils sont enfin vécus comme des prises de risques demandant des sécurités, mais aussi comme une situation où la réciprocité est essentielle car elle permet de se sentir reconnu.

« J'imagine pour beaucoup de personnes, faire des choix que moi je fais, c'est compliqué parce que si jamais ça rate, ça va être compliqué de se relever. Moi non, je peux tout essayer, je n'ai aucune peur. Là je suis totalement autonome, ça fait trois ou quatre ans. On va dire que mes parents ne me soutiennent plus. Sauf que s'il m'arrive quoique ce soit, ici ça rate, je vais tenter ailleurs, je vais partir en Bretagne, dans les Pyrénées, peut-être à l'étranger, si jamais ça rate, j'ai le point de chute à Lyon. Je ne risque rien. [...] C'est toujours rassurant de savoir que tu as toujours la famille qui sera là, qui restera là. » (Fry)

Ces vécus sont dans cette étude éclairés par une analyse de travaux sociologiques et philosophiques contemporains sur l'engagement. Cette étude a été réalisée à la demande de la DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes. ■



Pour + d'infos :

Sur le site de la MRE – rubrique

Etudes thématiques

http://www.mrie.org/images/MRE/mrie/MRE/DOCUMENTS/ETUDES/Etu_de_2018_-_Engagement_Jeunes.pdf

Etude 2017-2018 : Haute-Loire,
Cantal et Ardèche



GRANDIR DANS UN QUARTIER POPULAIRE : QUAND L'ACCÈS AUX DROITS PARAÎT PERDU D'AVANCE...

Josiane Gunther

Site internet de l'association Terrain d'entente :
<http://terraindentente42.fr>

Depuis avril 2011, Terrain d'Entente propose des ateliers de rue tout au long de l'année au pied des immeubles du quartier de Tarentaize, à Saint-Étienne. L'association a voulu répondre à une demande d'enfants qui se dénommaient "les galériens", ceux qui n'ont rien à faire et qui "traînent" dans la rue. Elle propose un temps de présence de manière libre, on vient quand on veut ; inconditionnelle, c'est pour tous ceux qui souhaitent nous rejoindre ; gratuit. Par le biais des enfants, le lien avec les parents a été rapide et a

donné lieu au café des femmes chaque semaine. Nous accordons beaucoup d'attention à ce qui se manifeste autour de nous, et à partir des besoins et des envies manifestés par les familles, des activités très diversifiées se sont développées. Des projets parfois ambitieux comme tenir un salon de thé pendant la biennale du design naissent, toujours portés par les parents et parfois les enfants. Terrain d'entente est surtout porté par des bénévoles et les parents. Ceux-ci ont révélé au fil des années une implication et des compétences qui méritent d'être soulignées.

« Ah ça, c'est sûr, ça serait bien que le goûter devienne un temps de partage ! »

C'est un jeune de 14 ans qui parle ainsi. Il a des pépites dans les yeux quand il évoque cette perspective. C'était au début de nos rencontres au pied des immeubles, à l'occasion de nos premiers ateliers de rue les samedis après-midi. Notre premier goûter avait été catastrophique, les choccos avaient volé, certains étaient même piétinés dans la précipitation des jeunes à réclamer leur part !

A l'époque, nous nous adressions essentiellement à des garçons

adolescents qui nous ont rapidement encouragés à revenir pour construire ensemble ces temps de "partage". Au début de nos rencontres, les coups et les insultes pleuvaient. Mais chaque fois que nous savions nous interposer dans ces rudes bagarres, en y accordant le temps nécessaire, les maux savaient s'exprimer, on apprenait ensemble à trouver les mots justes pour donner du sens à ces colères explosives. Ils nous ont rapidement sollicités pour intervenir dans ces conflits. Ils ont fini par nous demander de venir plus souvent et de rester plus longtemps.

Moins on a d'expériences partagées moins on a de compréhension

On parle trop souvent de ces jeunes avec un discours empreint de crainte, de mépris, et d'une multitude de présupposés qui ne sont jamais vérifiés mais toujours affirmés avec conviction. On leur reproche d'être à l'origine de tous ces désordres sociaux, ces incivilités qui nous les font rapidement considérer comme délinquants.

Moins on a de relation, d'expériences partagées, moins on a de connaissance, et de compréhension. S'ouvre à nous alors un champ très libre pour les fantasmes générateurs de peurs et de rejets. Cette tendance facile à penser de façon simplifiée et schématique.

Il faudrait donc les éduquer ! Instaurer fermement des règles pour apprendre "le cadre" à ces jeunes qui ne respectent rien ni personne ! Un "cadre" posé de façon autoritaire et stricte pour leur apprendre les rudiments des règles du vivre ensemble. On voit qu'ils crachent par terre, qu'ils profèrent des insultes, qu'ils narguent les adultes.

Un jeune que je rencontrais régulièrement en prison m'a posé un jour cette question : *"Comment on fait quand on est une famille très pauvre, qu'on a été nul à l'école, qu'on vit dans un quartier où il y a de la violence, de la délinquance ?"...*

Qui est capable de répondre ?

Mais qui fait l'effort de connaître un peu la réalité de leur quotidien ? Qui s'interroge sur les conséquences de cette vie de galères ?

Comment on fait quand les collègues excluent des collégiens pendant plusieurs mois et qu'ils précisent qu'ils n'ont plus rien à faire dans un établissement scolaire ? Comment on fait quand on a raté plusieurs semaines d'école suite à une situation familiale explosive et qu'il n'est pas possible d'envisager le redoublement parce qu'il y a trop d'élèves par classe ? ! Comment on fait quand on a 11 ans, qu'il est indispensable de contribuer à l'organisation familiale dès la première heure du jour et qu'on reçoit des sanctions et des menaces d'éviction scolaire parce qu'on arrive en retard à l'école ? Comment on fait quand les structures du quartier organisent un départ en vacances pour 7 alors qu'on est 40 à l'espérer ? Comment on fait quand on démultiplie les démarches de recherche d'emploi et que c'est toujours "non" ?

Qui peut répondre ?!

Ils sont pourtant nombreux, les chercheurs, les intellectuels à nous proposer des pistes pour comprendre et tenter de trouver des manières adaptées de répondre. Parce que la responsabilité de toute la communauté éducative est de chercher d'abord et sans relâche, à comprendre ce que manifestent ces jeunes !
Fernand Deligny²³ a été l'un des pionniers pour rechercher sans relâche ce qui dans son propre comportement

empêchait que la rencontre se produise, que le lien se construise. C'est d'abord ça le travail éducatif, considérer ses propres limites et défaillances pour mieux cheminer avec l'autre, pour se laisser transformer par ses attitudes qui peuvent nous déconcerter, provoquer un sentiment d'insécurité. Pour rejoindre sa souffrance et tenter de la traverser avec lui.

Le travail, signe de la reconnaissance de notre contribution à l'intérêt commun

Christophe Dejours²⁴ nous invite à nous laisser coloniser par le doute. Parce que « *le réel se fait connaître par l'échec* », parce que « *la souffrance guide l'intelligence* ». Dans un entretien sur la question de la violence des banlieues, Christophe Dejours répond « *la violence du non travail* » !
L'accomplissement de soi, dans le champ social, passe par le travail. Inscrire notre existence dans la société passe par le travail et la reconnaissance de notre contribution à l'intérêt commun. Pour ces jeunes, il n'y a plus d'espoir d'apporter cette contribution à la société, ce qui pourrait les inscrire dans la communauté des hommes. Ils sont privés de la possibilité d'espérer le travail. Pour supporter cette situation, résister à cette souffrance de se sentir exclus, certains s'efforcent d'organiser des stratégies de défense. Il s'agit pour eux de renverser le rapport au travail. Ils inversent cette humiliation d'être récusé du rapport au travail dans l'affirmation que rien n'est plus humiliant que d'accepter de travailler.

Cette attitude de défiance se construit dès l'école. Les difficultés d'apprentissage, les efforts très contraignants sont possibles à

condition que se profile la promesse d'une émancipation grâce au travail. Pour eux, le travail scolaire devient donc le symbole de ce qu'il faut rejeter. Ne pas se soumettre à la discipline, s'opposer au travail scolaire, à l'enseignant, à tout ce qui représente ce qu'il est interdit d'espérer pour eux-mêmes.

Ce rapport d'humiliation du fait de l'exclusion produit des comportements par lesquels ils s'endurcissent pour supporter tout ça : il faut devenir insensible à toute forme de message qui rappelle le rejet. Est un homme celui qui est capable d'assumer la souffrance et de l'infliger à autrui. Tout ce qui représente cet ordre qui ne leur laisse aucune place est la cible de leur haine. L'ennemi est tout ce dont on est définitivement privé. C'est une idéologie défensive, une exaltation de la violence comme valeur. Ils ne sont pas victimes du système, ce sont eux désormais qui vont faire peur et qui vont humilier. Etant exclus de toute participation aux règles de la collectivité, ils rentrent dans "un rapport de force" et non plus un rapport de droit. Le "rapport de droit" est d'avance perdu pour eux tout le temps et partout.

23. Fernand Deligny, né en 1913, mort en 1996, une des références majeures de l'éducation spécialisée

24. Christophe Dejours, psychiatre, psychanalyste et professeur de psychologie française, spécialiste en psychodynamique du travail et en psychosomatique

Christophe Dejours estime que nos réponses sont inadaptées, inopérantes. Du côté de l'action sociale, l'objectif des éducateurs est d'attaquer ces défenses pour les déconstruire, ce qui amplifie d'autant la radicalisation de ces défenses. La réponse sécuritaire et répressive ne fait également qu'aggraver les choses. La terrible dérive de ces réponses est de n'avoir bientôt que l'armée comme solution pour aller cogner sur ces gosses afin de les mater. Il faut retrouver les voies qui permettraient à chacun d'apporter sa contribution à la vie sociale par le travail. *« La centralité du travail est vitale pour chacun. »*

25. Jean Paul Delahaye, Inspecteur général de l'éducation nationale honoraire. Ancien directeur général de l'enseignement scolaire.

Ceux qui échouent à l'école sont les exclus de demain. 1,9 millions de jeunes ne sont ni en emploi, ni en

formation, ni en recherche, ni en accompagnement. Comment peuvent-ils s'insérer ? Notre pacte républicain est en danger si on ne réduit pas ces écarts : lorsqu'on a moins de droits que les autres, comment peut-on accepter d'avoir les mêmes devoirs ?

« La coopération, l'explication, la compréhension sont une plus grande source de réussite que la compétition, le langage des initiés. Il faut une école inclusive avec un système d'évaluation qui encourage. Promesse d'une élévation du niveau pour tous, ce qui n'est jamais du nivellement par le bas. Pour le vivre ensemble en société, il faut scolariser ensemble toute la jeunesse. L'école, c'est le temps du commun. »

Jean Paul Delahaye²⁵

Ouvrir un espace d'expression et de création

Les enfants dont la structure familiale ou sociale a été brisée peuvent devenir créateurs si on leur donne un lieu de parole, autant qu'ils peuvent devenir délinquants quand leur énergie ne trouve aucun lieu d'expression. Terrain d'Entente cherche à offrir une structure affective et sociale autour de ces jeunes. Nous prenons le risque de nous laisser déstabiliser jusqu'à nous sentir parfois, avec eux, à la limite du danger, et nous puisons ensemble d'impressionnantes ressources. Il faut pour cela endurer les nombreuses expériences d'échec, et s'obstiner à ne pas lâcher. Il est nécessaire de développer une attitude de bienveillance et de compréhension. Nous mobilisons toute notre énergie pour créer un climat apaisant pour accueillir ces tempéraments tendus, blessés, hyper réactifs. On sanctionne le moins possible, on accueille, on écoute, on s'efforce de comprendre.



Ainsi, ces mêmes jeunes ont su se saisir de l'opportunité que leur offrait un nouveau dispositif, le Fond de Participation des Habitants, qui aide au financement de différentes actions. Ils ont rédigé un projet de départ en vacances, et préparé ensemble la rencontre à la commission d'admission pour expliquer leurs motivations. Ils souhaitent partager quelques jours entre copains. Ils se sont saisis de la seule opportunité que nous pouvions leur offrir : une semaine à la Ferme des Fromentaux, en Haute-Loire.

Pour ces jeunes, ce séjour a été "une première fois" sur de nombreux aspects. La vie dans une ferme, le travail du quotidien, la "rencontre" avec la nature... Malgré cet aspect déstabilisant, ils ont eu, durant tout le séjour, une attitude coopérative et positive. Ils se sont intéressés aux activités (conduite du tracteur, traite des chèvres...). Ils ont participé à toutes les tâches ménagères (repas, vaisselle, rangement) qu'ils avaient eux-mêmes

organisées en se répartissant le travail à partir d'un tableau établissant des tours de rôle. Ils ont respecté les horaires qu'on avait décidés avant le séjour. Ils ont eu un très bas niveau d'exigence concernant les activités, s'inquiétant du coût et des possibilités de l'association. Les soirées ont été l'occasion d'échanges authentiques autour de leurs préoccupations.

Notre détresse à nous, c'est d'être trop peu nombreux, et de disposer de moyens insuffisants pour construire une action à la hauteur des aspirations de ces jeunes qui réclament juste un peu d'espace et d'attention.

Aujourd'hui, ces jeunes ont souhaité organiser un "café des ados", un lieu pour se retrouver avec une présence adulte pour les accueillir.

Aujourd'hui les structures sont nombreuses à investir beaucoup d'énergie pour dénoncer le danger des écrans et faire des campagnes de prévention, de sensibilisation pour apprendre les bonnes pratiques. Sachant que les écrans sont pour beaucoup la seule source de plaisir qui est vécue dans la solitude, sans aucun garde-fou, les structures du quartier que nous avons sollicitées pour organiser ensemble cet accueil, nous ont toutes répondu : "*on ne peut pas tout faire !*".

Nous avons donc ouvert ce café et une trentaine de jeunes nous rejoignent chaque jeudi. Nous réfléchissons ensemble à différents espaces pour discuter, se divertir. Des projets se pensent. Tout semble possible, mais un problème se profile : nous ne sommes que deux pour les accueillir ! Nous risquons rapidement de toucher nos limites pour tenir cet accueil dans la durée.



Nous, Terrain d'entente

Nous sommes engagés dans une démarche d'éducation populaire qui se réfère à la pédagogie sociale. C'est une pédagogie engagée, une pédagogie de l'action. Nous cherchons à transformer, avec ceux qui sont concernés, ce qui est inacceptable : l'exclusion de tous les secteurs sociaux, économiques, politiques et culturels des familles les plus pauvres. C'est un problème de société qui nous concerne tous, le fait que des familles soient privées de toute participation citoyenne.

Nous traversons une période très difficile. Le travail est devenu très précaire, les rémunérations sont insuffisantes pour assurer les besoins essentiels, ceux qui ont un travail le vivent dans des conditions indignes. Nous connaissons beaucoup de femmes de ménages qui à 35 ans, deviennent peu à peu invalides. Toutes celles qui ont tentées de développer une activité autonome, ouvrir une petite boutique, un salon de thé, ont été découragées, empêchées. Les services publics sont de moins en moins accessibles, les démarches administratives sont épuisantes, les gens renoncent à faire valoir des droits.

Les enfants des milieux populaires souffrent à l'école parce qu'il n'y a pas suffisamment de prise en compte et d'effort de compréhension de leur réalité. Le corps enseignant a la responsabilité de l'ouverture de l'école sur le quartier, de l'organisation de la rencontre avec les familles. Mais cette institution ne peut pas réaliser ce travail seule et de manière isolée. Nous souhaitons engager un chantier, dans la durée, pour rechercher les meilleures conditions pour construire une communauté éducative qui assure de

manière effective notre responsabilité collective dans l'éducation et la protection des enfants et des jeunes, avec les différents acteurs du champ éducatif, notamment les parents. C'est une condition incontournable pour permettre à chaque enfant de faire des liens entre les différents espaces dans lesquels il évolue et de trouver ainsi du sens et de la cohérence dans les apprentissages organisés de manière différente à l'école, en famille, dans le milieu associatif.

Beaucoup d'enfants ont très peu accès aux loisirs, au sport, très peu partent en vacances chaque année. Et nous voulons justement que tous les enfants puissent bénéficier de tous ces espaces qui sont source d'épanouissement, pour permettre à chacun d'entre eux de se réaliser au mieux de son potentiel.

L'expérience de Terrain d'Entente permet de mesurer, dans tous les domaines, les conséquences dramatiques de la pauvreté. Réfléchir à ces conséquences sociales et à la manière de les faire reculer est l'objectif essentiel porté par notre association depuis toutes ces années. Nous recherchons des issues, avec comme préalable que les gens concernés puissent participer à cette construction. Comment sortir d'une situation de victimes de la violence sociale pour construire les solidarités concrètes, reprendre en main nos conditions de vie pour une vie plus digne, où chacun se sent partie prenante ?

Nous travaillons pour faire en sorte que les familles des milieux populaires soient reconnues dans leur dignité. La dignité de ce qu'elles sont, de ce qu'elles produisent dans la société. Au milieu de difficultés de plus en plus

importantes, les familles populaires produisent un énorme travail quotidien pour tenir, pour faire vivre ou survivre la famille, élever les enfants, pour assurer des solidarités malgré les tensions dans la vie sociale du quartier. Sans ce travail le tissu social serait bien plus dégradé.

Les actions collectives permettent de régler des problèmes concrets. Elles mettent en évidence que le collectif est une force et une richesse. Elles sont l'occasion de développer plein de savoirs et surtout de mettre en évidence des savoirs qui ne sont pris en compte nulle part. Ensemble nous sortons de l'impuissance. Nous retrouvons le sens, l'envie et l'énergie de réaliser certaines choses.

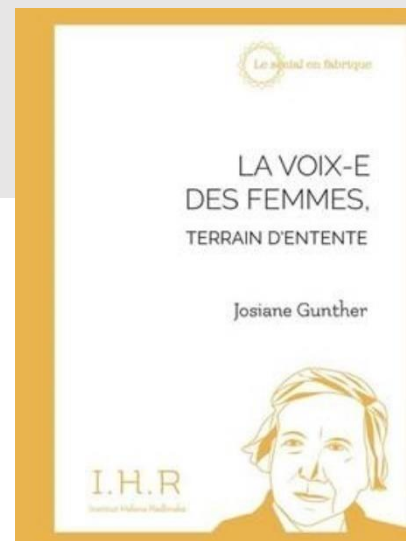
Notre accueil est libre, inconditionnel et gratuit. Un accueil libre, où l'on vient quand on veut, et l'on part quand on veut. C'est le respect du temps des personnes qui nous rejoignent quand c'est utile et possible pour elles. Un accueil inconditionnel, pour tout le monde. Notre collectif organise ces rencontres à partir du multi âge et du multiculturel. Un accueil gratuit qui nous met dans un lien d'égalité, où chacun participe en fonction de ses

centres d'intérêt et non de ses possibilités financières.

Toutes les actions que nous menons à bien se construisent avec la participation active d'adultes et d'enfants de plus en plus nombreux. Il existe des espaces de participation démocratique :

- ▶ Le café des femmes le vendredi après-midi où nous partageons nos préoccupations, nos envies, où nous élaborons des projets à partir des besoins manifestés.
- ▶ Le conseil d'administration une fois par mois où une quinzaine d'adhérentes se retrouvent pour décider des orientations politiques de notre association.
- ▶ Le conseil des enfants le samedi après-midi, où chacun est invité à dire comment il vit ces temps collectifs, où nous réfléchissons à la meilleure façon de régler certaines difficultés, où nous élaborons des projets. ■

▶ *La voix-e des femmes, Terrain d'entente*, Josiane Gunther, éditions Le social en fabrique, collection Helena Radlinska, 205p, 2019, 15 €



3.

CONJUGUER

ÉCOLOGIE

ET

SOLIDARITÉ

Alors que l'enjeu écologique devient urgence, le risque est réel de voir les plus précaires subir les conséquences les plus lourdes, en termes de dommages supportés comme en termes d'efforts consentis. Pour que la transition écologique ne se fasse pas au détriment des plus précaires, ils sont de plus en plus nombreux à se mobiliser, dans des secteurs aussi variés que ceux de l'emploi, de la rénovation des logements, de l'alimentation et de l'énergie. Leurs expériences et propositions font de l'écologie un nouvel outil de la lutte contre la pauvreté... et une chance pour renouveler nos solidarités, bien malmenées parfois.

L'AUTO RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE
AVEC LES HABITANTS DES QUARTIERS
DITS SENSIBLES DE VALENCE

RÉCIT 80

VIVRE EN SITUATION DE PAUVRETÉ, SUBIR
UNE ALIMENTATION SOUS CONTRAINTE ?

TRAVAUX DE LA MRIE 84

RÉFLEXIONS SUR L'ÉNERGIE À PARTIR DU
VÉCU DES PLUS PRÉCAIRES

TRAVAUX DE LA MRIE 93

LES NOUVEAUX EMPLOIS LIÉS À
L'ENVIRONNEMENT, UNE CHANCE POUR
LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE...
À QUELLES CONDITIONS ?

RETOURS D'EXPÉRIENCE 103



L'AUTO-RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE (ARA) AVEC LES HABITANTS DES QUARTIERS DITS SENSIBLES DE VALENCE UN OUTIL D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL QUI REMET LES FAMILLES AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Huguette Deschamps-Bruny
Contact : les Compagnons Bâisseurs à Valence,
e.frapsauce@compagnonsbatisseurs.eu

L'auto-réhabilitation accompagnée (ARA) avec les habitants des quartiers dits sensibles est une initiative récente sur la Drôme, elle date de 2014.

Le choix d'intervenir sur ces quartiers s'est fait en complément d'une démarche de réhabilitation des immeubles qui ne prenait pas toujours en compte l'intérieur des logements. Les locataires pouvaient se retrouver avec un immeuble bien "isolé" avec des façades refaites, des parties communes réhabilitées, des améliorations de confort thermique, mais un logement toujours aussi vétuste... voire très vétuste. Les personnes ou les familles pouvaient se retrouver en difficulté du fait d'une hausse des

loyers sans parfois ressentir d'amélioration du cadre de vie à l'intérieur des logements. En effet ils ont parfois subi le passage de nombreux locataires en situation de précarité qui n'ont pu apporter de l'embellissement à leurs logements. Certains sont occupés par des locataires sur toute une vie et de fait "à rafraîchir". La mauvaise utilisation du logement a aussi parfois été pointée lors des visites du fait de modes de vie inadaptés mais aussi de sous ou sur occupation des logements.

La politique des bailleurs sociaux, pour des raisons financières ou du fait de choix de priorités, a été de pratiquer pendant plusieurs années des entrées et sorties de locataires sans intervention systématique sur les logements. À une période aussi, se pratiquait la remise aux locataires de bons d'achat de papier peint ou peinture, mais cela ne donnait pas de bons résultats : les bons étaient souvent mal utilisés ou les travaux n'étaient pas ou seulement partiellement réalisés par les locataires, faute de compétences et de savoir-faire....

La majorité des interventions concerne des locataires du logement social en situation de précarité, et principalement d'un seul bailleur (VRH) dont 80% des logements sont sur les quartiers dits "sensibles". Les Compagnons Bâisseurs ont aussi été fortement sollicités par des locataires de logements au sein d'immeubles plus ou moins délaissés par les bailleurs, parce que situés dans des quartiers non-prioritaires, ou bien impactés par des projets d'urbanisme ne permettant pas de planifier des réhabilitations.

Les Compagnons Bâisseurs, avec une démarche reconnue sur un plan national, ont proposé une équipe de

professionnels et de bénévoles compétents, respectueux et à l'écoute pour accompagner les personnes dans la réalisation de travaux d'amélioration de leur logement. Leur première démarche a été, après des prises de contact avec l'ensemble des partenaires associatifs et institutionnels du territoire, la mise en place d'un comité technique réunissant les professionnels de terrain (bailleurs, département, ville et associations) permettant les échanges et la validation des chantiers. Les publics ont été majoritairement rencontrés et mobilisés par les travailleurs sociaux du Département et les animateurs des Centres Sociaux dans le cadre d'autres accompagnements ou activités d'animation sur les quartiers.

La nécessité de "convaincre" de l'intérêt de l'action est permanente car elle peut parfois sembler se situer au niveau du devoir des locataires et de leurs obligations envers le bailleur. De ce fait, il induit la nécessaire médiation avec le bailleur et le dialogue, voire la négociation pour avancer sur les travaux à réaliser. La fragilité des financements constitue aussi un obstacle : parfois les incertitudes amènent les Compagnons Bâisseurs à hésiter à s'engager, tant vis-à-vis des locataires que vis-à-vis des bailleurs.



Produire de L'Auto-réhabilitation accompagnée (ARA) comme outil d'accompagnement pour les professionnels du social

La famille H., un couple, tous deux salariés précaires avec trois jeunes enfants, en attente d'une mutation depuis plusieurs années.

Leur logement est inadapté, il fait moins de 60m² pour cinq personnes et leur immeuble, situé dans un quartier ancien, n'a pas fait l'objet de réhabilitation. Les allées sont très dégradées, l'ensemble des logements est infesté de cafards, sans qu'aucune intervention n'ait abouti. Enfin, la famille ne supporte plus les difficultés liées aux squats de l'allée et aux trafics en rez-de-chaussée.

Ce couple exprime être "pris en otage" dans ce logement. En effet le bailleur, devant l'état du logement très dégradé, refuse la mutation, invoquant la responsabilité du locataire et le coût des travaux pour le relouer. Monsieur explique avoir repeint plusieurs fois son logement mais sans résultats probants du fait des moisissures persistantes. Il se confronte à un pré-état des lieux qui le montre comme un "mauvais occupant". Il se butte, a même parfois des réponses inadaptées : la présence de sa famille nombreuse dans un petit logement, un vécu difficile lié à la peur pour ses enfants, l'absence de dialogue avec le bailleur... tout cela le rend parfois agressif dans ses propos. Il s'énerve, revendique un droit à un logement décent, pose des conditions sur le secteur souhaité et en arrive à refuser de payer son loyer. La situation est bloquée de part et d'autre ! Le service social tente d'aider au dialogue en vain : les deux parties restent sur leur position.

Un accompagnement ASLL (accompagnement social lié au logement) est proposé par le département... Ils l'acceptent, mais le

dialogue reste difficile, même avec les travailleurs sociaux.

L'intervention des Compagnons Bâisseurs est alors proposée en complément à l'ASLL qui facilitera le dialogue et l'avancée de la situation. C'est devant cette proposition que la responsable de l'Agence du bailleur accepte de prendre le dossier en main. Les efforts conjugués des deux parties avec l'aide des intervenants permettent de renouer le dialogue. Ce dialogue est permis car les Compagnons Bâisseurs apportent du concret : la réfection du logement actuel en réponse à la demande du bailleur. Monsieur dit plus tard : "c'était la première fois qu'on me donnait le droit à la parole et qu'on m'écoutait". Le bailleur reconnaît une situation complexe et s'engage dans une perspective de mutation "sous conditions" : c'est alors que s'engage un accompagnement pour l'embellissement du logement. Les Compagnons Bâisseurs posent à Monsieur et Madame des exigences qu'ils entendent enfin (nettoyage du logement dans un premier temps). La fourniture de matériaux avec une participation du bailleur et l'apprentissage de savoirs faire permettent de redonner au logement un coup de neuf. M. et Mme sont actifs dans toute la démarche, bien accompagnés dans leur mobilisation par le technicien des Compagnons. Quelques mois plus tard la mutation de la famille pour un logement adapté en bon état dans le quartier souhaité a pu aboutir.

Nous avons pu les rencontrer et entendre leur analyse de la situation :

- ▶ Il aura fallu pour ce couple le droit à être reconnus comme "de bons locataires", des citoyens à part entière.
- ▶ Il aura fallu l'intervention de tiers pour permettre le dialogue.
- ▶ Il aura fallu que chacun exprime ses droits, ses difficultés mais aussi comprenne ses devoirs, et entende

les difficultés.

Cette démarche a soutenu à une famille dans l'accès au droit au logement décent et adapté en mobilisant sa "capacité à faire".

Cette démarche a aussi permis à des enfants de retrouver une vie de famille sereine, un cadre éducatif constructif et peut-être aussi une confiance renforcée envers l'adulte. ■

L'ARA est de toute évidence un levier de l'insertion sociale et professionnelle et peut être initiatrice de nouveaux comportements responsables : reprise du paiement des loyers, prévention des expulsions, vie collective.

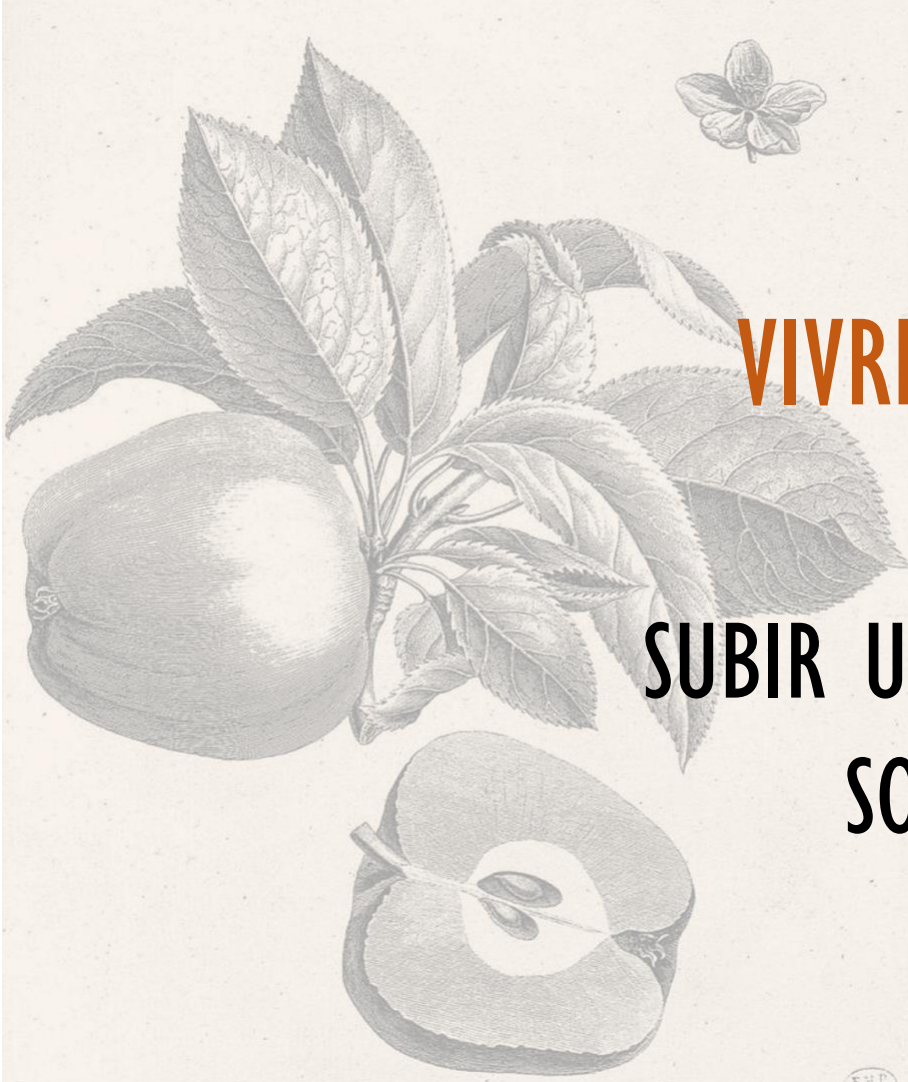
Elle concerne des publics en grande précarité économique. Certains sont arrivés récemment sur le secteur et sont en situation d'isolement, d'autres sont locataires depuis de nombreuses années. L'ARA a été mobilisée pour des logements souvent très dégradés voire vétustes pouvant avoir pour conséquence des problèmes d'hygiène, d'alimentation, d'exclusion.... Elle a permis d'accompagner des familles avec enfants ne s'étant pas ou mal approprié le logement (absence de rangements, sous-utilisation de l'espace...) faute de moyens et faisant face à d'autres difficultés gérées en priorité et liées à la précarité, à l'absence d'emploi, à la santé...

Malgré ces constats on a ressenti une volonté forte d'apprentissage des "savoir-

faire" et une mobilisation souvent à la hauteur des projets. Ce savoir-faire pouvant aussi donner l'accès à un projet professionnel ou de formation. L'apport de couleurs dans le logement a été constaté comme quelque chose de fort dans l'appropriation du cadre de vie... L'ARA a permis d'apporter ce savoir-faire et d'entendre la difficulté des locataires à habiter des logements dégradés. L'ARA a provoqué des élans de solidarité et de partage permettant aux personnes de devenir ou redevenir actrices de leur cadre de vie, de leur quartier, de leur ville... facilitant aussi les relations futures avec le bailleur, souvent difficile à aborder car témoin de l'histoire des habitants parfois marquée de grandes difficultés. D'autres effets positifs sont à prendre en compte comme par exemple la conséquence de cette mobilisation sur les enfants : valorisation de l'image parentale, évolution du modèle éducatif, respect du cadre de vie...

Toutes les situations ayant été accompagnées par l'ARA n'ont pas débouché sur des solutions définitives mais pour la majorité une très grande satisfaction des personnes et surtout l'intégration de la démarche dans un accompagnement global avec l'aide des partenaires de terrain.

« Créée en décembre 2010, l'association Compagnons Bâisseurs Rhône Alpes accompagne des personnes en difficulté dans l'amélioration de leur habitat. S'inspirant de la charte de l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs qui cultive le "faire – faire avec – faire ensemble", le projet des Compagnons Bâisseurs associe bénévoles, salariés et volontaires de l'association aux côtés des habitants. La diversité de ce panel d'acteurs est la source de la réussite de la démarche d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA). En 2017, notre association est implantée sur 2 territoires : le Rhône et la Drôme / Ardèche. » - www.compagnonsbâisseurs.eu/rhone-alpes



VIVRE EN SITUATION DE PAUVRETÉ, SUBIR UNE ALIMENTATION SOUS CONTRAINTE ?



Rédaction :
Élie Chosson, MRE

A l'occasion d'une demande d'intervention qui lui a été faite, la Mrie a relu ses travaux, ceux d'autres (ATD Quart Monde en particulier), et des expériences en région. Voici donc un état des lieux de nos réflexions partagées concernant l'alimentation des plus précaires. Les questions d'écologie ponctuent cet état des lieux.

L'alimentation : un besoin physiologique ?

L'alimentation vise bien sûr à satisfaire des besoins physiologiques. Cela suppose à la fois une alimentation suffisante en quantité (apport énergétique) et une alimentation suffisante en qualité (variété, types de produits...). Ces besoins sont naturels : ils ne dépendent pas de considérations sociales, ils ne sont pas variables avec les normes, les époques.

Et pourtant...

il y a ceux qui n'ont pas les moyens financiers, ceux qui n'ont pas les moyens de cuisiner : hébergés chez des tiers, sans domicile, ceux qui ne peuvent pas payer leurs factures de gaz, d'eau et/ou d'électricité, ceux qui manquent de temps (cumuls d'emplois, emplois des parents sur des horaires décalés...), ceux qui manquent de motivation....

« Qu'est-ce qui est signe de qualité ?
- la marque
- les surgelés plus que les conserves
- l'apparence des fruits et légumes
- les produits chers, qu'on achète
exceptionnellement : les moules,
crevettes, escargots, le poisson cher
(environ 9€ le kg) »

Échanges sur l'alimentation à la
Maison des familles de Vaulx-en-
Velin, 2018

*« Mais ne pensez-vous pas que les
droits à manger, à boire et à avoir
un abri viennent quand même en
priorité ?
Manger, boire, un toit, c'est ce que
je peux souhaiter à mon chien, mais
un homme c'est autre chose. »*

Interview de Geneviève de Gaulle-
Anthonioz citée par Bruno Tardieu,
2015, *Quand un peuple parle* – ATD
Quart Monde, un combat radical
contre la misère, Paris, La
découverte.

Et pourtant... les besoins physiologiques sont eux-mêmes compris par rapport à des normes sociales relatives. Par exemple : des normes dans le rapport au poids, le nombre de fruits et légumes à manger par jour, la consommation de viande.... Ces normes viennent se confronter aux personnes en situation de pauvreté : au-delà de l'incapacité à combler des besoins physiologiques, il peut y avoir une incapacité, éprouvée par l'écart à la norme, à se nourrir "normalement", et de la frustration. Cet exemple montre la porosité entre tous les types de besoins humains...

Des militants d'ATD Quart-Monde avaient fait la critique de la pyramide de Maslow, souvent présentée comme une hiérarchie de besoins dans laquelle l'alimentation figure comme un "besoin primaire vital" qu'il faudrait d'abord combler avant de pouvoir combler les autres besoins humains de sécurités, besoins affectifs, relationnels, culturels, et spirituels. Les militants ont proposé une "sphère des besoins" pour remplacer cette pyramide, dans laquelle il n'y a pas de hiérarchie entre des besoins "primaires" et "secondaires". Autrement dit, l'alimentation, comme besoin vital, n'est pas pour autant un besoin "primaire", c'est-à-dire que l'on devrait satisfaire en premier, si l'on veut pouvoir combler ses autres besoins. Les personnes ne peuvent pas être réduites à leurs besoins biologiques.



◀ L'été, Giuseppe Arcimboldo, 1573.

L'assistance traditionnelle réduit le pauvre à ses besoins biologiques

« Même s'ils ne peuvent pas le dire, ou alors si rarement, les gens qui se rendent dans les distributions alimentaires n'aiment pas y aller. [...] Une femme expliquait qu'un jour elle avait reconnu la maîtresse de ses enfants distribuant les colis : "Ce jour-là, j'aurais préféré passer sous un camion", avait-elle dit. [...]

« Ces distributions organisées sont en effet fondées sur la générosité des gens. Mais ceux-ci sont trompés sur la nature de la misère et sur l'attente de ceux qui la vivent. »

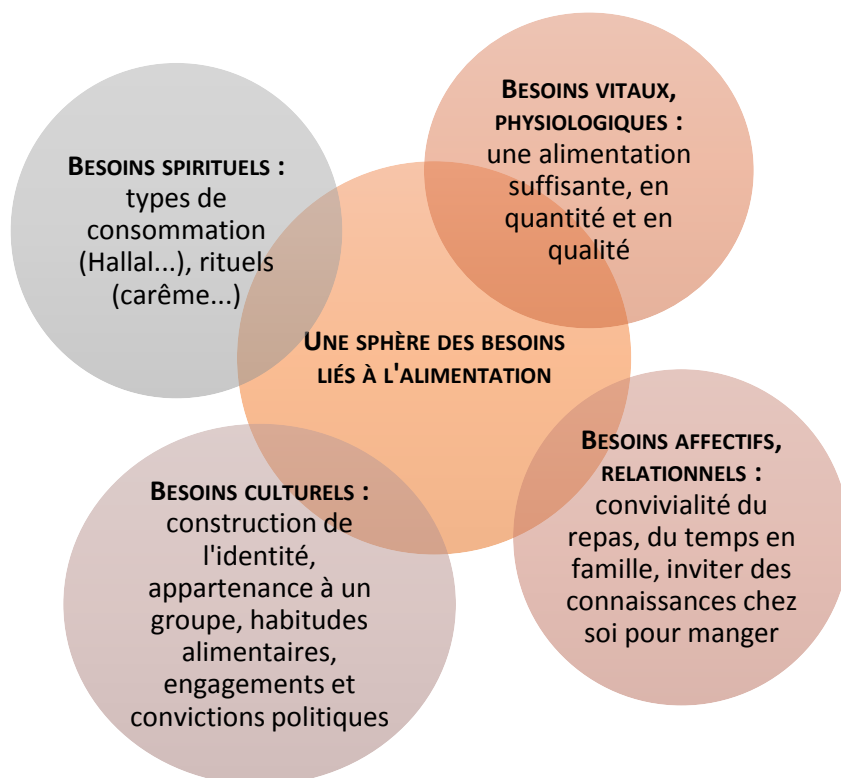
« Le fait, pour les plus démunis, d'être sans cesse l'objet d'initiatives et de politiques qui les réduisent à leurs droits biologiques, qui ne considèrent pas leurs droits civils et politiques est profondément humiliant et démobilisateur. » ■

Extraits de Bruno Tardieu, *Quand un peuple parle* – ATD Quart Monde, un combat radical contre la misère, Paris, La découverte, 2015

« Le mal manger, c'est quand on n'a pas de plaisir à se mettre ensemble... C'est trop dur dans les regards. Quand on a des problèmes, on s'engueule, on se fuit, on se regarde par en dessous et on n'a pas envie de se mettre à table ensemble pour constater qu'on n'a pas les moyens de manger. Mettez-vous à notre place : logement insalubre limite, voisins bruyants qui se disputent, le père qui n'est pas rentré, la mère qui travaille le soir à faire des ménages dans les bureaux au noir, le frère qui est dans la rue. »

Marie-France Zimmer, militante d'ATD Quart Monde. "Se nourrir lorsqu'on est pauvre : Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité", volume 25, Revue Quart monde, dossiers et documents, 2016

Au-delà des besoins physiologiques, d'autres besoins sont en jeu dans l'alimentation. En écho aux réflexions d'ATD, nous avons tenté une représentation de cette variété dans une "sphère des besoins alimentaires".



L'alimentation, un rite social ?

Le temps du repas est d'abord décrit comme un moment de convivialité, de partage, de communication, de disputes : donc de lien social. Dans un échange autour du thème de l'alimentation, à la Maison des familles de Vaulx-en-Velin, les parents ont échangé autour des représentations du

repas à partir d'images : **« le repas, qu'est-ce que ça représente pour moi ? »**. Le repas y est avant tout décrit comme ce lieu de lien social, en positif ou en négatif. La nourriture est beaucoup plus rarement évoquée par les personnes...

Quelques extraits de cet échange :

« le repas, qu'est-ce que ça représente pour moi ? ».



Solitude quand je n'ai pas ma fille (1 semaine sur 2). Avec ma fille, je suis contente, on discute.



Repas = famille. On partage des moments, on échange. Moment le plus calme de la journée.



L'œil c'est moi : je les surveille. Je vérifie l'équilibre, ce qu'ils mangent ou pas, je surveille leur assiette.



Volcan : Chaleureux et explosif
Bon moment et bof à la fois : les filles finissent par se chamailler.



Le repas c'est bcp de choses à la fois (les nacelles de la roue).
J'aime beaucoup : côté convivial, avec les amis, la famille. Mais souvent ce n'est pas ça. J'attends comme un moment ressourçant mais en fait c'est stressant, demande de l'énergie, du temps.



Une cloche avec des trucs qui piquent. C'est comme une alarme : se laver les mains. Cris. Enfants qui se battent. C'est aussi partage et échange mais pas facile au départ ; ça peut piquer.



Je suis seule avec les enfants. Mon visage change, la fatigue arrive. J'observe mes enfants. Le repas avec les enfants c'est important.

« Pour le lien social et l'expérience de vie, quand on n'ose pas aller chez les gens parce qu'on peut rien apporter, tout simplement manger et qu'on ne peut pas inviter les gens et rendre la pareille, renvoyer l'ascenseur... Y'a ça aussi dans le lien social. »

ATD Quart-Monde, 2016

« Les mères qui ont réussi à trouver un peu de travail partent au moment des repas. Des heures de travail au moment où on devrait être en train de cuisiner, de chercher les enfants à l'école. Mais quand on ne travaille pas, on est coupables, on est des fainéants. »

ATD Quart-Monde, 2016

Et pourtant... la précarité peut avoir un impact sur les possibilités de lien social sur les temps de repas.

Le travail en horaires décalés augmente et impacte aussi le temps du repas (employés du commerce, entreprises de nettoyage intervenant tôt ou tard dans la journée).

L'alimentation, une variable d'ajustement budgétaire

Quelques données sur l'alimentation des plus précaires

Dépenses alimentaires et niveaux de vie

Quelques enseignements à partir des données, retravaillées par la Mrie, de l'enquête Budget de famille 2011 de l'Insee.

► En moyenne, la dépense alimentaire mensuelle de l'ensemble des ménages environne 370€.

► Le montant en euros des dépenses alimentaires augmente avec le niveau de vie. Toutefois, rapportée aux revenus des ménages, la part des dépenses alimentaires est d'autant plus importante que le niveau de vie des ménages diminue.

► Dans le détail, des différences sont notables entre les dépenses alimentaires des plus aisés et des plus pauvres. Par exemple, concernant les dépenses en légumes : les plus pauvres dépendent en proportion davantage de leur budget pour l'achat de pommes de terre, chips et autres tubercules, que les plus aisés. Concernant les légumes frais, ils y consacrent une part de leur budget à peu près équivalente à celle consacrée par les ménages les plus aisés, mais pour un montant en euros moins élevé que celui qui est dépensé par les plus aisés.

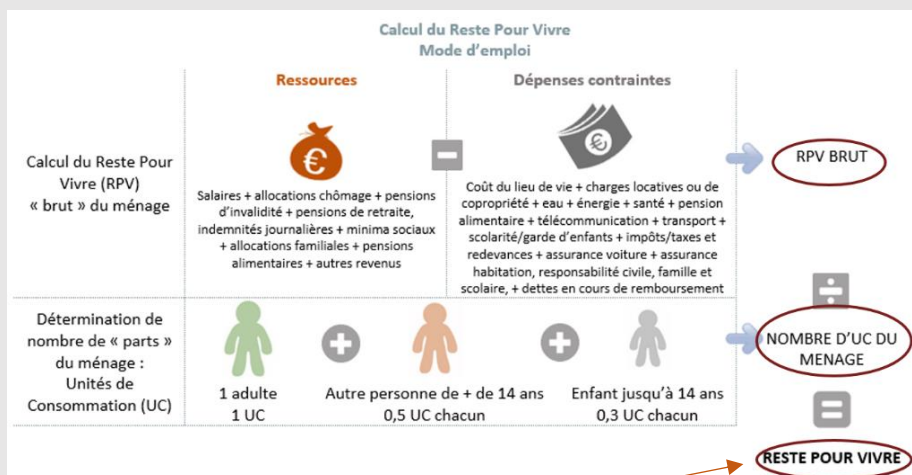
Autre exemple, concernant les achats de poisson : les plus pauvres consacrent une plus faible part de leur budget que les plus aisés à leur achat.

► Plus le niveau de vie augmente, plus on consacre une part importante de son revenu aux sorties au restaurant et au café. A l'exception, et cela peut être surprenant, des 10% des familles les plus pauvres qui consacrent plus de 3% de leurs revenus à ces dépenses. On peut faire l'hypothèse que la précarité de leurs conditions de logement les contraint à manger à l'extérieur. Seuls les 30% les plus aisés dépensent une part équivalente ou supérieure.

Reste pour vivre, reste pour se nourrir

Quelques enseignements de l'enquête Reste pour Vivre MRIE / UDCCAS.

La méthode : questionnaire auprès de plus de 900 usagers de 111 CCAS de la région, en demande d'aides facultatives, sur leurs dépenses contraintes et leurs ressources. Puis calcul du « reste pour vivre » :



Reste pour vivre : disponible pour les dépenses « non contraintes » : alimentation, habillement, loisirs, ameublement : sans engagement, sans facturation, sur lesquelles on peut en théorie rogner.

► Dans cette étude, pour 50% des aides facultatives demandées, le besoin exprimé est l'aide alimentaire. Les autres besoins exprimés : une aide pour les fluides, le logement et son équipement, la mobilité, la santé, la cantine ou la scolarité, les dettes, les vacances et loisirs, ...

► La moitié des ménages interrogés ont un reste pour vivre par unité de consommation (UC) inférieur à 100€. Parmi eux, les deux tiers ont un reste pour vivre négatif : c'est-à-dire que leurs dépenses contraintes sont supérieures à leurs ressources. Comment se nourrir dans ces conditions ?

► On renonce peu à l'alimentaire, l'alimentation étant un besoin physiologique, non-négociable. Dans l'enquête, 6,4% des personnes interrogées renoncent en priorité aux dépenses alimentaires. Par comparaison, 20% renoncent aux loisirs, 6% au paiement du loyer. ■

Lorsque les budgets sont très contraints, comme ceux des ménages interrogés dans les CCAS au moment

de leur demande d'aide facultative (voir encadré), les personnes sont forcées de faire des arbitrages entre des besoins fondamentaux. Ces arbitrages varient en fonction de la composition familiale. Ainsi, la présence d'enfants à charge

« On a choisi de pas payer le loyer parce qu'on avait deux enfants dont une en bas âge, il fallait faire un choix par rapport aux couches, au lait qui coûte très cher. Donc j'ai privilégié de remplir le frigo [...] »
« ...peut-être que si on avait été deux, les choix auraient été différents, [...] mais là il n'y avait même pas de choix à faire puisque c'est notre fonction première en tant que parents de leur assurer la nourriture [...] »

Dossier MRE 2016 – Impacts du parcours de l'impayé de loyer sur les situations budgétaires

dans le foyer conduit à prioriser davantage les dépenses alimentaires.

Mais on rogne souvent sur ces dépenses, car les dépenses alimentaires ne font pas l'objet d'un engagement, d'une contrainte : c'est donc un poste de dépenses plus "libre". On peut continuer à s'alimenter mais renoncer à une alimentation suffisante, équilibrée et saine. On arbitre entre le plus pertinent et le plus économique par exemple. La survie alimentaire s'impose parfois.

« Tout est mensualisé et prélevé automatiquement donc je ne fais pas de choix. Je n'ai pas le choix, je gère ce qu'il reste »

« La nourriture c'est un budget qui n'est pas stable, donc c'est là-dessus que je rogne. »

Dossier MRE 2016

« On n'hésite pas à manger périmé. [...] Les DLC proches : on n'hésite pas à prendre, ça vaut le coup pour certains produits (notamment un peu "luxe" comme le saumon, ...) »

« Pour la viande, on prend la moins chère. On peut pas se permettre la qualité. »

Echange à la Maison des familles de Vaulx-en-Velin, 2018.

« Quand mes ressources ont baissé, j'ai essayé de payer le loyer [...] mais je n'avais plus rien pour manger... »

« ...j'ai arrêté de payer le loyer parce que je pensais que ça allait être plus long pour être dehors que de pas manger. »

Dossier MRE 2016

L'alimentation, marqueur social ?

« Y'en a à toutes les sauces : vous avez pas le droit de faire comme ci, vous devez pas faire comme ça, vous devez faire ci, vous devez faire ça... C'est bon, on fait comme on peut ! On a l'impression qu'on s'adresse à des débiles mentaux, enfin des fois les paroles qu'on nous dit, quand on va voir l'assistante sociale ou qu'on va voir un conseiller... On n'est plus des gosses ! »

« Arrêtez de nous matraquer avec des conseils ! »

« Chaque fois que le médecin me voit, il me parle que de mon poids, il dit que je suis obèse. Il ne cherche pas à comprendre comment cela est arrivé. Il ne cherche pas à comprendre que si je suis comme ça, c'est que je mange plus que des pâtes parce que je ne peux pas me nourrir avec 5 fruits et légumes par jour. »

« Mais c'est vrai que quand t'as des gosses petits [...] tu peux pas acheter viande, légumes frais pour qu'ils aient tout ce qu'ils racontent à la télé, cinq légumes, fruits et légumes par jour... »

ATD Quart-Monde

« Si les plus pauvres le pouvaient, c'est leur budget alimentation qu'ils augmenteraient en premier avec leur budget épargne »

ATD Quart-Monde, en finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté, Edition Quart-Monde, p.90

« [...] on avait organisé avec la PMI un groupe de parole sur l'alimentation. En caricaturant c'était "regardez le beau tableau, on va vous dire ce qu'il faut donner à manger à votre enfant".

À la fin d'une session, on demande aux familles "que voulez-vous aborder comme sujet la prochaine fois ?" Aucune réponse. Et je leur dis "mais pourtant y'a plein de sujets, sur l'hygiène, l'alimentation...". Une maman nous dit alors "faut arrêter avec ces groupes de paroles ! Il faut qu'on se retrouve autour d'un thé, un café et qu'on discute entre nous, et ça, ça nous fait du bien et finalement on parle de l'alimentation, de ceci, de cela"... ».

MRIE,

- Travailler sur le projet de maison des familles a changé mon regard et ma posture professionnelle - Dossier 2016

Dans ce contexte, les discours sur l'alimentation peuvent être violemment vécus par les plus précaires, entre discours sanitaires et injonctions. La violence vécue peut venir de la honte de parler de sa situation, la crainte de ne pas faire assez, la peur de ne pas se conformer à la norme, avec parfois, du côté des parents, la peur que leurs enfants leur soient retirés par les services de l'aide sociale à l'Enfance (ASE).

En même temps qu'une partie de la population ne peut pas combler la variété des besoins liés à l'alimentation, les appels à la sobriété écologique sont plus pressants, et de manière contradictoire les injonctions de la société de consommation sont-elles-aussi toujours pressantes. Comment œuvrer pour l'écologie sans mettre à mal la lutte contre la précarité et pour l'accès de tous à une alimentation de qualité en quantité suffisante ?

L'alimentation peut être un bon moyen pour instaurer de la réciprocité, et pour considérer les besoins de manière large, au-delà des besoins physiologiques. Comment en faire un levier pour l'action sociale, au-delà d'une vision d'un besoin "primaire" socialement normé ?

... l'alimentation, creuset des solidarités !

La solidarité spontanée, informelle, entre voisins

La solidarité spontanée constitue la plus grande partie de l'aide alimentaire destinée aux plus précaires.

« Quoique, il y a quelque chose que nous avons dans nos campagnes et qu'il y a peut-être moins en ville... Si on voit une famille en difficulté, tout au moins c'est comme ça que ça se passe dans notre quartier, on va aller lui donner ça... j'ai une salade de trop, je vous la donne, des choses comme ça. »

MRIE, monographies de territoires ruraux

L'auto-production en milieu rural ?

En milieu rural, l'auto-production reste présente mais n'est pas si répandue.

À la campagne, il y a toujours une possibilité de compenser le manque de ressources : « je fais mon jardin, s'il fallait aller au magasin pour tout prendre, je n'y arriverais pas financièrement [...] On peut se débrouiller, à la campagne, ce n'est pas comme à la ville » ; « même une femme seule, elle va se débrouiller pour planter quatre patates et faire du troc ».

Mais comme le note Agnès Roche dans son étude sur la pauvreté en milieu rural : « contrairement aux idées reçues, le milieu rural est encore un endroit où il peut y avoir des difficultés à se nourrir. Disparition de la "culture potagère" avec l'uniformisation des pratiques alimentaires (livraison de surgelés par exemple) » (Dossier MRIE 2016).

L'aide alimentaire traditionnelle

Environ 80 % des bénéficiaires de l'aide alimentaire sont orientés vers les associations par des travailleurs sociaux professionnels. Le colis livré aux bénéficiaires a les défauts d'une alimentation économique : trop peu de fruits et légumes frais, insuffisance en vitamines, aliments très énergétiques, comportant beaucoup de sucres et de féculents raffinés. (Darmon, Nicole, et al. "Enquête auprès des associations d'aide alimentaire, 2008) ...même si de gros efforts ont été faits, notamment sur l'approvisionnement en fruits et légumes frais (Rapport annuel Réseau Banques Alimentaires, 2017)



Epicerie sociale

◀ Epicerie sociale, membre du GESRA

▼ Jardin partagé à vocation sociale de la Poterne, à Grenoble. Association Brin d'Grelinette



Jardins partagés

Un jardin ouvert à tous ceux qui souhaitent jardiner, échanger, cuisiner, bricoler s'exprimer, se ressourcer

Un coin de nature en ville, préservé, à partager, à respecter

L'association Brin d'Grelinette vous accueille :
* le mardi de 9h à 14h, avec repas cuisiné ensemble
* le vendredi de 13h à 17h

Des repas partagés,
des lieux d'accueil
inconditionnels
...ouverts à tous, ou
parfois spécialement aux
plus précaires (accueils de
jour) ...

Les repas à la Maison des familles de Vaulx-en-Velin ? (2018)

« Partage ... comme en famille »
« On est tous ensemble. C'est
agréable »
« Parler, échanger »
« Convivial ... de bons moments.
Ecoute de tous »
« Super partage ... C'est plus que
partage, c'est très profond. Je
partage ce que je sais faire. »

« Rire – dialogue – Réunion ... on évoque
des sujets pendant les repas. Réunion de
nos différences. »

« Apprentissage collectif ... j'apprends
avec vous, on apprend ensemble »

Entendu à l'Escale solidaire de Lyon 3^e (2018)

« Ici c'est pour rompre l'isolement »
« Il faut venir, c'est un lieu pour faire des
rencontres, parler avec des gens, jouer, et
c'est ouvert à tous »

...et autres idées
anciennes et nouvelles,
pour lutter contre la
précarité à travers le levier
de l'alimentaire, avec une
vision large !

▼ Achat en VRAC, par exemple
à l'entreprise à but d'emploi
Emerjean à Villeurbanne

▼ Les Escales solidaires
d'Habitat et Humanisme Rhône



Avec un point d'attention : la place des plus précaires peut être difficile à trouver dans ces dispositifs

« Voilà, l'AMAP, c'est bien mais c'est cher aussi. (...) Tu vois les gens, parce qu'on est attirés, moi je les ai vus
ces paniers, je me suis dit : "C'est chouette et tout" ; j'ai demandé le prix, ben non je peux pas quoi (...) je
peux pas me payer ça, alors voilà, ça donne des envies et après tu ne peux pas. »

ATD QUART-MONDE

« Les épiceries sociales ouvertes à tous comme Oasis : ça pousse à la consommation et au stockage car
c'est pas cher [...] Stocker c'est de l'argent, vaut mieux qu'il soit dans le porte-monnaie »

Maison des familles

« C'est bien, c'est bien les jardins, mais il faut que les gens sachent qu'ils ont droit à ça. Il faut que ça soit
dans leur tête, il faut qu'ils viennent faire avec nous. Nous, il y en a très peu qui viennent cuisiner ou très
peu qui viennent jardiner. Ils ne connaissent pas, c'est pas la peur, c'est la méconnaissance. Et la
méconnaissance de faire du jardin aussi. Et peut-être la peur de l'autre, de faire pas bien ou voilà. »

Maison des familles

« Dans l'alimentaire, les justificatifs c'est un cheminement compliqué avec des grosses galères. Si on est
dans l'ultra-caritatif, tu arrives la tête basse et tu repars la tête basse : c'est la honte qui domine. Devoir
fournir un justificatif, c'est en permanence la peur d'être en défaut. »

DOSSIER MRIE

RÉFLEXIONS

SUR L'ÉNERGIE À PARTIR DU VÉCU DES PLUS PRÉCAIRES



Coordination : Annaïg Abjean, Laurence Potié et Pauline Beaudet, MRE

Ont contribué : des habitants du quartier Saint-Jean à Villeurbanne en lien avec TZCLD et Voisins Malins, des gens du voyage accompagnés par l'association ARTAG à Francheville, des propriétaires accompagnés par le Compagnons Bâisseurs, des professionnels ou bénévoles de l'Artag, des Compagnons Bâisseurs, de SOLIHA, du Secours Catholique, de la Fondation Abbé Pierre, d'Aralis, de l'Association villeurbanaise pour le droit au logement, d'Oikos, d'Habitat et Humanisme, d'Est Métropole Habitat, de la Confédération syndicale des familles, de la Myne-Daisee, de la CNDP

Dans le cadre d'une concertation du gouvernement autour de la "programmation pluriannuelle de l'énergie", la MRE a été sollicitée pour apporter le regard des plus précaires sur cette question. C'est la première fois qu'une institution la sollicite pour travailler non pas sur une politique sociale ciblée sur les plus précaires, mais sur un sujet transversal analysé du point de vue des plus précaires.

La MRE a animé des travaux exploratoires et une réunion d'analyse collective de ces travaux s'est tenue le 23 avril 2018²⁶.

C'est en partant du vécu et de l'analyse de personnes concernées par des situations de précarité que nous nous sommes demandés ce que nous voulons pour la politique de l'énergie des 10 prochaines années en France. Que voulons-nous comme énergie, de quoi avons-nous besoin, avons-nous des problèmes liés à l'énergie ? Comment faire pour améliorer ce qui peut l'être, comment agir pour moins consommer, moins polluer, rénover les bâtiments, produire des énergies plus vertes (ce sont en résumé des objectifs de la loi de 2015 de "transition énergétique pour la croissance verte") ?

Nous avons réuni **un patchwork non exhaustif de situations et points de vue sur l'énergie**, à partir :

- ▶ ... de paroles de **locataires** habitants du quartier Saint-Jean à Villeurbanne. Ce quartier est peu desservi par le réseau des transports et enclavé entre de gros axes de circulation et un canal. C'est l'un des dix "territoires zéro chômeurs de longue durée" en expérimentation.
- ▶ ... de paroles de **gens du voyage** sur une aire d'accueil à Francheville, accompagnés par l'association Artag de Villeurbanne (association régionale des Tsiganes et de leurs Amis Gadgés). Ils sont confrontés dans leurs conditions spécifiques d'habitat à des problèmes d'énergie récurrents.
- ▶ ... de paroles de **propriétaires occupants**, qui nous ont été retransmises par l'association des Compagnons Bâisseurs les ayant accompagnés dans la réhabilitation de leur logement.

Ces paroles de personnes en situation de précarité sont signalées par une bulle de couleur bleue.

- ▶ ... **d'apports de la MRIE** (issus d'études récentes ou de travaux en cours) **signalés par une bulle de couleur orange.**
- ▶ ... **de contributions de professionnels ou bénévoles signalés par une bulle de couleur grise.**

Nous avons organisé toute cette matière recueillie en 5 thématiques, en distinguant d'un côté les constats : ce qui pose problème, ce qui fonctionne ; et de l'autre des marges de progression : les questions que ça nous pose, les solutions concrètes qui pourraient être mises en œuvre, les points d'attention.

En introduction : qu'est-ce que l'énergie ?

Personnes
précaires

Rares sont les personnes qui avaient déjà réfléchi spécialement au sujet de l'"énergie".

Certaines personnes ont évoqué « *l'énergie du corps* », « *l'énergie procurée par un repas* », « *la santé* », « *le café* », avant de parler du « *chauffage* », des « *transports* », des « *industries* », de « *l'électroménager* ». Pour d'autres, avoir de l'énergie, « *c'est être indépendant, être libre : ne pas être entouré d'une déchetterie, de travaux, de tas d'amiante, de zones industrielles ou d'épuration qui empêchent de respirer* », avant d'avoir « *de l'électricité pour se chauffer et cuisiner* ». C'est un sujet très technique, le quotidien semble rarement abordé sous cet angle.

26. A cette réunion, étaient présents : Soliha, l'Artag, CSS conseils, le Secours Catholique, Habitat-et-Humanisme, l'AVDL (Association Villeurbannaise pour le Droit au Logement), la Myne-Daisee, la Fondation Abbé Pierre, Aralis, et la Commission nationale du débat public (chargée de cette concertation sur l'énergie).



L'énergie c'est opaque...

Personnes précaires

Certains connaissent leur consommation d'énergie (c'est facile, il y a les compteurs) mais pour beaucoup c'est opaque. « *Moi, je ne connais pas ma consommation, c'est mon mari qui s'occupe des factures* ». « *Je n'ai pas accès à mon compteur* » « *J'ai un e-relevé mais je ne regarde jamais sur internet* » « *Il y a la confiance. Ils ne vont pas nous voler EDF.* » « *On devrait avoir une fiche d'électricité, il faudrait la demander au Siège [au gestionnaire de l'aire d'accueil]* ».

« **Ça dépend des logements** : en caravane, en HLM, en hébergement, on ne peut pas connaître sa consommation à chaque fois. »

MRIE

Au cours de notre enquête sur le budget des ménages ayant sollicité les CCAS, **18,1% des ménages interrogés ne connaissent pas leurs dépenses en énergie** du mois précédent, ce qui est peu, si l'on compare avec les 43,9% qui ne connaissent pas leurs dépenses en eau. A titre de comparaison, une proportion similaire de ménages ne connaît pas ses dépenses de télécommunications (21,9%). Télécommunications et énergie peuvent

être perçues comme des dépenses importantes, et donc bien surveillées. Seuls 3,1% des ménages déclarent ne pas connaître le montant de leurs loyers.

Personnes précaires

« **On ne sait pas comment c'est calculé, avec les kilowattheures.** »

« *On est mal isolés mais ils ne veulent pas isoler. Je pense que c'est parce qu'il y a un projet de rénovation urbaine dans le quartier, du coup ils ne veulent rien faire en attendant ce chantier.* »

Professionnels et bénévoles

« *Aujourd'hui la gouvernance c'est les producteurs / distributeurs d'énergie* → **questionner la gouvernance.** »

« *Les données sont trop centralisées, peu transparentes, peu accessibles.* »

« *Illettrisme : comment accéder aux droits ? Comment avancer (sans imaginer remettre à niveau toutes les personnes illettrées) ?* »

« *Le numérique est très mis en avant aujourd'hui mais il ne concerne pas tout le monde. Tout le monde n'a pas la possibilité d'utiliser un outil informatique. Quid des personnes âgées ?* »

Des marges de progression

... Davantage d'informations, importance de la relation

Personnes précaires

« *Avec un prélèvement automatique, tu vois moins ta consommation, tu t'endors. Mais si tu vois tes relevés, si tu paies ce que tu as vraiment consommé, tu peux te dire "je ferai mieux le mois prochain".* »

« *Ils ont fait des chômeurs en plus, avant ils venaient relever les compteurs.* »

« *Nous on a les sous, on veut payer mais la gestionnaire n'est pas là. Ils nous coupent dès 7h du matin, avant qu'elle arrive.* »

Pour accompagner les personnes sur des questions d'énergie dans leur logement et dans leurs modes de déplacement, **il faut être formé, connaître les dispositifs d'aide.**

L'accompagnement est nécessaire notamment en amont et pendant les réhabilitations de logements (par exemple au travers du programme "Habiter mieux"), qui paraissent parfois trop risquées,

complexes, coûteuses. Il faut une grande confiance, beaucoup d'explications, un accompagnement sur du temps long.

Professionnels et bénévoles

Les programmes de réhabilitation bénéficient d'un soutien technique et financier. En revanche **les temps longs d'accompagnement sont insuffisamment financés.**

« *Il faut des interfaces simples : l'information doit venir à l'utilisateur et pas l'inverse* ».

« *L'appropriation de la donnée énergétique permet de s'approprier l'énergie aussi. Avoir accès aux données à plusieurs niveaux (local, hyper-local). Avec de l'animation, de l'accompagnement, des dynamiques de quartier pour s'y intéresser dans la durée. Exemple : programme de recherche Daisee, une régie de données citoyennes, expérimenté dans le Sud de la France (la Myne).* »

L'énergie est trop coûteuse ...

Personnes
précaires

Les personnes abordent la question de l'énergie **d'abord par la dimension financière, et non par les dimensions de la consommation ou de la pollution.** Ce sont d'abord les factures, abonnements, le prix de l'essence qui sont les préoccupations premières sur le thème de l'énergie.

Chez soi : « *C'est en fonction de la facture qu'on s'inquiète ou pas* » « *On paie une fortune d'eau, de courant, de place* »

A propos de déplacement : « *C'est le prix qui fait la différence, pas le fait de polluer* ». Certains trouvent que la voiture est plus coûteuse que les transports en commun, d'autres expérimentent l'inverse, mais la question financière motive le plus souvent le choix pour l'un ou l'autre mode de transport.

Professionnels
et bénévoles

« *Les personnes qui consomment moins paient proportionnellement plus parce que la partie fixe est importante, c'est une aberration* »

« *Il y a des personnes qui ont déjà eu de grosses factures parce qu'elles n'ont pas eu les moyens de suivre leur consommation. Elles ont recours à des énergies alternatives parce que c'est plus simple pour leur gestion budgétaire (exemple poêle à pétrole), avec des coûts énergie énormes par rapport au chauffage en place dans leur logement* ».

MRIE

Nous avons constaté dans nos travaux que **les aides facultatives des CCAS du Rhône concernent très fréquemment les fluides et la mobilité.** Les motifs de recours à ces aides sont de plus en plus du fait d'impayés d'énergie.

Personnes
précaires

Les énergies plus vertes paraissent inaccessibles : « *c'est trop cher les voitures électriques, nous on n'a pas les moyens.* » « *On voudrait plus de transports en commun et qu'ils soient plus écologiques, mais on a peur qu'ils deviennent trop chers* ».

... et si l'on baisse son prix ?

Professionnels
et bénévoles

Le chèque énergie, en cours de généralisation, remplace les tarifs sociaux de l'énergie. La somme est octroyée en fonction des revenus des ménages²⁷, pour régler tout type de facture d'énergie. Les sommes prévues sont-elles à la hauteur des besoins des plus précaires ? Est-ce un dispositif compréhensible, facile d'utilisation, va-t-il générer du non-recours ?

²⁷. 4 millions de ménages sont éligibles au chèque énergie en 2018 (Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017)

MRIE

L'approfondissement de notre enquête sur le budget de plus de 900 ménages en situation de précarité ayant sollicité 111 CCAS du Rhône en 2016 nous montre que la **vulnérabilité énergétique²⁸ est bien fonction des ressources du ménage. Les plus "pauvres" des répondants sont presque tous vulnérables (les 20% les plus pauvres sont vulnérables pour plus de 80% d'entre eux, voir graphique).**

Nous constatons une baisse assez nette de la part des ménages vulnérables lorsque leurs ressources augmentent. Cette baisse est d'autant plus frappante que la quasi-totalité des ménages étudiés ont des ressources par UC qui les placent en dessous des seuils de pauvreté (1015 euros à 60% du revenu médian et 846 euros à 50%,

soit dans les neuvièmes et huitièmes déciles, respectivement).

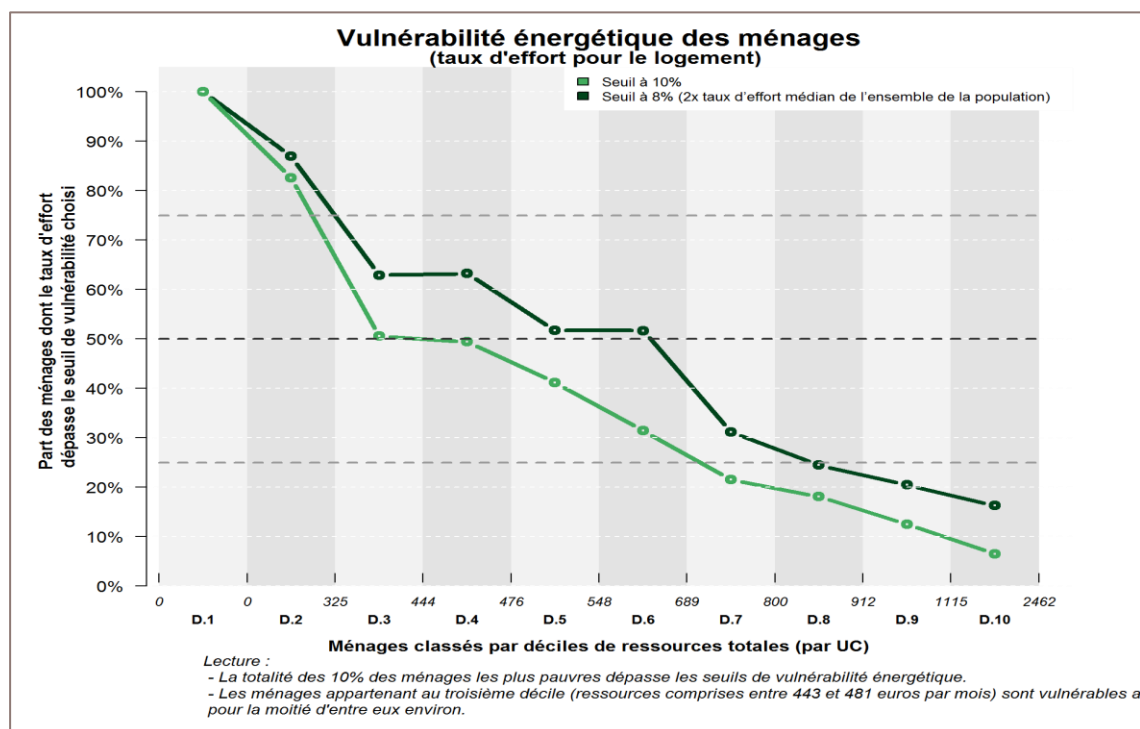
Ainsi, **même des gains de revenus modérés permettraient à une part importante des plus pauvres de sortir de la vulnérabilité énergétique.**

Personnes précaires

Si les personnes que nous avons rencontrées s'accordent à dire que l'énergie coûte trop cher, l'une d'entre elles se demande « **si on nous baisse les factures, on va sûrement consommer plus ?** »

MRIE

Permettre de consommer plus d'énergie, c'est **risquer une sur-consommation, ou bien une vie plus digne ? Quelles sont les normes d'une vie digne et confortable ?**



28. Les ménages sont ici considérés comme vulnérables énergétiquement s'ils consacrent plus de 8 % (ou 10%) de leurs revenus dans les dépenses d'énergie, selon les définitions de l'Insee. 5,6 millions de ménages sont en précarité énergétique en France (INSEE, ENL 2013)

L'obligation d'arbitrer sous la contrainte de précarité, jusqu'à la privation...

Les factures d'énergie pèsent lourd dans le budget d'une famille. Cela leur impose des arbitrages :

Personnes précaires

choisir entre se chauffer, s'habiller, se nourrir, se déplacer... « *Des fois on se prive de manger.* » « *Tu as vingt euros que tu gardais pour manger, mais tu paies tes fluides avec pour pas qu'ils te coupent.* » « *Entre le gasoil et le courant je préfère le courant parce qu'il nous faut nous chauffer, et il nous faut cuisiner.* »

MRIE

Dans notre enquête sur le budget des ménages ayant sollicité l'aide de CCAS, 7% des ménages déclarent renoncer à payer l'énergie lorsqu'ils manquent d'argent, soit la même proportion que ceux qui déclarent renoncer à l'alimentation. 19% disent renoncer aux loisirs.

L'enquête montre que les dépenses concernant l'énergie et les transports sont très variables suivant les ménages. Pour l'ensemble des ménages, le montant moyen des factures d'énergie (non déclaré dans les charges) payées le mois précédent l'enquête est de 76 euros, et le montant médian de 58 euros. Le quart des ménages ayant les dépenses les plus conséquentes voient leurs dépenses payées le mois précédent s'étaler entre 90 et 948 euros. Les 30% des ménages ayant les dépenses en énergie les plus importantes sont également des ménages ayant des ressources mensuelles plus élevées que les autres (en moyenne supérieures à 1000 euros).

Au final, **plus de la moitié des répondants ont un "taux d'effort énergétique" supérieur à 8% de leurs revenus, ils sont dits en situation de vulnérabilité énergétique.**

Les personnes vont jusqu'à s'imposer un **comportement très contraignant pour faire des économies, jusqu'aux privations :** on ne se

déplace plus, on ne se chauffe plus.

« *Moins on gaspille, moins on paie* » « *Je fais la chasse à mes enfants pour qu'ils éteignent la lumière.* » « *Je me déplace à pieds.* » « *Je vais en voiture jusqu'au métro.* » « *Il ne faut pas faire couler l'eau sous la douche.* » « *Pour moi, 1 euro c'est 1 euro. Donc je fais des économies sur tout, quand je prends une douche je ne laisse pas l'eau couler, et puis c'est un mode de vie aussi. Ma fille je lui ai appris à faire comme moi. Quand je fais la vaisselle je ne laisse pas couler l'eau sans arrêt. (...) Là je suis partie quinze jours à Marseille en vacances mais chez des amis, avec Blablacar même si ça m'a coûté cher. (...) Je considère que je suis la reine de la débrouillarde pour les fringues, je n'achète rien de neuf à part les chaussures* ».

Certains propriétaires occupants sont dans ces situations de grandes privations : C'est le cas par exemple d'un habitant du Haut-Forez qui a hérité de la maison familiale après une longue procédure. « *j'aimerais faire des travaux, mais tout seul, ce n'est pas facile. Ça me gêne pas de pas avoir de chauffage ou d'eau chaude, mais c'est de vieillir dedans, je suis jeune pour l'instant, mais dans 10 ou 20 ans ?* ».

Professionnels et bénévoles

Les privations d'énergie ne sont pas les cas les plus repérables et sont souvent invisibilisés. On remarque davantage les personnes qui ont une consommation élevée d'énergie que celles qui ne consomment pas ou très peu.

... Valoriser la contribution des personnes en précarité

MRIE

Ces efforts, ces renoncements, ces privations ne sont pas valorisés comme de "l'écoresponsabilité", pourtant ils prouvent que les plus précaires contribuent déjà, de fait et souvent sous contrainte, aux économies d'énergie nationale en consommant peu. La norme de consommation d'énergie qu'on souhaite atteindre c'est la moyenne, ou bien la norme serait de s'astreindre à moins de consommation ? Dans ce cas, valoriser les personnes en situation de précarité. **Ce n'est pas leur dire de ne pas consommer mais plutôt reconnaître que de fait, ce sont des personnes qui font déjà des efforts.**

**Personnes
précaires**

Ces arbitrages sont des choix réfléchis, en fonction des intérêts propres, des priorités de chacun (travail, enfants, santé...)

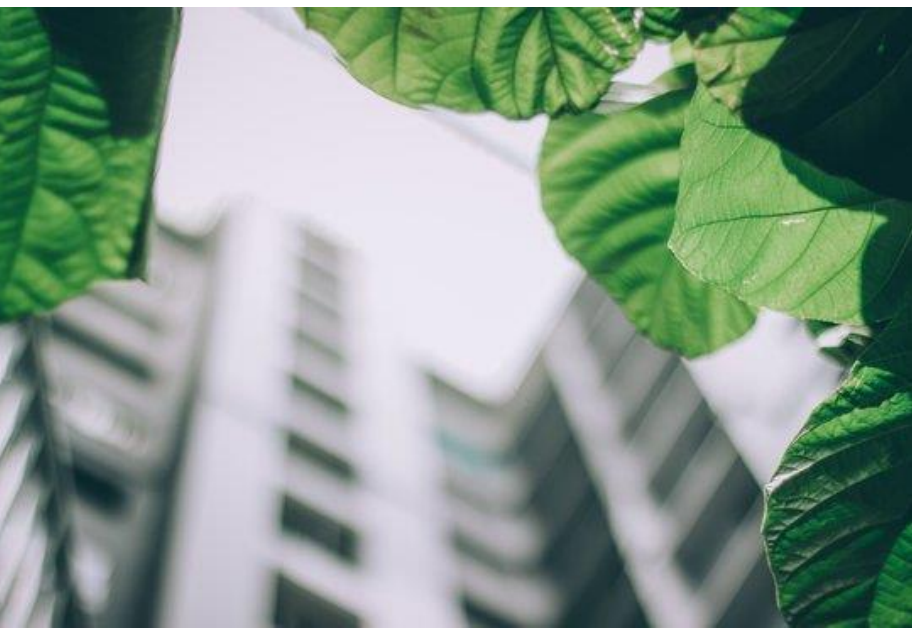
« Moi je travaille, je suis artisan. J'ai besoin de me déplacer, tous les jours ça me coûte dix euros que je mets dans la voiture. Ma priorité c'est le travail parce qu'il faut bien que je mange, et je touche le RSA mais c'est pas suffisant. J'aide mes deux parents qui ont très peu d'argent

par mois, j'ai une facture de téléphone... » Cette personne n'a pas pour priorité de payer ses factures d'électricité, elle subit des coupures régulières et participe ainsi, sous contrainte, à économiser de l'énergie. De surcroît, elle contribue à la vie de la cité par son travail et le soin qu'elle apporte à deux autres personnes.

Pour cette autre personne qui par ailleurs surveille de près ses consommations de fluides dans son logement, le soin apporté aux enfants prime parfois sur les économies : *« on laisse allumer la nuit pour les enfants. »*

MRIE

En prenant en considération les intérêts des personnes, qui fondent ces arbitrages et renoncements, on peut saisir leurs priorités en fonction des contraintes qui pèsent sur elles. Cela permet de sortir d'une approche de sanction, de culpabilisation, d'incapacité, pour s'appuyer sur les ressources, les choix, les marges de manœuvre que les personnes conservent malgré les contraintes fortes qui pèsent sur elles.



La double peine : Plus on vit en précarité, plus on subit...

Personnes
précaires

« Dans le quartier, les TCL, c'est le sujet sensible ! Il n'y a pas beaucoup de bus, surtout le week-end, là tu as intérêt à avoir une voiture. » « Ici les bus sont toujours en retard, ils ne sont pas fiables ».

« Les bâtiments c'est du béton brut, c'est froid » ; « Les immeubles sont pas aux normes » ; « Ici on est mal isolés donc on est mal chauffés, ça coûte cher ».

Professionnels
et bénévoles

Même dans les immeubles neufs, il arrive qu'il y ait des dysfonctionnements techniques. Par exemple, dans les nouveaux **immeubles "mixtes"** où il y a une partie copropriété (logements destinés à la vente) et une partie logement social, les matériaux de finition ne sont pas les mêmes, mais la chaudière est commune. Les logements sociaux sont des passoires thermiques, tandis que les logements en copropriété sont bien voire trop chauffés.

Personnes
précaires

« J'ai un cumulus électrique qui chauffe l'eau, et il était réglé sur une puissance trop élevée, ça me fait des factures d'électricité de 100, 110 euros chaque mois. J'ai demandé une intervention pour re-régler et j'ai dû payer l'intervention du technicien ».

« Quand on est mal chauffé on tombe malade. » « Les soins ça coûte cher. »

MRIE

Pour les personnes qui habitent un logement de piètre qualité, les factures d'énergie sont d'autant plus lourdes.

Le manque de ressources et le(s) coût(s) du logement induisent fatalement un moindre entretien de ce dernier, un moindre chauffage, également l'accès à un logement de moindre qualité (sauf dans le cas des logements sociaux).

Des informations sur l'endettement : 19,5% de l'ensemble des ménages interrogés dans notre étude sur le budget des ménages ont une **dette** auprès d'un fournisseur d'énergie ou d'eau. Cela concerne 29,7% des ménages ayant au moins une dette en cours ou en attente de remboursement : **il s'agit de la deuxième source de dette**, juste derrière les banques (33% des ménages endettés) et devant les destinataires du loyer (28,7% des ménages endettés).

Professionnels
et bénévoles

« Les études montrent (dont celle conduite par Soliha) que "le jeu du turn over locatif" contribue à ce que les plus modestes se retrouvent captifs des logements les plus dégradés thermiquement. À l'heure médiatique de la vertu des économies d'énergie, ce sont les "condamnés à consommer". »

« Les sanctions vis-à-vis des marchands de sommeil ne sont pas proportionnelles aux revenus qu'ils ont eus pendant des années en louant des taudis ».



... Lutter contre la double peine : Se préoccuper du bâti et des transports, puis des usagés

Personnes
précaires

« **On ne veut pas de mesures injustes comme les pastilles vertes pour les voitures écologiques.** Il y en a qui peuvent acheter une voiture chère et écologique, nous on ne peut pas faire ça et on doit pourtant se déplacer. »
« **Faire des économies d'énergie c'est possible que quand on a un logement de bonne qualité** » L'important c'est d'abord la qualité du bâti, des matériaux, la qualité de l'habitat, son aménagement intérieur, ses performances techniques... « *Il y a une différence importante entre les bâtiments rénovés et les autres.* »

Professionnels
et bénévoles

« **À condition que le bâti et ses aménagements soient en bon état, on peut travailler sur les usages.** » *C'est pas au locataire de s'adapter au bâtiment, mais l'inverse. Il faut prendre en compte le quotidien des personnes* »
« **Mais la réhabilitation sur le bâti n'est pas forcément un préalable, ça peut être en même temps qu'un accompagnement des usages.** »
Les personnes n'ont pas toujours conscience des conséquences du réglage de leurs appareils (chauffage, eau chaude, électroménager) sur leur facture d'énergie. Certains allument par exemple un petit radiateur d'appoint à fond, ponctuellement, ce qui alourdit leur facture.

Professionnels
et bénévoles

« **Le seul moyen d'aller dans le détail avec les personnes est de se rendre chez elles,** de les accompagner longtemps.
« *Il faut aussi réinterroger la manière de concevoir des bâtiments pour que le ressenti de l'utilisateur soit la clé de voûte.* »
« *Quand on réhabilite nos immeubles de logements sociaux, les habitants deviennent fiers de leur quartier.* »
« **Les réhabilitations d'immeubles peuvent causer des augmentations de loyer,** qui sont ensuite un sujet de départ des logements. »

Personnes
précaires

« *Ma demande ce n'est pas l'énergie, ma demande c'est un terrain où je me sens chez moi. Ici t'es pas chez toi. Je ne vais pas me battre pour cet endroit.* »²⁹

MRIE

« **Y aurait-il besoin de se sentir chez soi pour avoir envie de réhabiliter son logement, de consommer moins d'énergie ?** Si "s'en sortir" c'est "sortir" de son logement social, de son hébergement, de son aire d'accueil, si tout cela est temporaire, alors il est moins sensé pour les personnes de s'investir dans l'entretien de leur logement, de se pencher sur leurs charges. **Sortir de cette impasse impliquerait une attention particulière au fait que les personnes soient fières de leur chez soi, quel que soit leur mode d'habitat et leur environnement.** »

²⁹. Ménage sur une aire d'accueil pour gens du voyage

Des constats

Une logique de sanction...

Personnes précaires

« Je n'ai vu GEG [gaz et électricité de Grenoble] que quand ils sont venus restreindre l'électricité après plusieurs relances par courrier. C'est de ma faute, j'ai fait l'autruche. » « On a des coupures d'électricité avant 9h, avant que le gestionnaire³⁰ arrive. Il y a des gens malades ici, des petits enfants, et l'hiver le matin ça gèle ! »

Des marges de progression

... Une porte d'entrée pour un changement plus global, sur d'autres thématiques

Professionnels et bénévoles

Pour que l'écologie ne sanctionne pas ceux qui sont déjà en précarité, pour qu'elle ne renforce pas les inégalités sociales, il faut trouver des moyens d'inclure les personnes en précarité.

Par l'accompagnement ?

Professionnels et bénévoles

Accompagner les personnes dans leur logement pour qu'elles sortent de la précarité énergétique, c'est "une porte d'entrée grandiose". Lorsque quelqu'un confie sa situation de privations, d'inconfort, un budget serré, aller chez cette personne par la porte de la précarité énergétique, permet de travailler d'autres formes de précarité vécues : l'isolement, l'accès aux soins, l'alimentation, etc.

Personnes précaires

Une réhabilitation a des effets démultipliés : reprise de confiance en soi, envie d'inviter chez soi, motivation pour faire d'autres démarches... Par exemple, une personne accompagnée dans la réhabilitation de son logement en a aidé d'autres dans leurs travaux et a créé de nouveaux liens sociaux. Les travaux chez lui ainsi que ces expériences de bénévolat lui ont également permis d'apprendre des savoirs et des techniques de rénovation.

Professionnels et bénévoles

Pour des personnes n'ayant pas de compétences techniques, mener un projet est impossible, d'autant plus si elles sont déjà exclues socialement et ne possèdent pas un réseau d'entraide informé et mobilisé.
« On n'est pas des surhommes, on n'est pas des sur-femmes. »

Par l'emploi ?

Personnes précaires

Plusieurs personnes disent leur motivation pour travailler dans des secteurs qui permettent de consommer moins d'énergie, de "protéger la planète". « Les entreprises produisent beaucoup de déchets, on pourrait les recycler » « [l'écologie] c'est pas d'aujourd'hui, ça a toujours existé ». C'est le cas d'un jeune qui a suivi récemment une formation de "maître-compostier" et met en place une plateforme de compostage dans son quartier, pour recycler les déchets de professionnels de la restauration. « Maintenant ils brûlent les déchets, ça pollue. Là ça polluera moins la planète. Je trouve ça bien pour l'environnement, de recycler, de réutiliser les choses. Je trouve que c'était bien de faire cette loi pour obliger les restaurants à trier leurs biodéchets [ou déchets biodégradables]. Ils vont payer pour que ce soit recyclé, et plus il y aura de déchets, plus il y aura d'emplois. »

Professionnels et bénévoles

L'une des personnes rencontrées a émis l'idée de former des jeunes éloignés de l'emploi pour qu'ils accompagnent des habitants à domicile sur des sujets d'énergie : comprendre d'où vient une facture trop élevée d'énergie, et trouver peu à peu avec la personne des solutions, en sollicitant si besoin des dispositifs ou aides existants.

MRIE

Changer de modes de production, de consommation d'énergie : cela permet de créer de nouveaux métiers, de nouveaux emplois. **Il y a un fort enjeu à ce que les plus précaires, les personnes éloignées de l'emploi y trouvent une place.**

³⁰. De l'aire d'accueil pour gens du voyage

LES NOUVEAUX EMPLOIS LIÉS A L'ENVIRONNEMENT, UNE CHANCE POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE... À QUELLES CONDITIONS ?

RETOUR D'EXPÉRIENCE D'UNE "ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI" ÉMERJEAN EN LIEN AVEC LES DÉTRITIVORES

Coordination :

Pauline Beaudet, MRIE

A partir d'un entretien avec : Yamin,
salarié d'Emerjean engagé dans Détritivores

L'entreprise Emerjean est née il y a deux ans et demi, dans le quartier Saint-Jean à Villeurbanne. Elle fait partie des 10 Entreprises à But d'Emploi (EBE) créées sur les 10 territoires sélectionnés pour l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD) initiée par ATD Quart Monde (voir l'encadré page 110). Depuis sa création, Emerjean a embauché 80 habitants du quartier qui étaient privés d'emploi depuis plus d'un an.

Dans l'entreprise Emerjean, une fois embauchés, les salariés développent des activités en prêtant attention à ce que ces activités génèrent des emplois supplémentaires : le but est de ne pas faire concurrence à des emplois existants - toujours dans

le but de supprimer le chômage de longue durée. Les activités d'Emerjean, à destination des habitants et des entreprises du quartier, répondent donc à des besoins qui n'étaient pas couverts. Parmi ces besoins, il y a ceux liés au recyclage, à la réutilisation, la réparation et des besoins de nature en ville. Pour limiter les déchets, réutiliser ou recycler ce qui peut l'être, produire et utiliser des biens utiles, avoir un impact neutre voire positif sur son environnement, et dans des conditions de travail dignes. Comme ailleurs, les besoins liés à l'écologie sont prégnants, et de nouvelles activités et nouveaux métiers se développent pour répondre à cette nécessité. En plus de leurs bienfaits écologiques, ils représentent une réserve d'emplois pour ceux qui en sont privés.

Des activités écologiques d'Emerjean

- la retouche couture
- l'atelier apprentissage du vélo
- la vente de produits bio en vrac -avec Vrac
- le jardin potager
- la collecte de bouteilles plastiques -avec Yoyo
- le compostage de biodéchets -avec Détritivores
- la collecte des huiles usagées

...et d'autres activités en cours de développement :

- une ressourcerie et friperie
- la sensibilisation au tri des déchets dans les écoles -avec Détritivores



◀ L'entrée de l'espace nature d'Emerjean,

qui ouvre sur : l'activité de compostage Détritivores ; un jardin potager avec des serres et un futur jardin pédagogique pour les scolaires ; la collecte et le tri des bouteilles de plastique en partenariat avec Yoyo.

◀ Sous une serre du jardin d'Emerjean,

dans une bonne terre : choux kale, artichauts, fraises et ciboulette destinés à la table d'hôte d'Emerjean.

L'une des activités qu'ont entrepris les salariés d'Emerjean est le compostage de déchets alimentaires, en lien avec l'association Détritivores. Yamin, un jeune habitant du quartier et l'un des salariés engagés dans cette activité, nous a expliqué ce qu'elle représente pour lui. A partir de cet échange apparaissent les points sur lesquels des efforts collectifs pourraient se porter pour favoriser encore davantage le développement d'activités écologiques du même acabit.

Détritivores, qu'est-ce que c'est, concrètement ?

« On commence notre journée par la collecte : on charge des bacs vides de 120 litres dans le camion, pour ensuite pouvoir les déposer chez les clients et récupérer les bacs pleins de déchets. On va dans Lyon, à Rillieux, à Décines, à la Croix-Rousse, à Meyzieu, à Vaulx-en-Velin et surtout à Villeurbanne. Nos clients sont les restaurants, les maisons de retraite, les cantines... toute entreprise qui a une cuisine. Et puis on composte tout. On vide chaque bac sur la table de tri, on enlève tout ce qui n'a rien à voir avec les déchets : les bouts de plastique, les pots de yaourts, tout ce qui est mélangé à l'intérieur dont on n'a pas besoin. Certains clients font bien attention, d'autres n'en font qu'à leur tête... Ensuite on broie, on mélange avec du broyat de bois, et on transvase le mélange dans des cellules de compostage. Leur contenu se composte avec le temps. »

C'est tout un système de recyclage local : entre les plateformes de compostage géantes éloignées géographiquement et les micro-composts de quartier, ce nouveau format de compostage a l'intérêt de limiter les transports en récupérant les déchets localement, en les compostant à proximité des lieux de collecte, et en revendant le compost obtenu à des particuliers pour la fertilisation des sols agricoles et jardins environnants.



Il y a du déchet, il y a de l'emploi :

Le recyclage c'est une chance pour lutter contre le chômage

Le travail à Détritivores c'est un emploi d'avenir, puisque les déchets alimentaires sont pour l'instant peu recyclés, ou bien à trop grande distance des lieux de production de ces déchets. Un autre jeune salarié d'Emerjean disait d'ailleurs « Je trouve que c'était bien de faire cette loi pour obliger les restaurants à trier leurs biodéchets [ou déchets biodégradables]. Ils vont payer pour que ce soit recyclé, et plus il y aura de déchets, plus il y aura d'emplois ! ». « Le recyclage c'est le futur », disait un autre habitant du quartier.

Pour Yamin, le sens écologique de ce travail importe peu, mais le fait d'avoir un emploi lui apporte un salaire, et le fait d'avoir une activité, celle-là ou une autre, lui permet de bouger et d'être utile : « Je préfère faire ça que rester assis ». Autrement dit avant même de regarder le type d'activité réalisée c'est d'abord le fait d'être actif et de contribuer par son travail qui lui importe. C'est d'ailleurs ce qui ressort des deux premières années d'existence des 10 EBE existantes actuellement : les premiers constats, c'est que les privés

d'emplois veulent travailler, et que l'embauche en EBE change la situation des personnes sur plusieurs aspects : il y a la sécurité procurée par la durée indéterminée du contrat (CDI), le sentiment d'utilité, la confiance en soi et en les autres, l'apprentissage de choses qu'on ne connaissait pas, l'esprit d'initiative qui renaît, améliorer sa situation financière, retrouver une meilleure santé, être en meilleure position pour candidater ailleurs...³⁰ Certains de ces effets se retrouvent dans ce que nous a dit Yamin : « *je sais ce que c'est le compost maintenant, je sais comment ça marche* » « *ça a changé ma vie financière. Mais rien d'extraordinaire, c'est un début, un tout début* ». « *Je sortais de l'école. Et ensuite j'ai fait quelques intérimis mais des vraies petites missions de 2-3 jours, rien de concret. Ensuite je suis venu m'inscrire à Emerjean. Pour après faire une formation. Mais ils avaient pas encore les ressources, ils avaient pas encore fait leur demande. Maintenant je vais essayer de demander pour ma formation.* »

30. Claire Hédon, Didier Goubert et Daniel Le Guillou, *Zéro chômeur, 10 territoires relèvent le défi*, éditions Quart Monde – éditions de l'Atelier, 2019

Selon Yamin, travailler cela change différents aspects de sa situation, mais cette activité de compostage en particulier n'est pas valorisante à ses yeux. Il n'en voit pas le sens, il n'en tire

pas de fierté particulière, et c'est dur physiquement. Il remarque lui aussi que les clients sont de plus en plus nombreux, qu'il y a donc du travail dans ce domaine. Mais selon lui peu de ses collègues peuvent faire ce travail. Il est alors d'autant plus difficile que la charge pèse sur peu d'épaules. « *Au début ça allait, parce qu'il n'y avait pas trop de clients, pas trop de poubelles. Mais vu que maintenant ça prend de l'ampleur et qu'il y a plus de clients qu'avant, plus de poubelles, plus de poids, ça devient un petit peu physique et tout le monde ne peut pas le faire. C'est ça dans ce travail qui est bizarre : il va encore plus prendre d'ampleur, et après il va falloir recruter des salariés pour qu'ils compostent ? Parce que maintenant c'est simultané, y'en a qui compostent pendant que d'autres font la collecte et d'autres lavent des bacs, c'est tout en même temps tout le temps. Et il y a moins de monde pour le faire.* »

Si dans ce cas-là « *le travail ne manque pas* » (une réalité qui confirme l'un des principes sur lesquels repose TZCLD), comment faire pour que ce travail puisse se réaliser dans de bonnes conditions et soit motivant et gratifiant pour ceux qui s'en chargent ?



► Deux de la dizaine de grandes cellules de compostage de Détritivores

Ce qui manque : partager davantage les travaux difficiles ?

« Je préfère ça que rester assis. Mais c'est pas quelque chose qui me plait en soi. C'est pas une fierté, de manipuler des poubelles toute la journée. Même si c'est bien de sauver la planète ! Au début l'odeur elle te dérange un peu, après tu t'y habitues. Et le compostage c'est très physique, les bacs font 90 kg quand ils sont pleins : c'est pas pour tout le monde. »

Une première piste explorée actuellement à EmerJean : permettre à davantage de monde de s'impliquer dans cette activité socialement utile, mais physiquement difficile, en répartissant les efforts sur plusieurs personnes : chacun contribue à cette activité quelques heures par jour ou par semaine, et chacun a plusieurs autres activités.

Cette "polyvalence" ou "multi-activité" est d'ailleurs l'un des aspects du travail en Entreprise à But d'Emploi (EBE). La multi-activité des salariés n'est pas un dogme mais une nécessité pratique pour l'entreprise : comme il s'agit de couvrir une grande diversité de besoins dans le quartier, et que ça ne s'ajuste pas parfaitement avec les compétences et envies des salariés, on partage. Ce partage a pour but que toutes les activités soient réalisées, en laissant

tout de même une part de choix des activités du côté des salariés. Ceux qui entrent à Emerjean savent qu'ils seront polyvalents. Pour certains c'est une chance, un vrai point positif, de ne pas être dans la routine, d'apprendre des choses nouvelles. Pour d'autres c'est un effort d'adaptation pour prendre part à des activités pour lesquelles ils ont moins d'appétence. Toute la difficulté consiste donc à mettre en actes cette polyvalence, à répartir les activités entre les salariés, c'est un défi pour les EBE.

C'est aussi un défi sociétal qui se joue ici. A titre d'exemple à Mauléon dans les Deux-Sèvres, autre territoire d'expérimentation du Zéro chômage, plusieurs salariés ont contribué quelques heures par jour au travail dans une maison de retraite, alors que les salariés permanents étaient en vacances d'été. Les salariés étaient redemandés par les personnes âgées ! Il s'agissait d'un travail particulièrement difficile, surtout en période de canicule, mais le fait de partager les heures de travail a contribué à ce que les salariés aient de l'énergie à revendre, pour le bonheur de leurs aînés. Le partage des tâches pénibles, tel qu'il est pratiqué de manière expérimentale dans les EBE, gagnerait à être expérimenté plus largement : il profite à la fois à ceux qui travaillent et à ceux qui bénéficient de ce travail. Il transforme des tâches pénibles en tâches non pénibles, parce qu'elles sont portées collectivement et non plus déléguées à quelques-uns.

Ce qui manque :

Valoriser davantage ces activités-là, pour valoriser les personnes

Les métiers de l'écologie sont des métiers d'avenir : ils représentent une grande palette d'activités, des savoir-faire anciens et nouveaux, et, ce n'est pas exagérer de le dire, une nécessité pour que la planète reste adaptée à la vie³¹. Mais tout le monde n'est pas conscient de la valeur de ces travaux-là et c'est ce qu'explique Yamin.

31. Lire à ce propos les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui font la somme des dernières connaissances scientifiques sur la situation de la planète. Mais aussi la Revue Projet n°334 intitulée *Transition énergétique, un piège pour les pauvres ?* dans laquelle plusieurs auteurs alertent sur le fait que la transition vers une société écologique ne doit pas se faire au détriment de la justice sociale.

32 Voir à ce propos *Codévelopper des activités en EBE – retour d'expérience à Emerjean (Villeurbanne)*. Ce travail, soutenu méthodologiquement par la Mrie et expérimenté en pratique à Emerjean, a rendu visible les atouts du développement des activités par les salariés, en lien avec un « développeur d'activité ». Il peut être consulté gratuitement sur www.mrie.org

« Comment tu parles avec tes amis de ton travail ?

- Je leur en parle normalement, mais c'est pas une fierté de manipuler des poubelles toute la journée. Mais bon, c'est pas un boulot qui fout la honte. Parce que c'est des déchets d'aliments, c'est pas des trucs vraiment dégueulasses. (...)

- Je pensais que vu le sens que ça a, le compost, ça serait...

-...parce qu'on aide la planète ? Moi mes amis ils aident pas la planète.

- Tes amis ils s'en foutent de la planète ?

- Ben mes amis ils s'en foutent même d'eux-mêmes ! (rire) On parle pas de la planète, nous, habituellement, dans la vie de tous les jours ! Il y a plein d'autres problèmes avant la planète. La planète on ne voit pas le problème qu'elle a, réellement... Même si vu que je travaille pour la planète ça veut dire que je m'en fous pas... c'est les déchets de tout le monde. Mais il faut s'occuper des gens qui y vivent sur la planète, et après on verra pour la planète. »

D'autres salariés et habitants de Saint-Jean ont une toute autre vision de l'écologie et s'approprient le sens des activités de recyclage. Mais ce que dit Yamin est tout de même le reflet des préoccupations d'une partie de la jeunesse. Il montre qu'il y a de quoi faire pour valoriser les activités telles

que celle des Détritivores, pour que les regards changent, pour qu'effectivement les efforts "pour la planète" soient visiblement en phase avec les efforts "pour les gens qui y vivent", pour que chacun y trouve du sens et que ce soit valorisant d'œuvrer dans ce sens.

Un moyen de valoriser ce travail peut passer par le fait que les tâches d'exécution ne soient pas séparées des tâches de conception, ou autrement dit, qu'on ne polarise pas le travail entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent. Dans les EBE, tous les salariés participent au développement des activités de l'entreprise, avant de les mettre en œuvre, en se posant des questions telles que : « Y-a-t-il un besoin ? » « A-t-on les compétences ou pourrait-on les acquérir ? » « Y-a-t-il des concurrents dans le quartier ? » « A-t-on des salariés prêts à faire cette activité ? ». En réfléchissant au sens des activités développées, les salariés acquièrent des compétences, ont confiance (en eux et dans le projet), considèrent l'activité légitime (à leurs yeux, aux yeux des autres)³². C'est ce que dit aussi Christine, une autre salariée d'Emerjean, qui répondait à la question « qu'est-ce qui est motivant pour travailler ? » : « être acteur dans la création d'activité. On sait qu'elle est utile parce qu'elle manquait dans le quartier. ».

« Si tu veux faire comprendre quelque chose à une personne, et que tu lui dis directement ce qu'elle doit faire, elle ne bouge pas. Pourquoi ? Parce qu'elle n'a pas compris sa situation par elle-même, qu'elle n'a pas réfléchi dessus. Tu as beau parler, elle ne va pas comprendre "le fond" et elle ne fera rien... »

Alphonse Koissi,

cité dans Une pédagogie interactive pour l'animation de groupe, éditions Karthala, 1998.

Un autre moyen de valoriser ce travail, en lien avec le premier, peut être d'expérimenter concrètement le lien entre l'activité menée et l'utilité sociale qu'elle a : expérimenter concrètement que prendre soin de la planète, c'est aussi prendre soin des humains. Cela peut passer par des choses très simples, comme l'a expérimenté Yamin : *« On a mis un peu de compost dans la terre devant Emerjean, pour tester le compost, en deux mois on a eu plein de choses. Ça marche super bien parce que c'est mieux que les engrais. Les engrais c'est chimique et le compost c'est naturel. Ils ont planté des courgettes, des concombres et tout »*. En faisant les tâches de bout en bout, on saisit mieux le sens de chaque geste, comme on le ferait dans son propre jardin potager : *« ...peut-être que le compost si ça avait été chez moi peut-être que ça m'aurait apporté de la fierté mais c'est pas pareil là. C'est du travail pour passer le temps et attendre ton salaire à la fin du mois. Je suis là pour être là. C'est un tremplin »*. Au moment de notre échange Yamin ne savait pas à qui était revendu le compost, pour quel usage : est-ce qu'une communication plus large sur l'utilisation du compost, en valorisant le travail de Détritivores, pourrait être utile dans ce sens ? Un retour direct, quotidien, concret de l'utilité du compost et pas théorique, peut être motivant, valorisant pour ceux qui s'investissent dans le compostage mais ne s'en sont jamais servi.

Cela peut aussi passer par la considération pour des pratiques anciennes, qui ont fait leurs preuves,

mais que les dernières décennies ont éloigné des modes de vie urbains. Comme le soulignait un habitant du quartier St Jean, quand on lui a demandé si le compost c'est un métier d'avenir, il nous a répondu *« ça a toujours existé le compost, c'est pas d'aujourd'hui, c'était les paysans, dans les jardins, ceux qui sont à la campagne et qui ont des maisons, qui peuvent le faire eux-mêmes »*. Cela peut aussi passer par des visites chez des maraîchers ou jardiniers qui utilisent le compost produit... Observer ou expérimenter le travail de la terre et se nourrir de ses fruits, c'est renouer avec la nature et prendre conscience qu'il n'y a pas d'un côté "les gens" et de l'autre "la planète", mais que les deux sont intimement liés. Dans le film court-métrage *Éloge d'un arbre*, le botaniste Francis Hallé s'interroge sur l'écologie et sur l'utilité de l'activité humaine : *« Quelle que soit l'activité humaine, tôt ou tard il y a un doute sur l'utilité de ce qu'on est en train de faire. Tu peux être archevêque, tu peux être souteneur, tu peux être marin-pêcheur, tu peux être tueur de porcs, tôt ou tard il y a un moment où tu vas te dire "est-ce que je suis pas en train de perdre mon temps ?" ou même "est-ce que je ne suis pas en train de faire du mal aux gens qui m'entourent ?" . Une exception : planter des arbres »*. L'arbre est une image de l'écologie, ce que dit Francis Hallé c'est que prendre soin du vivant c'est prendre soin des *« gens qui nous entourent »*, et qu'il n'y a pas de plus belle vision de l'utilité.

L'un des salariés de l'entreprise de Mauléon, très investi dans le "lombricompostage", disait d'ailleurs dans le reportage *Nouvelle cordée* (voir l'encadré en fin d'article) que s'il fait ce travail-là, c'est que ça a du sens pour lui, profondément, et qu'il a à cœur de transmettre ce sens-là autour de lui. C'est de là qu'il tirait l'énergie de faire son travail, sa motivation, sa fierté.

Pour conclure...

A travers l'exemple des Détritivores on entrevoit toutes les possibilités des activités écologiques : prendre soin de la terre, et donner une place à chaque personne. Ces activités du futur constituent une réserve d'emploi pour ceux qui en sont privés. Le développement de ces activités doit aller de pair avec une véritable réflexion sur le sens des activités que l'on mène, et sur la dignité du travail (en considérant le partage des tâches difficiles) pour qu'elles soient vectrices de motivation, de fierté dans le travail. Cela nous semble tout particulièrement nécessaire si l'on veut permettre à des personnes qui ont perdu confiance en vivant la précarité de pouvoir y contribuer.

Le développement de ces activités écologiques ne dispense pas d'une véritable réflexion sur le travail

afin de permettre à des personnes qui en ont été éloignées durablement de reprendre confiance en elles et dans le collectif. Ainsi le sens, l'utilité des activités menées, la dignité du travail, le partage des tâches difficiles, sont, entre autres, des vecteurs de motivation, de fierté dans le travail, de dignité.

La réflexion s'ouvre à peine : ce qui est vecteur de motivation dans le travail et notamment ce qui motive les jeunes reste une vraie question. De même comment ces activités liées à l'écologie ne produisent-elles pas une nouvelle fracture entre deux jeunesse dans les années à venir ? Celle qui manifeste les vendredis à l'appel de Greta Thunberg et celle de Yamin, de ses amis et d'autres jeunes dans les quartiers populaires. À suivre donc !

L'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée"

10 territoires sont actuellement engagés dans cette expérimentation sur cinq ans, et font le pari d'embaucher l'ensemble des personnes privées d'emploi de leur territoire qui souhaitent travailler. Pour cela ils ont créé des "entreprises à but d'emploi" (EBE), qui embauchent d'abord les personnes, sans sélection, mais en recensant leurs savoir-faire et leurs envies. Chacun travaille à temps choisi (temps partiel ou complet selon les situations), en CDI, et est rémunéré au SMIC. L'activité de l'entreprise est ensuite créée par les salariés, en réponse aux besoins du territoire (auxquels aucun autre emploi local ne se consacre, pour ne pas mettre à mal l'emploi existant, la visée étant de lutter contre le chômage), et en s'appuyant sur les savoir-faire des personnes.

Ces expérimentations reposent donc sur 3 principes :

- *Personne n'est inemployable* (chacun possède des connaissances, des savoir-faire, qu'ils soient issus d'expériences professionnelles ou bien d'expériences personnelles),
- *Le travail ne manque pas* (il y a un grand nombre de besoins auxquels aucune activité ou emploi ne répond),
- *l'argent ne manque pas* (le pays est riche, et l'expérimentation consiste en un transfert des "coûts évités du chômage" aux EBE qui salarient les personnes).

Pour en apprendre davantage sur l'expérimentation en cours, on peut lire *Zéro chômeur, 10 territoires relèvent le défi*, un bilan à deux ans d'expérience écrit par Claire Hédon, Didier Goubert et Daniel Le Guillou. Ou bien voir *Nouvelle Cordée*, le reportage de Marie-Monique Robin sur les débuts de l'Esiam, l'EBE née dans le territoire de Mauléon dans les Deux-Sèvres. ■

LA REVUE DE LA MRIE

14 rue Passet
69007 LYON
☎ 04 37 65 01 93
mrie@mrie.org
www.mrie.org

AURA **mrie**
Exclusion & Connaître pour Agir

Hors-série des Dossiers de la MRIE N°1 | novembre 2019